

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR  
DIANE RAYMOND

LA FILLE TABOUE  
OU  
« LA PRISE EN CHARGE DES FILLES-MÈRES  
PAR LES SŒURS DE MISÉRICORDE  
À TROIS-RIVIÈRES, 1943-1971 »

24 OCTOBRE 2003

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

## RÉSUMÉ

Le rôle des Sœurs de Miséricorde, pour la prise en charge des mères célibataires, se définit dès le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, à Montréal, sous l'influence de l'industrialisation et de l'urbanisation. Leur tradition, dictée par les autorités de l'Église, est soutenue par la classe dirigeante. Mais la mission des religieuses est cependant critiquée par la population imbue des règles de la morale chrétienne et bourgeoise. Le phénomène de la prise en charge des « filles-mères » est une conséquence de la violence sociale exercée contre les femmes enceintes d'une grossesse hors mariage.

Mais, en 1943, les nombreux bouleversements causés par la crise économique et l'effort de guerre causent l'écatement de la famille traditionnelle et une augmentation constante des naissances illégitimes. Même dans les régions éloignées des grands centres urbains, l'ordre institué par les autorités ecclésiastiques et les familles de la petite bourgeoisie est confronté par les nouveaux rapports amoureux. L'Église cherche à combattre l'immoralité et interpelle les Sœurs de Miséricorde pour s'installer à Trois-Rivières. Les archives des Sœurs de Miséricorde révèlent que la protection des mères célibataires et de leurs enfants fut la véritable préoccupation des religieuses, jusqu'au moment où l'État providence intègre un système de sécurité sociale complet et intégré aux politiques de la société de masse. La tradition des Sœurs de Miséricorde suivra-t-elle la transformation des mœurs qui s'impose après la Deuxième Guerre mondiale ? Quel fut le rôle des Sœurs de Miséricorde auprès des mères non mariées, à Trois-Rivières ? C'est ce que nous allons analyser pendant cette période.

Les Sœurs de Miséricorde arrivent à Trois-Rivières, pendant la crise des institutions de charité, provoquée par la mortalité infantile et la grande dépression économique et sociale des années 1930. Suivant les exigences de l'État, la fondation de l'Hôpital Ste-Marie, avec la construction d'une crèche et d'un hôpital modernes, assurait la survivance de la communauté religieuse, et répondait également aux besoins de la population où l'augmentation des naissances illégitimes renforçait la stigmatisation des mères non mariées. Les méthodes de réhabilitation se voient aussitôt transformées par l'introduction des sciences sociales dans la vocation des religieuses. Par ce fait, la discipline s'assouplit, mais la violence sociale demeure au centre du vécu des mères célibataires. Les Sœurs de Miséricorde iront jusqu'à proposer l'abolition de la tradition, très précieuse, du secret et de l'enfermement, pour combattre les préjugés et offrir à leurs protégées, une complète libération. Mais, parmi la population, les contingences de la société traditionnelle conditionnent les mentalités bourgeoises qui n'abandonneront que progressivement le principe de légitimité aux valeurs de la modernité. Ainsi, malgré la complexité du phénomène de l'adoption des enfants illégitimes et de la souffrance de l'exclusion qu'avait subie leurs mères biologiques, nous pouvons dire que les Sœurs de Miséricorde avaient participé à la libération des mères célibataires.

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont exprimé leur confiance pendant cette période de formation. Je remercie principalement M. Denis Goulet, co-directeur, dont les commentaires ont permis d'enrichir la forme et le contenu de ce mémoire. Mes remerciements vont également au professeur M. Normand Brouillette, ex-directeur du Département des sciences humaines, aujourd'hui à la retraite, pour son soutien et ses encouragements. Celui-ci, avait également contribué à aplanir les difficultés administratives que posaient ce sujet de recherche. Et, encore un merci bien particulier à madame Lucia Ferretti, actuellement directrice du programme des études supérieures, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, pour s'être impliquée dans la lecture finale du mémoire et de m'avoir fait profiter, pour les dernières corrections, de son remarquable esprit d'analyse et de synthèse.

J'adresse aussi ma gratitude à Sœur Liliane Thériault, archiviste à la Maison mère des Sœurs de Miséricorde, qui m'a si chaleureusement accueillie pour le dépouillement des archives. Et, c'est aussi grâce à elle si j'ai pu rencontrer les religieuses, de leur communauté, qui avaient passé quelques années de leur vie auprès des mères célibataires de l'Hôpital Ste-Marie.

Et, finalement un grand merci, surtout, à ces femmes qui ont accepté de partager avec moi leurs souvenirs intimes de la Maison Joly à Trois-Rivières, où elles avaient vécu l'expérience de la maternité hors mariage.

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>RÉSUMÉ</b>	<b>ii</b>
<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>iii</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>iv</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	<b>vii</b>
<b>LISTE DES FIGURES</b>	<b>viii</b>
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS</b>	<b>ix</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I – LES MÈRES CÉLIBATAIRES ET LEURS ENFANTS</b>	
<b>AVANT LA FONDATION DE L'HÔPITAL STE-MARIE</b>	<b>26</b>
1. Le scandale de la mortalité infantile et la crise des institutions	26
2. L'augmentation des naissances illégitimes	39
<b>CHAPITRE II – LA PRISE EN CHARGE DES FILLES-MÈRES</b>	<b>43</b>
1. Le contexte institutionnel	44
2. Les intervenants	48
3. Une Maison dans la banlieue	51
4. Une tradition	54
4.1 Une logique administrative	54
4.2 Une logique missionnaire	56
4.2.1 La gratuité élément de pauvreté	57
4.2.2 La sanctification des âmes par la chasteté	59
4.2.3 Le « cachet » de la communauté	60
<b>CHAPITRE III – UN HÔPITAL MODERNE SUR LE CÔTEAU</b>	<b>63</b>
1. Contexte institutionnel	64

<b>2. Les intervenants</b>	<b>66</b>
<b>3. Un nouveau concept</b>	<b>67</b>
<b>4. L'organisation du service social Ste – Marie</b>	<b>70</b>
4.1 La structure	70
4.2 Les objectifs	71
4.3 Un personnel nouveau	72
4.3.1 L'auxiliaire sociale diocésaine	73
4.3.2 Les travailleuses sociales professionnelles	75
4.4. La recherche	75
<b>CHAPITRE IV - L'AILE DES FILLES-MÈRES</b>	<b>79</b>
<b>1. La réhabilitation</b>	<b>79</b>
1.1 L'accompagnement individuel	82
1.2 L'accompagnement de groupe	82
1.3 Le placement en foyer nourricier	83
1.4 Les activités de groupe	83
1.5 Les tâches des filles-mères	86
<b>2. L'administration</b>	<b>88</b>
2.1 Le nombre des admissions	89
2.2 Les occupations des filles-mères	92
2.3 L'âge	101
2.4 La période de grossesse à l'admission	104
2.5 Le père naturel	106
<b>3. La crèche</b>	<b>106</b>
<b>CHAPITRE V - VERS LA RÉINSERTION SOCIALE</b>	<b>113</b>
<b>1. La révolte des nouvelles générations</b>	<b>113</b>
1.1 Contexte institutionnel	111
1.2 Les intervenants	116
1.3 Le Foyer	116
<b>2. Une révolution dans les politiques sociales</b>	<b>117</b>
2.1 Contexte institutionnel	119
2.2 Les intervenants	120
2.3 La Villa Joly	122
<b>3. La sécularisation des interventions</b>	<b>123</b>

3.1 Les critiques	124
3.2 La contraception	125
3.3 La situation des mères célibataires	126
<b>4.La fermeture</b>	<b>132</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>134</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>142</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>156</b>
Annexe 1	
Évolution chronologique des structures de l'hôpital Ste-Marie	157
Annexe 2	
Questionnaire utilisé pour les entrevus avec les mères célibataires	158
Annexe 3	
Photo de la Maison Joly, résidence des religieuses, à Trois-Rivières-Ouest	162
Annexe 4	
Photo de la Maison Joly, résidence des mères célibataires, à Trois-Rivieres-Ouest	163
Annexe 5	
Photo du plan de l'Hôpital Ste-Marie, en 1943, À Trois-Rivières-Ouest	164

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	
Nombre des admissions à la crèche Gamelin 1934-1941	35
Tableau 2	
Description du personnel de l'hôpital général Ste-Marie en 1948	68
Tableau 3	
Horaire de la journée au Service Social Ste-Marie en 1948	84
Tableau 4	
Pourcentage des naissances illégitimes parmi les naissances vivantes au Canada de 1921-25 à 1965	110
Tableau 5	
Naissances illégitimes au Canada	111
Tableau 6	
Nombre des mères célibataires qui ont eu recours à l'agence du Service Social de la Mauricie et à l'agence du Service Social Ste-Marie	127



## LISTE DES FIGURES

Figure 1	
Taux de mortalité infantile à Trois-Rivières et au Canada en 1927	31
Figure 2	
Taux de mortalité infantile à Trois-Rivières de 1927 à 1930	31
Figure 3	
Les mères célibataires admises au Service Social Ste-Marie du 1 <sup>e</sup> janvier 1944 au 1 <sup>e</sup> janvier 1954	90
Figure 4	
Provenance des mères célibataires du diocèse de Trois-Rivières en 1942-43	94
Figure 5	
Professions des mères célibataires du diocèse de Trois-Rivières en 1942-43	95
Figure 6	
Occupations des mères célibataires admises au Service Social Ste-Marie en 1945 et 1953	98
Figure 7	
Répartition selon l'occupation des 1,074 mères célibataires admises au Service Social Ste-Marie entre 1944 et 1954	100
Figure 8	
L'âge des mères célibataires admises au Service Social Ste-Marie en 1945 et 1953	101
Figure 9	
Répartition selon l'âge des mères non-mariées admises au Service Social Ste-Marie entre 1944 et 1954	103
Figure 10	
Période de grossesse à l'admission pour 1953	105
Figure 11	
Placement des enfants à la crèche Ste-Marie entre 1944 et 1954	107
Figure 12	
Entrées et sorties des enfants à la crèche de l'hôpital Ste-Marie de 1965 à 1969	129
Figure 13	
Nombre des admissions des mères célibataires à l'hôpital général Ste-Marie entre 1954 et 1972	131

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS**

ASM : Archives des Sœurs de Miséricorde

AÉTR : Archives de l'évêché de Trois-Rivières

## INTRODUCTION

Le présent travail de recherche porte sur la mission des Sœurs de Miséricorde pour la protection des mères célibataires. L'œuvre est implantée dans la région de Trois-Rivières, après la Deuxième Guerre mondiale, par la fondation de l'Hôpital Ste-Marie. Notre étude aura pour objet l'analyse du rôle des Sœurs de Miséricorde dans la prise en charge des « filles-mères », à Trois-Rivières, entre 1943 et 1971. Nous voulons ainsi démontrer que même si les religieuses participent à la morale chrétienne et à la morale sociale qui toutes deux réprouvent les grossesses hors mariage, les religieuses évitent de stigmatiser les mères célibataires et cherchent au contraire à leur venir en aide.

### 1-Historiographie

Dans le courant de l'histoire des femmes, des auteurs se sont penchés sur la prise en charge des « filles-mères » pour dénoncer l'oppression des femmes engendrée par la prépondérance de la procréation dans les rapports de sexe, au sein de la société patriarcale<sup>1</sup>. Au moyen de l'analyse du discours de la classe dirigeante, Andrée Lévesque développe une pensée féministe sur le double standard en matière de sexualité, qui définissait les normes sociales et soutenait les inégalités entre les hommes et les femmes, au moment de l'entre-deux-guerres. Elle montre que les médecins, les hommes de loi et les hommes d'Église exerçaient un pouvoir

---

<sup>1</sup> Chantal Godbout, *Féminisme théorique et féminisme politique* : Une analyse conceptuelle 1960-1990, Québec, Université Laval, 1996, p. 42.

dominateur sur les femmes dans le but de maintenir un taux de natalité qui puisse garantir une postérité<sup>2</sup>. Grâce au dépouillement des archives de l'Hôpital de la Miséricorde, à Montréal, elle pénètre au cœur de l'institution. Elle présente le système de prise en charge comme un mode d'exclusion pour celles qui s'éloignaient du modèle idéal de la maternité.

Les articles de Marie-Aimée Cliche représentent une production majeure sur la condition des « filles-mères ». Dans le même courant féministe que le précédent ouvrage, l'auteure développe ses idées à partir du double standard de sexualité pratiqué dans la société traditionnelle<sup>3</sup>. Le dépouillement des archives de l'hôpital de la Miséricorde, chez les Sœurs du Bon Pasteur, à Québec, lui permet de reconnaître dans la première période de fondation la présence de la « pénitente » qu'Andrée Lévesque nous dépeignait au temps de l'entre-deux-guerres<sup>4</sup>. Une atmosphère désespérante de punition et de travail attend celles qui s'éloignent du modèle de la femme vertueuse. L'auteure montre que l'enfermement est oppressant et transforme tous les événements qui entourent la naissance d'un enfant illégitime en une lourde condamnation : la relation amoureuse, la grossesse, le choix de garder l'enfant, la convalescence. Bien que le rôle des Sœurs du Bon Pasteur soit d'assurer un suivi auprès des jeunes délinquantes<sup>5</sup>, nous observons certaines similitudes avec le phénomène de la prise en charge des « filles-mères », par les Sœurs de Miséricorde, à

---

<sup>2</sup> Andrée Lévesque, *La norme et les déviantes : Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*. Montréal, Remue-Ménage, 1989, p. 13.

<sup>3</sup> Marie-Aimée Cliche, « Morale chrétienne et double standard sexuel. Les filles-mères à l'hôpital de la Miséricorde à Québec, 1874-1972. » *Histoire Sociale*, vol XXIV, no 47, mai 1991, p. 82.

<sup>4</sup> Ibid. p. 106.

<sup>5</sup> Ibid. Marie-Aimée Cliche, « Les filles-mères à l'hôpital de la Miséricorde à Québec. », p. 91.

Trois-Rivières : la nature du problème, le profil de la clientèle ainsi que l'évolution des interventions qui rendent les religieuses participantes à diminuer la culpabilité des mères célibataires, entre 1874 et 1972.

Toutefois, l'originalité de notre approche consiste à décrire le phénomène de la prise en charge des filles-mères, en dehors des grands centres urbains. Ensuite nous voulons souligner les initiatives que les Sœurs de Miséricorde ont démontrées sur le plan professionnel, des initiatives qui leur ont permis d'enrichir une réflexion qui leur est propre et qui produira le sens et toute la valeur de leur engagement auprès des mères célibataires, ce que Cliche ne rend pas visible chez les Sœurs du Bon Pasteur ou du moins pas suffisamment.

Nous percevons l'action des Sœurs de Miséricorde comme un temps d'accalmie entre l'exclusion totale de la « grande pécheresse » et l'insertion complète de la famille monoparentale dans la société. Une voie de passage ou une période de transition, des valeurs de la société traditionnelle du XIX<sup>ème</sup> siècle, aux valeurs de la modernité post-industrielle à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Et, comme le précise Yvonne Turin dans une étude sur le potentiel des religieuses à inventer leur manière d'agir dans le monde à l'intérieur d'une structure ecclésiastique : « Comme les autres chrétiens, ces femmes ne prient plus de la même manière au début et à la fin du siècle<sup>6</sup>. »

---

<sup>6</sup> Yvonne Turin, *Femmes et religieuses au XIX<sup>ème</sup> siècle*. Le féminisme en « religion ». Nouvelle Cité, Paris, 1989, p. 355.

L'historiographie présente également des auteurs intéressés à montrer le regard de la société sur la maternité hors mariage. Flandrin propose une étude sur les origines et la nature des pratiques de contraception. Ces théories sont indissociables de la doctrine chrétienne sur le mariage et de tout l'édifice des sanctions inscrites dans le guide du confesseur, pénitentielles et listes d'interdits qui marquent les balises de la morale chrétienne. L'auteur souligne l'indignation que provoquaient les mères célibataires au temps où les Pères de l'Église à la suite de Saint-Paul, faisaient l'éloge de la virginité.

Un second regard d'analyse présente l'Église au sein des débats idéologiques auxquels elle participe. Flandrin ne relève aucune prescription à la procréation dans les Saintes Écritures, mais la doctrine chrétienne du mariage est issue des influences étrangères à la religion judéo-chrétienne, considérant l'importance de la descendance dans la culture gréco-romaine. Flandrin expose un plan doctrinal plein de rigueur que Saint-Augustin fut le premier à définir, marquant ainsi la fin des longues tergiversations concernant la virginité ou l'enfantement<sup>7</sup>. La doctrine augustinienne lie le mariage à la procréation. Sans amour ni plaisir, seule la naissance d'un enfant rend légitime l'acte sexuel, et la contraception, pire que le meurtre, corrompt un rite sacré. Mais pour maintenir la prédominance à la chasteté, le mariage doit rester un lien indissoluble. En définissant la doctrine sur le mariage, l'Église pose les structures de la famille traditionnelle comme le fondement de la société occidentale et rejette toutes autres formes de rapports sexuels comme illégitimes. À compter du 12<sup>ème</sup>

---

<sup>7</sup> Ibid. p. 37.

siècle, les grands traités de théologie détiendront l'autorité du droit canon, une loi ecclésiastique confirmée par un concile universel.

À partir du Concile de Trente, Gélis affirme que le contrôle de la sexualité et des passions amoureuses n'est pas uniquement exercé par les autorités religieuses, mais que les autorités civiles travaillent aussi à réformer les mœurs<sup>8</sup>. Contrairement au droit canon qui considérait uniquement le consentement mutuel des époux pour l'accomplissement d'un mariage légitime, Sandrin rapporte qu'en 1576, l'édit de Blois rend le consentement du père obligatoire. Les fautifs pouvaient être déshérités et poursuivis devant les tribunaux. Et plus tard, en 1639, Louis XIII renforce les sanctions par le bannissement complet des enfants illégitimes nés d'une relation illicite<sup>9</sup>. Gélis revient aussi sur une proclamation royale<sup>10</sup> qui, en 1736, impose l'assermentation des sages-femmes devant la communauté, l'obligeant à déclarer aux médecins les cas pathologiques et les accouchements difficiles.

Mais, Sandrin relève que, pendant la révolution industrielle, la faiblesse des revenus et la grande mobilité de la main d'œuvre encouragent une plus forte tendance au concubinage chez la classe populaire, alors que dans les grandes maisons bourgeoises, les domestiques devenaient facilement objet de séduction pour les fils célibataires. L'âge avancé de la tutelle des enfants, vingt-cinq ans pour les filles et trente ans pour un garçon, poussait souvent les jeunes gens à transgresser la loi. Des

---

<sup>8</sup> Jacques Gélis, *L'arbre et le fruit* : La naissance dans l'Occident moderne XVI<sup>e</sup> – XIX<sup>e</sup> siècle. Fayard, 1984, p. 406.

<sup>9</sup> Jean Sandrin, *Enfants trouvés, enfants ouvriers* : Du 17<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle, Paris, 1982, p. 8.

<sup>10</sup> Jacques Gélis, « L'accoucheuse rurale au 18<sup>ième</sup> siècle », dans *Les intermédiaires culturels*, Paris, 1978, p. 128.

couples allaient jusqu'à risquer la reconnaissance d'une conception prénuptiale, afin de forcer le consentement du père au mariage. Un refus avait de lourdes conséquences, puisque les sages-femmes conservaient le secret des « filles-mères » qui venaient se cacher à la ville pour accoucher<sup>11</sup>. Ainsi, l'enfermement des mères célibataires dans les institutions publiques est reconnu, en France, comme un phénomène de la société industrielle<sup>12</sup>. Les historiens Goulet et Paradis pourront situer à la même époque la fondation des œuvres pour la prise en charge des mères non mariées, dans la province de Québec.<sup>13</sup> Les Sœurs de Miséricorde hériteront-elles de la tradition française de l'anonymat ? Il semble que oui, Hélène Laforce note qu'à Montréal, au 19<sup>ième</sup> siècle, les Sœurs de Miséricorde étaient formées à la pratique des sages-femmes<sup>14</sup>.

Cliche revient sur l'importance du droit coutumier exercé dans plus de 60% des cas dénombrés dans les archives judiciaires et notariales au Québec. La pression populaire exigeait le mariage de réparation lorsque le garçon et la fille étaient du même âge et du même milieu social<sup>15</sup>. L'infériorité économique des femmes au sein de la société traditionnelle les empêchait de subvenir aux besoins de leur enfant<sup>16</sup>. Par ailleurs, pour 729 naissance illégitimes dénombrées avant 1730, seulement 249 mères célibataires s'engagent dans une poursuite de paternité. Mais la honte et la peur d'être

---

<sup>11</sup> Ibid. p. 15.

<sup>12</sup> Jean Sandrin, *Les enfants trouvés, enfants ouvriers*, XVIIe et XIXe siècle, Aubier Montaigne, 1982, p. 71.

<sup>13</sup> Denis Goulet et André Paradis, *Trois siècles d'histoire médicale au Québec*, VLB éditeur, Québec, 1992, p. 87.

<sup>14</sup> Hélène Laforce, *L'Univers de la naissance et de la sage-femme au Québec*, thèse de doctorat, Université Laval, 1983, p.180.

<sup>15</sup> Ibid. p. 54.

<sup>16</sup> Marie-Aimée Cliche, « Filles-mères, familles et société sous le régime français », dans *Histoire sociale*, vol XXI, no 41, mai 1988, p. 53.



mal jugées poussent un grand nombre de mères non mariées à faire disparaître l'enfant. Effectivement, pour 367 cas, entre 1660 et 1969, des sentiments d'insécurité incitent les jeunes filles à des actes criminels. Devant les tribunaux du régime français l'infanticide est passible de mort. Mais, dès le début du 18<sup>ième</sup> siècle, un tel désarroi est reconnu par les réformistes du système pénal, comme un homicide involontaire. L'infanticide est interprétée par Cliche comme une conséquence des règles du comportement dans les sociétés patriarcales et paternalistes<sup>17</sup>. Dans l'Église, le scandale que provoquait la naissance d'un bâtard était plus répréhensible que toutes autres infractions aux règles de la morale chrétienne<sup>18</sup>.

L'évolution de la jurisprudence au Bas-Canada rend plus difficile les procédures, pour une poursuite de paternité. Cliche déclare, qu'à compter de 1866, une lettre ou autre document, signé par le père, devait appuyer le témoignage de la fille-mère pour confirmer<sup>19</sup> la paternité d'un enfant naturel. Au même moment, la fondation des hospices pour la prise en charge des filles-mères, contribue à diminuer la volonté des hommes de loi à soutenir la jeune mère dans la reconnaissance de ses droits. Pourtant, lorsque l'auteure relève le nombre de 46 jeunes filles enceintes pour des cas d'inceste, devant les tribunaux de Québec, entre 1858 et 1938, seulement une vingtaine iront se réfugier auprès des religieuses<sup>20</sup>. En France, le problème des conceptions hors mariage et ses répercussions sur l'abandon des enfants illégitimes

---

<sup>17</sup> Marie-Aimée Cliche, « Infanticides dans la région de Québec 1660-1969 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol IV, no1, été 1990, p. 58.

<sup>18</sup> Ibid. Jean-Louis Flandin, *Le sexe et l'Occident*, p. 113.

<sup>19</sup> Marie-Aimée Cliche, « Les filles-mères devant les tribunaux de Québec 1850-1969 », dans *Recherche sociologique*, vol XXXII, no1, 1991, p. 25.

<sup>20</sup> Marie-Aimée Cliche, « Un secret bien gardé l'inceste dans la société traditionnelle québécoise 1858-1938. », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Vol 50, no2, automne 1996, p. 219.

avaient ouvert une réflexion sur le droit à l'autorité parentale<sup>21</sup>. Contrairement à la société américaine, malgré la présence de certains préjugés, la mentalité française s'est éveillée à l'importance d'intégration de la famille monoparentale dans la société, depuis le XIXème siècle.

Par ailleurs, plusieurs auteurs prétendent que la révolution maternelle se réalisera en France seulement, entre 1965 et 1980, grâce aux moyens de contraception et au contrôle des naissances<sup>22</sup>. Au Québec, le collectif Clio poursuivra dans le même sens que Yvonne Knibiehler pour déclarer que jusqu'au moment de la lutte féministe des années 1960, aucune association n'assurait la défense du droit des femmes.<sup>23</sup> C'est seulement pendant les années 1970, interprétées par les auteures comme les années chaudes du féminisme, que la Fédération des femmes, non confessionnelle, fera par ses luttes établir le droit des femmes à l'autorité parentale et abolir les noms de ménagère et de mère nécessiteuse.<sup>24</sup> En 1973, le féminisme devient officiellement intégré à la fonction publique par la création du Conseil du Statut de la femme.<sup>25</sup> Mais encore en 1974, Caron reproche l'attitude conservatrice des sociétés américaines envers les grossesses hors mariage<sup>26</sup>.

Les règles de la morale chrétienne et bourgeoise, qui définissaient le contrôle de la sexualité et des naissances illégitimes dans la société industrielle, sont-elles

---

<sup>21</sup> Josiane Caron, *Des mères célibataires* : Entre la soumission et la subversion, .France, Pierre Horay, 1982, p. 17.

<sup>22</sup> Yvonne Knibiehler, p. 13.

<sup>23</sup> Micheline Dumont et al, *L'histoire des femmes au Québec* : depuis 1945, Le Jour, 1992, p. 442.

<sup>24</sup> Ibid. p. 464.

<sup>25</sup> Micheline Dumont et al, Ibid. p. 478.

<sup>26</sup> Josiane Caron, Ibid, p.18.

étrangères à la gestion interne des institutions de Charité qui accueillait les filles-mères. Le concept d'assistance, s'explique au fil des temps, à travers les changements idéologique, politique et socioéconomique survenus dans la société occidentale en constante mutation : « L'assistance est le reflet des valeurs qui fondent la société<sup>27</sup> ... »

Le fondement de l'Assistance, au 5<sup>ème</sup> siècle de l'ère chrétienne, est entièrement imprégné du sens sacré. Les établissements hospitaliers sont dirigés uniquement par les évêques, et elles représentent des Oeuvres de Charité qui assurent le salut éternel au donateur, comme au personnel et aux bons pauvres qui les fréquentent. Heildesheimer et Gut signalent déjà l'existence d'une certaine dépendance des maisons d'assistance au conseil de la cité et des bourgs pour la vérification des comptes, vers la fin du 13<sup>ème</sup> siècle. La mauvaise répartition des richesses, la mobilité et l'instabilité des mendiants qui affluent vers la ville font apparaître la peur du mauvais pauvre. On découvre à ce moment que l'histoire des hôpitaux se marie avec celle des marginaux. Des législations répressives condamnent les mendiants et les vagabonds à l'enfermement dans les hôpitaux, et davantage au 19<sup>ème</sup> siècle avec l'émergence du capitalisme. L'État de droit crée un réseau d'institutions plus complexe pour assurer le respect de l'ordre établi. Cependant le triomphe de la propriété privée encourage la domination de la classe bourgeoise sur les prolétaires et repousse ces derniers à l'intérieur des quartiers ouvriers. Désormais, le paupérisme,

---

<sup>27</sup> Françoise Hildesheimer et Christian Gut, *L'assistance hospitalière en France*, Paris, 1992, p. 129.

une nouvelle forme de pauvreté vient directement de l'organisation du travail et incite les philanthropes à soutenir l'avancement des sciences et de la pratique médicale.

Le concept d'assistance implique donc l'interaction des différents groupes religieux, politiques et socioéconomiques qui interviendront en vue de protéger des intérêts particuliers. Ces enjeux, selon Jean-Marie Fecteau, ne se réduisent pas uniquement à «une volonté collective et rationnelle de régler la vie sociale<sup>28</sup>». L'auteur joint à la notion d'assistance celle de la régulation sociale<sup>29</sup> par la capacité d'un groupe de résister à la volonté dominatrice des autres. Par conséquent, des conflits et des tensions surgissent. La complexité des enjeux, oblige toute société à une logique d'opération efficace dans le but de gérer le désordre et l'instabilité. L'auteur explique que toute organisation sociale détermine diverses formes de prise en charge lorsque les règles établies entre la classe dominante et la classe dominée sont remises en question. Par contre, la pauvreté et le crime ne sont qu'une dimension de la régulation sociale, puisqu'une société dominée par l'ordre et la discipline des institutions comme la famille, l'école, le travail et la religion doit également pouvoir répondre de ses abus et des accidents de parcours.

Autrement, Ewald explique le contrat social de l'idéologie libérale dans un rapport contrainte/liberté. L'État de droit se compose d'obligations juridiques mais

---

<sup>28</sup> Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses : La pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du 18<sup>ième</sup> siècle à 1840*, VLB éditeur, Montréal, 1989, p. 10.

<sup>29</sup> Ibid. p. 10.

fondamentalement la question de l'assistance est indispensable au projet capitaliste<sup>30</sup>. Cette régulation repose uniquement sur le sens moral des responsabilités individuelles et collectives. L'auteur attribue à la logique de prise en charge, l'objectif de réformer une éducation suivant le modèle déterminé par l'ordre établi. L'historien joint à la notion de prise en charge l'attitude paternaliste de la morale bourgeoise qui suppose la subordination d'un sujet à l'enseignement d'un bon maître, puisque le pauvre est fautif d'avoir manqué à son devoir et à ses responsabilités. L'assistance exige de la part d'une élite la gratuité et le dévouement dispensés au sein des associations de bienfaisance, des fraternités et des secours mutuels, pour répondre au bien de l'ensemble et par ce fait aux nécessités du pauvre.

C'est ainsi que Deschesne, Juteau et Laurin défendent l'idée féministe de l'appropriation du travail des religieuses comme élément indispensable de gratuité au service de la société industrielle et patriarcale. Encore plus près des mères non mariées, les religieuses des hôpitaux et des services sociaux ont assumé l'intervention auprès des personnes abandonnées<sup>31</sup> dans la continuité du travail des mères de famille, comme une main d'œuvre bénévole, dans une structure extrêmement stable et professionnelle en dehors de la scène publique. La société profite de la régulation sociale organisée par l'Église pour la répartition des ressources humaines féminines. Dans la province de Québec, après la Deuxième Guerre mondiale, le dévouement des femmes représentait un enjeu important dans les rapports religieux, politique et

---

<sup>30</sup> François Ewald, *Histoire de l'État providence* : Aux origines de la solidarité, Grasset, (1986) 1996, Paris, p. 21.

<sup>31</sup> Danielle Juteau et al, *Un métier et une vocation* : Le travail des religieuses au Québec de 1901 à 1971, Montréal, Université de Montréal, 1997, p. 98.

socioéconomiques. En ce sens les communautés religieuses de femmes répondent au mécanisme de régulation sociale<sup>32</sup>.

Guérard soutient que l'étatisation de l'Assistance remet en question « le mythe des institutions québécoises stagnantes et dominées par le clergé et la petite bourgeoisie réfractaire aux changements<sup>33</sup> ». Par conséquent, la précarité des Œuvres de charité, et le scandale provoqué par le taux très élevé de la mortalité des enfants illégitimes sont confirmés dans la ville industrielle de Trois-Rivières, avant l'arrivée des sœurs de Miséricorde.

## **Problématique**

Le rôle des Sœurs de Miséricorde, dans la prise en charge des mères célibataires, est déjà reconnu au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, à Montréal. Rosalie Cadron-Jetté reçoit chez elle des mères célibataires exilées de leur milieu d'origine. Cette femme d'action partage avec les indigentes la pauvreté et l'hostilité de la population intransigeante. Elle est veuve et ses enfants n'acceptent pas de voir leur mère vivre dans la marginalité. Mgr Bourget, évêque de Montréal, un ami de madame Jetté, propose la protection de l'Église pour elle et les sept autres dames dévouées à l'accueil des mères non mariées. Le mandement de l'évêque, du 16 janvier 1848<sup>1</sup>, certifie notamment que : « Nous permettons aux dites Dames de vivre en communauté, sous les règles communes que nous jugerons à propos de leur

---

<sup>32</sup> Ibid. p. 215.

<sup>33</sup> François Guérard, *La santé publique dans deux villes du Québec, 1887-1939, Trois-Rivières et Shawinigan*, thèse de Ph.D. (études québécoises) UQAM, 1993, p. 438.

prescrire.» Leur mission se développe rapidement, dès 1849, les religieuses reçoivent toutes leurs diplômes de sage-femme, et graduellement, après 1860 elles deviendront garde-malade en obstétrique<sup>34</sup>. Ainsi, leur action se poursuit à travers les politiques sociales de l'Église et l'avancée progressive de l'État, dans les affaires de l'Assistance publique.

Lors des révolutions politiques et industrielles de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le pape Léon XIII prend position contre les idéologies socialiste et libérale qui menaçaient les institutions religieuses et les valeurs spirituelles. Même après la séparation de l'Église et de l'État, la structure de la famille traditionnelle demeure le fondement de la société occidentale<sup>35</sup>. La célèbre encyclique *Rerum Novarum* en dénonçant l'exploitation de la famille ouvrière, par les sociétés capitalistes, redonnait à l'Église un certain prestige au sein de l'action sociale. Mais, en 1921, l'ampleur des problèmes sociaux dans les temps forts de l'industrialisation oblige le conseil législatif à s'infiltrer dans les affaires de l'assistance publique, un domaine jusqu'alors exclusivement administré par le clergé. L'Église reste sur la défensive et son enseignement tendra de plus en plus à sauvegarder l'autorité de ses institutions et l'exercice des règles de la morale chrétienne.

Selon Andrée Lévesque, au moment de l'entre-deux-guerres, l'impasse guette les femmes qui transgressent les prescriptions de la morale bourgeoise et religieuse sur le mariage et la maternité. Les avortements, exécutés par des charlatans, sont

---

<sup>34</sup> Hélène Laforce, *L'univers de la naissance et la sage-femme au Québec des débuts à nos jours*, Thèse de doctorat, Université Laval, Québec, 1983, p.157

<sup>35</sup> Luc Ferry, *L'homme-Dieu : le sens de la vie*, Paris, Grasset, 1996, p. 115.

fréquents, mais la pauvreté et la honte d'une naissance illégitime poussent 40 % des mères célibataires de la province, à se diriger vers les institutions des Soeurs de Miséricorde, à Montréal, gardiennes du silence et des enfants abandonnés<sup>36</sup>. Dans ce lieu d'enfermement géré par l'Église, la naissance d'un enfant illégitime doit être gardée dans la plus grande discrétion afin de protéger l'honneur de la famille et la tradition religieuse<sup>37</sup>.

À la même époque, à Trois-Rivières, l'étendue du paupérisme engendré par l'industrialisation et l'urbanisation ne pouvait supporter la moindre négligence au niveau des services d'hygiène publique, sans que les populations les plus vulnérables n'en soient subitement affectées et plus particulièrement les enfants illégitimes abandonnés dans les crèches, privés de l'allaitement maternel<sup>38</sup>. La stigmatisation des mères non mariées s'en trouvera-t-elle aggravée ?

Le nom de « fille-mère » désignait une femme devenue enceinte par une relation hors mariage, qu'elle soit célibataire, mariée ou veuve. Une naissance illégitime marquait définitivement les personnes d'un pseudonyme qui les caractérisait. Les illégitimes que l'on appelait aussi « les bâtards » étaient privés de la complète citoyenneté<sup>39</sup> et demeuraient légalement inférieurs aux enfants d'un mariage légitime. La reconnaissance de paternité contraignait de garantir, seulement, la subsistance de cet enfant. Le nouveau-né avait droit à la vie, mais ne possédait aucun

---

<sup>36</sup> Andrée Lévesque, *La norme et la déviance*, Montréal, Remue-Ménage, 1989, p. 122.

<sup>37</sup> Ibid. p. 129.

<sup>38</sup> Ibid. p. 411.

<sup>39</sup> ASM, « *La Miséricorde de Montréal* », statistiques 1942-1952, p. 9.



droit à la protection de l'institution familiale, aucun droit de succession, de fortune, de nom de famille, de rang ou d'éducation<sup>40</sup>. La femme responsable de ce déshonneur était dépossédée de toute reconnaissance sociale. Personne ne devait connaître son existence, son identité et ses besoins, elle devait rester cachée ou enfermée dans le silence, elle était la fille taboue.

À cette époque, l'Église et la petite bourgeoisie organisent la croisade contre l'immoralité et s'opposent fermement à la transformation des mœurs<sup>41</sup>, ainsi qu'à l'amendement du code civil, sur le principe de légitimité<sup>42</sup>. Le rôle des Sœurs de Miséricorde était-il déjà reconnu à Trois-Rivières ? La censure et la répression des idées matérialistes conduiront-elles directement à la fondation de l'Hôpital Ste-Marie, pour la prise en charge des mères célibataires ?

La persistance du problème de la mortalité infantile avait causé des ravages dans les crèches des Sœurs de Miséricorde, à Montréal et la survie de leur institution était menacée par les enquêtes du gouvernement provincial sur les hôpitaux. Mais, pendant la Deuxième Guerre mondiale la rupture avec la tradition est principalement marquée par l'entrée des femmes sur le marché du travail. Les résultats de l'économie de guerre éveillent chez les élites la crainte de voir disparaître la pérennité des familles et les principes de la morale chrétienne. Ainsi, les pouvoirs politiques et religieux se rallient pour créer une politique familiale qui renforce la violence sociale

---

<sup>40</sup> Deux articles du code civil sont cités dans L'abbé Charles-Édouard Bourgeois, *Une richesse à sauver*, Bien Public, 1947, p. 60.

<sup>41</sup> Pie XI, Encyclique « Quadragesimo Anno », dans *L'Église et la question sociale*, Québec, Fidès, 1991, p. 30.

<sup>42</sup> « Le principe de légitimité », *Le Nouvelliste*, le 7 août 1943, p.2

exercée contre les femmes enceintes d'une grossesse hors mariage. Jusqu'à quel point la modernisation de la société industrielle et la normalisation de l'Assistance et de la santé publique par l'État auront une influence sur le rôle des Sœurs de Miséricorde à Trois-Rivières ? Malgré le combat pour la survivance de leur institution, la mission de protéger les mères non mariées demeure-t-elle la priorité des religieuses ? Qu'est-ce qui importe de sauvegarder chez la jeune fille, dans les institutions d'après-guerre ? Quel est le profil des protégées ? Quelles sont les activités des jeunes filles enceintes d'une grossesse hors mariage ? Et, dans quelle mesure la prise en charge des mères célibataires, à Trois-Rivières, correspond-t-elle au phénomène de l'exclusion ?

La fondation de l'hôpital Ste-Marie, à Trois-Rivières, se réclame aussi des œuvres de l'abbé Charles-Édouard Bourgeois, étant donné la mission du prêtre, auprès des orphelins, à Trois-Rivières. En 1931, l'abbé Bourgeois devient aumônier à l'Orphelinat St-Dominique. En 1934, il fonde l'œuvre du Placement de l'Orphelin, qui deviendra en 1937, l'œuvre de l'Assistance à l'Enfant Sans Soutien et la Centrale diocésaine de Service Social, en 1938. Charles-Édouard Bourgeois deviendra aussi l'initiateur de la croisade contre l'immoralité, destinée à faire disparaître les maternités privées. Des lieux jugés immoraux et responsables de négligence auprès des enfants illégitimes, et de leur mère non mariées. L'action de l'abbé Bourgeois, nous aide à cerner à quel moment et de quelle manière, dans la ville de Trois-Rivières, la question des naissances illégitimes se place au centre des enjeux entre les différents groupes religieux, politiques et socioéconomiques. Nous connaissons l'implication du prêtre dans la fondation de la maternité catholique à Trois-Rivières,

et nous pourrions dire aussi dans quelle mesure, le rôle des Sœurs de Miséricorde fut influencé par la Corporation du Service Social diocésaine, fondée en 1945, par l'abbé Bourgeois.

Graduellement la société libérale achève cette transition de la modernité par l'émergence de l'État providence, la complète laïcisation de la société et la libération des mœurs qui dépasse toutes les limites du devoir et de l'ordre établi. Alors comment les familles perçoivent-elles le concept de la prise en charge ? Comment les religieuses réagiront-elles dans ce contexte ? C'est ce que nous verrons dans notre étude.

Notre question, sur le rôle des religieuses auprès des « filles-mères », est considérée suivant le travail des religieuses comme celui de toutes les autres femmes de la société traditionnelle exclues des débats publics et du pouvoir décisionnel. Leurs occupations étaient orientées suivant la division des sexes, et obéissaient à la loi morale de la gratuité et du dévouement envers la famille et la collectivité, suivant les critères de l'Église et du libéralisme<sup>43</sup>. Dans un deuxième temps, le rôle des religieuses auprès des mères célibataires nous apparaît, sur une longue période, comme un phénomène intégrateur à la société, grâce à l'empathie des religieuses envers leurs protégées, et grâce à l'émancipation de leurs méthodes et de leurs pratiques selon une approche professionnelle et innovatrice pour l'époque. Cette évolution est vérifiable au niveau de l'administration de leur communauté et des établissements qu'elles ont dirigés, au niveau des services qu'elles offraient à leur

---

<sup>43</sup> Ibid. Chantale Godbout, p. 67.

clientèle et au niveau des interventions qu'elles ont menées auprès du gouvernement provincial, du clergé et auprès de la collectivité, afin de diminuer les préjugés et améliorer la condition des mères célibataires.

Pour montrer la situation de la communauté des Sœurs de Miséricorde dans leurs rapports avec l'Église, l'État et la société industrielle, la réalité des religieuses a été étudiée dans la matérialité, c'est-à-dire, en observant le travail quotidien. Au fil de l'existence, nous avons cherché les temps forts dans l'action quasi-quotidienne des Sœurs de Miséricorde, et nous avons déduit qu'en suivant de manière chronologique les transformations de l'œuvre, il se trouvait une correspondance entre l'aménagement matériel des bâtiments, l'évolution des services auprès des mères célibataires et les changements survenus au sein de la société.

Grâce au dépouillement des archives à la Maison mère des Sœurs de Miséricorde, à Montréal, nous avons trouvé que chacune des étapes de transformation de l'œuvre se traduit par une construction nouvelle ou des aménagements nouveaux, approuvés et soutenus financièrement par l'État : au moment de la fondation en 1943, par la rénovation d'une maison dans la banlieue de Trois-Rivières. Dans l'après-guerre, lors du grand déplacement vers la ville, pour la construction d'un hôpital moderne sur le coteau, ainsi qu'au moment du retour au Foyer Joly de la banlieue, en 1958, et la transformation de cette même Villa, en 1965, pendant la Révolution tranquille.

Pour évaluer le rythme de la transformation des mœurs et le regard de la société sur le problème de la maternité hors mariage, les statistiques seront utilisées pour comparer, dans chacune des périodes, le nombre des admissions, l'âge des mères célibataires, leurs occupations, le nombre de mois de grossesse à l'admission, ainsi que le nombre des enfants adoptés, le désir des mères non mariées de garder l'enfant, et le nombre des mères célibataires qui utilisent leur droit à l'autorité parentale.

La fidélité à la doctrine de l'Église, ainsi que l'évolution des interventions peuvent s'observer par la place que les religieuses accordent à la tradition de l'anonymat et de l'enfermement. Il nous importe donc de considérer, pour chacune des transformations de l'oeuvre, comme un fil conducteur, le temps d'enfermement imposé aux mères non mariées par les religieuses.

Nous avons suivi le développement de l'Hôpital Ste-Marie, uniquement en ce qui concerne l'assistance aux mères célibataires, en suivant de manière chronologique la dynamique politique, socioéconomique et religieuse qui rythme l'évolution de la mission, à Trois-Rivières. Sans oublier la complexité du phénomène, qui contient autant de contradictions et de paradoxes, de même que l'esprit éclairé des religieuses devait se soumettre aux contingences du devoir de la mentalité bourgeoise et religieuse. Les événements parlent souvent par eux-mêmes, puisque ces femmes avaient elles-mêmes trouvé la solution au problème des maternités hors mariage.

## **Les sources**

Les archives des sœurs de Miséricorde, contiennent une quantité d'informations suffisantes pour comprendre la mission et le développement de l'œuvre des Sœurs de Miséricorde à Trois-Rivières. Le mandement de Mgr Bourget rédigé lors de la fondation de la communauté au XIXème siècle, ainsi que les enseignements de l'évêque destinés aux religieuses, présentent la mission des Sœurs de Miséricorde telle quelle fut réalisée conformément avec la Règle du Saint-Office. La correspondance entre le conseil général et l'abbé Charles-Édouard Bourgeois de Trois-Rivières, la correspondance entre le conseil général et le conseil local de la communauté de Trois-Rivières, résume la correspondance relative à la fondation (1938-1944) et (1944-1947). Ces dossiers ajoutés aux actes de vente et à l'évaluation de la propriété de la banlieue par un inspecteur de la ville de Trois-Rivière Ouest, au moment de la fermeture de la maison, représentent une série très complète de documentation.

La correspondance entre le Service Social Ste-Marie et Charles-Édouard Bourgeois, directeur du Service Social diocésain à Trois-Rivières, (1956-1961), décrit parfaitement le parcours constant des religieuses pour l'amélioration de l'oeuvre. Les procès-verbaux des rencontres à l'agence du Service Social de Trois-Rivières (1965-66) contiennent aussi les circonstances qui poussent les religieuses d'affirmer leur position, face au phénomène des maternités hors mariage. Les procès verbaux (1969-1970) ainsi que la correspondance de la directrice de la Villa Joly avec le ministère de

la Famille et du Bien-être social contiennent les critiques et les réflexions qui montrent la distance des religieuses dans leur pratique, avant la rupture définitive entre les institutions religieuses et une société laïcisée par l'État providence.

Toutes les statistiques sorties des rapports officiels du Service Social Ste-Marie, à Trois-Rivières, correspondent aux rapports annuels des admissions au Service Social Ste-Marie. La seule difficulté rencontrée réside dans le fait que le nom de la ville d'origine des protégées avait été mentionné seulement pour une courte période, et dans la plupart des cas, la provenance des mères célibataires avait été inscrite suivant le nom du diocèse. Ce qui empêche de connaître le nombre exact des mères célibataires en provenance de la ville de Trois-Rivières, pour toute la période. Autrement, les archives nous ont été rendues accessibles sans difficulté et le classement des documents tenu dans un ordre impeccable nous a grandement facilité la consultation et la prise de note. Les religieuses nous ont certifié qu'elles ne possédaient aucun autre document sur la mission de Trois-Rivières. Elles avouent même que les documents ont peut-être été triés, perdus ou même détruits, comme cela s'est produit ailleurs chez les Sœurs Grises de Nicolet, après la fermeture de la crèche. Mais, comment pouvons-nous en savoir plus ?

Les religieuses nous ont invité à partager quelques repas en compagnie des responsables de leur institution de Trois-Rivières.: la directrice de la crèche de l'Hôpital Ste-Marie entre 1955-1972, la directrice du Service Social Ste-Marie en 1954-1955, la directrice du Foyer et de la Villa Joly pendant la transition entre 1965-

1967, ainsi qu'une éducatrice de groupe présente entre 1965-1967. Ces rencontres furent informelles, mais suffisamment enrichissantes pour reconnaître la stabilité des structures qui se retrouvent dans toutes les maisons des Sœurs de Miséricorde, et surtout le point de vue de chacune des personnes impliquées à Trois-Rivières. Ces femmes ont fait apparaître le sens de leur mission rattaché à combien d'expériences chaleureuses auprès des femmes enceintes démunies et séparées du monde, de même que l'obligation de conserver une gestion impeccable des lieux et des rapports avec l'Église, l'État, et les familles. Cela pouvait-il suffire ?

Les registres nominatifs nous ont été refusés. Au moment de la fermeture du Service Social Ste-Marie, les religieuses avaient remis leur fichier au Service Social de Trois-Rivières. Actuellement, ce fichier appartient au Centre Jeunesse de Trois-Rivières, et le classement des dossiers avait été organisé suivant le nom des familles adoptives, ou suivant le nom des orphelins, quelque soit l'endroit où la mère biologique avait choisi d'accoucher. Ce dépouillement nous obligerait à chercher, parmi des milliers, les dossiers concernant les mères biologiques, en provenance de l'institution des Sœurs de Miséricorde, à Trois-Rivières.

Nous avons donc complété notre recherche en recueillant les témoignages de cinq mères biologiques que nous avons rencontrées à l'Association du retour aux origines de Trois-Rivières. Ces entrevues ont été réalisées à domicile, au moyen d'un questionnaire que nous avons élaboré suivant les renseignements puisés lors des rencontres avec les religieuses et le dépouillement des archives à la maison mère chez



les Sœurs de Miséricorde. Lors des entrevues ces femmes ont accepté de dévoiler des événements intimes de leur vie à l'Hôpital Ste-Marie, ainsi qu'au Foyer et à la Villa Joly. Par contre, nous avons gardé une très grande discrétion sur la vie amoureuse de ces femmes puisque notre intention se limitait à vérifier, confirmer et même compléter les informations reçues par les Sœurs de Miséricorde. Un témoignage ne peut faire autrement que d'exprimer des émotions restées bien vivantes, malgré la déroute et les désillusions que peuvent signifier l'expérience d'une maternité hors mariage. Bien que ces femmes pensent n'avoir rien à dire, chacun des témoignages confirmait l'histoire des différentes étapes du développement de l'institution. Chacune a rappelé la position des familles, celle des religieuses et de la travailleuse sociale de l'agence diocésaine alors qu'elles avaient résidé, pendant cinq mois de leur grossesse, dans le seul refuge qui existait pour les mères célibataires sur le territoire de la Mauricie. Ces femmes ont diverses provenances : Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan et St Roch-de-Mékinac. Les témoignages se répartissent comme suit :

- Une résidente de l'aile des « filles-mères », de l'hôpital Ste-Marie, en 1956.
- Deux résidentes du Foyer Joly 1959 et 1962,
- En 1970 une résidente accouche dans l'aile des « filles-mères », à l'hôpital Ste-Marie sans avoir fréquenté la Villa.
- En 1971, une résidente habite à la Villa Joly, après le départ des religieuses, sous la responsabilité de la Corporation laïque du Service Social de Trois-Rivières.

Nous avons également consulté les archives du diocèse de Trois-Rivières, afin de comprendre l'œuvre de l'abbé Charles-Édouard Bourgeois, à Trois-Rivières. Notre but était de situer l'œuvre de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien (1938-1944), (1946-1947), par rapport à l'histoire du Service Social de Trois-Rivières, qui travaillait toujours en étroite collaboration avec le Service Social Ste-Marie, fondé par les sœurs de Miséricorde, en 1945.

La lecture du journal « Le Nouvelliste » de 1920 à 1971, nous aura permis une meilleure compréhension du contexte relevé par l'opinion des journalistes et de la petite bourgeoisie sur le paupérisme, la situation des mères célibataires, le système d'Assistance publique et la réaction des différents acteurs sociaux sur la venue des Sœurs de Miséricorde, à Trois-Rivières.

Par contre nous n'avons pas fréquenté les archives de la ville de Trois-Rivières. La municipalité semble absente du développement de l'œuvre, car les religieuses ne font que rarement mention d'un soutien provenant du conseil municipal.

\*\*\*

Le premier chapitre porte sur la place des mères célibataires dans le contexte de l'Assistance publique, et l'implication des Sœurs de Miséricorde, avant l'arrivée de la communauté à Trois-Rivières. Le deuxième chapitre présente la fondation de

l'Hôpital Ste-Marie, dans la banlieue. Le chapitre suivant, concerne la construction de l'hôpital moderne, sur le coteau, dans la ville de Trois-Rivières et l'organisation d'un nouveau concept, l'agence de Service Social. Le quatrième chapitre traite de l'évolution des interventions par rapport à l'évolution du profil de la clientèle et de la transformation des mœurs. Et le dernier chapitre se rapporte à la libération des mœurs et à la volonté ultime des religieuses de combattre les préjugés et la stigmatisation des mères célibataires.

# **CHAPITRE I**

## **LES MÈRES CÉLIBATAIRES ET LEURS ENFANTS**

### **AVANT LA FONDATION DE L'HÔPITAL STE-MARIE**

Pendant la crise économique de 1930, à Trois-Rivières, le paupérisme engendré par l'industrialisation et l'urbanisation rapide affecte durement la condition de la population ouvrière. Dans le contexte de l'Assistance publique, le taux très élevé de la mortalité infantile à la crèche Gamelin conduira à d'importants débats sur la place des médecins dans les hôpitaux. Pour soulager les tensions qui aggravent : la stigmatisation de la mère célibataire et de son enfant, les Sœurs de Miséricorde acceptent de recevoir gratuitement les mères célibataires de la région de Trois-Rivières, dans leur institution à Montréal. Par la suite, la transformation des mœurs, causée par l'effort de guerre et l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, provoque une augmentation des naissances illégitimes qui permettra aux religieuses d'entrevoir les possibilités d'une fondation à Trois-Rivières.

#### **1. Le scandale de la mortalité infantile et la crise des institutions**

Depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, nous avons assisté à une importante expansion de la société industrielle, dans la ville de Trois-Rivières. L'implantation de la grande industrie du textile et des pâte et papier provoque un mouvement de population très rapide. L'interdépendance déjà existante entre le monde rural et citadin, dans l'économie pré-industrielle, attire une masse de travailleurs à la recherche d'un temps plein. Entre 1910 et 1920, l'immigration de la paysannerie a

fait doubler la population, pour atteindre 30,000 personnes dans les années 1930<sup>44</sup>. L'intégration de la paysannerie se réalise en douceur. L'interaction de la petite bourgeoisie avec la classe populaire se manifeste en premier lieu par des festivités. On décore les rues et on invite toute la population aux tournois de force physique<sup>45</sup>.

Dès 1921, de nombreux témoignages et articles du journal, *Le Nouvelliste*, couvrent abondamment le paupérisme engendré par l'urbanisation accélérée et l'industrialisation à Trois-Rivières. L'analyse de la condition ouvrière principalement caractérisée par la crise du logement, le manque d'hygiène et la mortalité infantile fait apparaître des tensions qui naîtront entre la classe dominante et la classe populaire. Des critiques virulentes dénoncent la mauvaise qualité du lait et de l'eau, le manque de logements salubres, les mauvaises conditions de travail et une administration municipale qui favorise l'expansion du libéralisme économique au détriment de la population. L'inaction des autorités municipale et provinciale n'est qu'un prélude à la grande dualité fédérale-provinciale de l'après-guerre, au sujet de l'autonomie politique et financière des provinces canadiennes, ainsi le refus des subventions que le gouvernement fédéral est prêt à offrir à la province de Québec pour la construction de nouveaux logements<sup>46</sup>, fait craindre une baisse de natalité chez les familles ouvrières, ce qui pourrait mettre un frein au progrès de la ville industrielle : « Notre

---

<sup>44</sup> Guy Trépanier et Richard Cossette, *Trois-Rivières et ses quartiers (1851-1931)*, Société de conservation et d'animation de Trois-Rivières, 1984, p. 14.

<sup>45</sup> « Le concours du sac de sable » *le Nouvelliste*, le 27 juin 1922, p. 5.

<sup>46</sup> « Où est le vice ? » *Le Nouvelliste*, le 7 janvier 1921, p. 4.

climat ne se prête pas au camping provisoire et aux bicoques faites de planches mal jointes<sup>47</sup>.»

Dans toute la province de Québec comme en France, la crise du logement plonge les populations dans l'angoisse de la dénatalité. Comparativement aux années vingt, le bureau des statistiques du Québec indique un net retard au mariage dans les années trente. L'âge moyen de fécondité se situe à un âge avancé chez les femmes nées entre 1915-1916. Ces femmes assureront tout de même la continuité de leur génération, mais seulement après 30 ans, pendant les années de prospérité économique de l'après-guerre<sup>48</sup>.

Les cartes de Guy Trépanier, dans *Trois-Rivières et ses quartiers*, confirme qu'en 1931, la majorité de la population de la ville est entassée à l'intérieur des petits logis envahis par l'odeur nauséabonde de la Wayagamac et de la CIP ; 50 % de la population totale réside dans le quartier Notre-Dame<sup>49</sup> et 24 % dans le quartier St-Philippe. Depuis une dizaine d'années, l'inspecteur du Bureau d'hygiène réfléchissait sur l'expertise du ministère fédéral de l'agriculture pour le traitement du lait, afin de promouvoir des mesures préventives au danger de la tuberculose par un système sanitaire modernisé<sup>50</sup>. Mais, les membres du conseil municipal n'ont pas assumé les risques que représente l'établissement des familles nombreuses dans un monde urbain

---

<sup>47</sup> « Les usines, des maisons » *Le Nouvelliste*, le 19 mars 1921, p. 4.

<sup>48</sup> Louis Duchesne, *Évolution de la fécondité des générations au 20<sup>ème</sup> siècle*, Institut des statistiques du Québec, p. 38.

<sup>49</sup> Guy Trépanier et Richard Cossette, *Trois-Rivières et ses quartiers (1831-1931)*, Société de conservation et d'animation de Trois-Rivières, 1984, p. 15.

<sup>50</sup> « Le lait et la mortalité chez nos enfants », *Le Nouvelliste*, le 23 juillet 1924, p. 5.

et industriel<sup>51</sup>. Peu importe les bidons de lait confisqués, les viandes tuberculeuses retirées de l'étal des bouchers du marché aux denrées et les déchets de toutes sortes abandonnés dans les ruelles du vieux port, derrière les centres de productions, les restaurants et les hôtels. Jusqu'en 1936, au moment de l'enquête du Service Provincial d'Hygiène sur le système sanitaire à Trois-Rivières<sup>52</sup>, personne ne réagira aux recommandations du contrôleur publiées dans *le Nouvelliste* du 10 décembre 1930 :

Améliorations suggérées pour l'administration de notre service d'hygiène. Manque de personnel au Bureau d'Hygiène... nos règlements d'hygiène sont vieillots, imprécis, incomplets à comparer à la loi provinciale...rôle des services d'hygiène : prévention en éloignant les dangers de contaminations propagées par les denrées alimentaires et les déchets de toutes sortes. Une attention devrait être portée sur les centres de production, les abattoirs, hôtels, marchés, restaurants...Il conviendrait de voir observer les règles les plus strictes de l'hygiène...<sup>53</sup>.

De plus, l'économie régionale est à la baisse. La production de la grande industrie a diminué à moins de 60 % de sa production<sup>54</sup>, tandis qu'à la Wabasso une politique de bas salaire maintient le rythme de la production au-delà du rendement régulier<sup>55</sup>, puisqu'à compter de 1935, des ouvrières entrent à la filature pour un salaire moindre que celui des hommes. Le mouvement ouvrier dénonce l'embauche des femmes sur le marché du travail, une des causes de la réduction des salaires qui

---

<sup>51</sup> « On demande la tête du coupable », *Le Nouvelliste*, le 27 janvier 1921, p. 8.

<sup>52</sup> François Guérard, *La santé publique dans deux villes du Québec de 1887-1939, Trois-Rivières et Shawinigan*, Tome I, Thèse, Ph. D, UQAM, 1993, p. 340.

<sup>53</sup> « Amélioration suggérées pour l'administration de notre service d'hygiène », *Le Nouvelliste*, Le 10 décembre 1930, p. 3.

<sup>54</sup> Normand Brouillette, *Le développement industriel d'une région du proche hinterland québécois : La Mauricie, 1900-1975*, Thèse Ph. D, Université McGill, Montréal, 1983, p. 155.

<sup>55</sup> Pierre Lanthier et Alain Gamelin, *L'industrialisation de la Mauricie (1870-1975)*, Trois-Rivières, Publication du groupe de recherche sur la Mauricie, cahier 6, 1981, p. 454.

conduit un grand nombre de pères de famille aptes au travail, à faire la file, devant le refuge des chômeurs sur la rue Hart<sup>56</sup> ou bien devant la porte de la Société St-Vincent de Paul<sup>57</sup>. En 1945, un rapport du chef de police dévoile qu'à chaque année près de 3,000 vagabonds sollicitaient un permis de mendicité, pendant la crise économique à Trois-Rivières<sup>58</sup>.

La construction est stagnante, le prix des loyers augmente et aggrave la promiscuité des familles qui logent en bas du coteau, derrière les hangars des manufactures<sup>59</sup>. L'augmentation de la pauvreté et la dispersion des membres de la famille à l'extérieur du foyer laissent un grand nombre d'enfants abandonnés à la tutelle de l'État et des communautés religieuses<sup>60</sup>.

L'implication de la petite bourgeoisie au sein des institutions de charité maintient d'abord une vieille tradition chez les élites urbaines<sup>61</sup>. Les Dames de la Charité partagent leurs actions bénévoles tout au long de l'année entre les vieillards, les enfants de la crèche et les orphelins de l'hôpital Saint-Joseph, tenue par les Révérendes Sœurs de la Providence. Pendant « La Journée de la Livre », instituée par les sœurs Dominicaines du Rosaire, pour les garçons de l'orphelinat St-Dominique, les Dames de la Charité, accompagnées de divers Clubs sociaux et des

---

<sup>56</sup> « Refuge des chômeurs rue Hart », *Le Nouvelliste*, le 20 décembre 1932, p. 3.

<sup>57</sup> « Bien des gens veulent mendier leur nourriture », *Le Nouvelliste*, le 3 décembre 1930, p. 3.

<sup>58</sup> « Le vagabondage dépérit en temps de prospérité », *Le Nouvelliste*, le 5 avril 1945, p.3.

<sup>59</sup> Hélène Desnoyer, *Le logement ouvrier à Trois-Rivières, 1845-1945*, M. A. (Études québécoise) UQTR, 1988, p. 130.

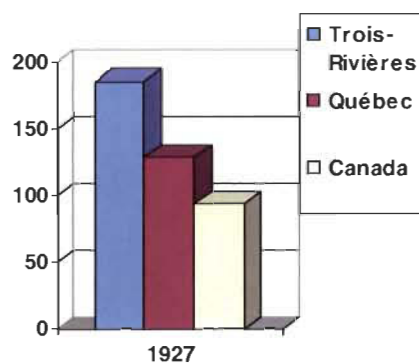
<sup>60</sup> Abbé C-É Bourgeois, *Une richesse à sauver*, Thèse de Ph.D. (Sciences-Sociales), Université d'Ottawa, Trois-Rivières, Bien-Public, p.16.

<sup>61</sup> Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses*, Thèse Ph.D. (Histoire), UQAM, Montréal, 1989, p. 160

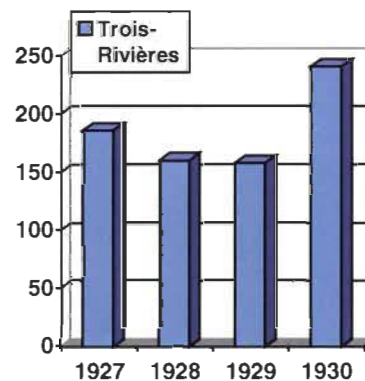


Chevaliers de Colon ramassent plus de 30,000 livres de marchandises variées : jouets, vêtements, nourritures et sucreries sollicités chez toutes les âmes charitables de la ville. Inlassablement, ces Dames organisent des tombolas, des parties de carte, des quêtes à domicile et des bazars pour les familles pauvres et la lutte anti-tuberculose. La classe dirigeante démontre en effet un dynamisme marqué au sein des associations de bienfaisance, pour stimuler la générosité collective et démontrer leur reconnaissance pour les soins maternels et gratuits des religieuses<sup>1</sup>.

Les élites de la société de Trois-Rivières n'arrivent plus à répondre aux besoins de la population ouvrière. Malgré ce dévouement, elles seront de plus en plus confrontées à leurs limites. Le taux record de mortalité infantile fera éclater le scandale et déclencher la crise des institutions de charité.



**FIGURE 1 : Taux de mortalité infantile au Canada en 1927**



**FIGURE 2 : Taux de mortalité infantile à Trois-Rivières de 1927 à 1930**

**Source :** « Progrès constant de la lutte contre la mortalité infantile aux Trois-Rivières » *le Nouvelliste*, le 4 février 1930, p. 4.

<sup>1</sup> « Journée de la Livre », *Le Nouvelliste*, le 2 décembre 1942, p. 3-11.

N.B. Suivant l'annuaire statistique de la province de Québec: le taux de mortalité infantile est élevé à Trois-Rivières, même si une forte augmentation des inscriptions à la Goutte de lait avait permis une baisse significative entre 1927 et 1929.

Mais, le 14 novembre 1930<sup>63</sup>, les statistiques démographiques signalent encore à Trois-Rivières un taux de mortalité infantile alarmant 240.6 pour mille<sup>64</sup> naissances. Ce qui présente le taux le plus élevé de la province et même de tout le Canada. C'est à la crèche Gamelin que les enfants meurent en plus grand nombre. Rapidement les enfants abandonnés deviennent la cible des journalistes. Ces enfants sont sévèrement accusés de porter les stigmates d'une naissance illégitime. Des naissances honteuses que l'on ne peut endosser. Cette réputation est inacceptable pour les membres de la petite bourgeoisie, qui représente une population à 90 % catholique et canadienne-française. Le scandale est trop grand, les tensions montent et la société veut rendre justice au dévouement de l'élite laïque et religieuse.

Des statistiques démographiques qui ne rendent pas justice à notre ville. Les enfants de la crèche sont règle générale des proies faciles pour la mortalité infantile. Tares héréditaires, conditions désastreuses qui ont présidées à leur naissance, carences de soins avant d'arriver à la crèche, tout cela fait que chez eux, le taux de mortalité infantile est très élevé, effarant certains mois. Le taux à Trois-Rivières au mois d'août est de 240.6. 14 décès à la crèche. Éliminons ces décès d'enfants qui ne sont pas de chez-nous, nous arriverions à un taux de 135.3. Apprécions l'œuvre de la Goutte de lait et des assistances maternelles dans notre ville. Sans cela nous porterions un jugement faux et nous commettrions une injustice envers ceux qui se dévouent pour réduire les ravages. Les statistiques provinciales fait croire que ce travail est nul<sup>65</sup>...

---

<sup>63</sup> « Des statistiques démographiques qui ne rendent pas justice à notre ville. », *Le Nouvelliste*, le 14 novembre 1930, p. 4.

<sup>64</sup> Alain Gamelin et al, *Trois-Rivières illustrée*, La Corporation des fêtes du trois cent cinquantième anniversaire de Trois-Rivières, p.172.

<sup>65</sup>Ibid. « Des statistiques démographiques », *Le Nouvelliste*, le 14 novembre 1930, p.4

La régulation sociale de la machine libérale est devenue insuffisante. En 1931, Mgr F. X. Cloutier nomme Charles-Édouard Bourgeois, aumônier de l'orphelinat St-Dominique. Le jeune prêtre, vicaire de la paroisse St-Philippe<sup>66</sup>, sensible à la cause des orphelins, constate le fardeau financier, l'isolement et le manque de coordination des institutions de charité qui se partagent les soins des enfants abandonnés. Il fallait rapidement désengorger ces maisons menacées de faillite. Une réforme en profondeur devient indispensable. Il devait reprendre à la base une organisation qui ne se suffit plus à elle-même<sup>67</sup>.

En 1934, l'abbé Bourgeois organise l'Oeuvre du Placement de l'Orphelin. Une suite de conférences entrecoupées de saynètes, réalisées par les orphelins, est présentée à Trois-Rivières<sup>68</sup>. Insatisfait des résultats, il se rend jusque dans les villages éloignés de la colonisation, en Abitibi et dans la Gaspésie, où le taux de mortalité infantile est aussi effarant qu'à Trois-Rivières. À chaque année, des adoptions de fait, c'est-à-dire, sans l'approbation du tribunal se font plus nombreuses chez les familles des colons. Pourtant, il cherche des solutions afin de promouvoir l'adoption des orphelins dans la Mauricie, mais le scandale persiste encore.

Le premier rapport annuel, en 1934<sup>69</sup>, signale 214 décès sur 320 nouveau-nés accueillis à la crèche Gamelin. Parmi ces enfants beaucoup sont morts à cause des

---

<sup>66</sup> « L'abbé Charles-Édouard Bourgeois écrivain », *Le Nouvelliste*, le 7 Septembre 1948, p. 11.

<sup>67</sup> AÉTR, Boîte 539, L'Assistance à l'Enfant sans Soutien, *Quinze années de charité*, sous la direction de Jules Perron, Le Nouvelliste, Trois-Rivières, 1949, p.1.

<sup>68</sup> « Les petits orphelins charment Almaville », *Le Nouvelliste*, le 4 mai 1943, p. 4.

<sup>69</sup> « Le Placement des orphelins », *Le Nouvelliste*, le 27 décembre 1934, p. 1. Mais François Guérard rapporte un pourcentage de mortalité infantile de 93,8%, à la crèche Gamelin pour la même année, c'est-à-dire 225 décès sur 240 admissions. Un résultat provenant du directeur du Service

épidémies de rougeole, mais doit-on croire que 50 % meurent de maladie vénérienne et des suites d'une naissance prématurée ? Cette fois, Charles-Édouard Bourgeois jette la faute sur «...les sept maternités privées, mal tenues au point de vue hygiénique et moral<sup>70</sup>.» Le manque d'hygiène, la négligence des soins prénataux destinés à la mère, la négligence des soins administrés aux nouveau-nés, le retard du transfert des enfants illégitimes à la crèche et les nombreux abandons sur le perron extérieur de l'Hôpital St- Joseph ont été les principales accusations de l'abbé Bourgeois devant le Conseil de ville, pour exiger leur disparition.

Il réclame des maternités privées licenciées et contrôlées par le clergé, les médecins et le chef de police s'il le faut. En moyenne 230 enfants illégitimes étaient admis chaque année, à la crèche Gamelin. Peut-on penser qu'autant de filles-mères circulaient, à chaque année, dans le diocèse de Trois-Rivières ? En 1935, par l'action de l'abbé Bourgeois et de l'échevin Wellie Poisson un règlement municipal autorise seulement deux maternités à recevoir un permis<sup>71</sup>. Elles reçoivent 22 filles-mères, dont 18 sont originaires de Trois-Rivières alors que 34 seront accueillies par la maternité catholique les Sœurs de Miséricorde, à Montréal, et 22 se dirigeront chez les Sœurs du Bon Pasteur à Québec. Par ailleurs, le Service Provincial d'Hygiène estime que beaucoup d'enfants viennent de la région de Québec, mais le Service d'Assistance Publique attribue le taux élevé de mortalité infantile de la crèche

---

Provincial d'Hygiène. *La santé publique dans deux villes du Québec de 1887 à 1939. Trois-Rivières et Shawinigan*. Tome I, Thèse Ph. D. (Histoire), UQAM, 1993, P. 377.

<sup>70</sup> Ibid.

<sup>71</sup> Hervé Biron, « Un règlement qu'il faut adopter », l'Action catholique, 15 février 1935,

Gamelin, à la mauvaise administration et au manque de collaboration des religieuses avec le comité médical de l'Hôpital St-Joseph<sup>72</sup>.

**TABLEAU 1**

<b>Nombre des admissions à la crèche Gamelin 1934-1941</b>								
<b>Année</b>	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
<b>Enfants</b>	190	225	286	276	202	163	254	244

**Source :** AÉTR, Boîte 539, Rapports annuels de l'Assistance à l'Enfant sans Soutient 1934-1941.

L'abbé Bourgeois aurait-il demandé asile pour les filles-mères chez les sœurs du Bon Pasteur, à Québec et chez les Sœurs de Miséricorde à Montréal<sup>73</sup>, afin d'éloigner ces filles de tous les préjudices, et augmenter ainsi le nombre des adoptions à Trois-Rivières<sup>74</sup> ? Bien que les médecins, du Service d'Hygiène de la province, fassent l'éloge de la collaboration des maternités catholiques des grands centres urbains avec le corps médical<sup>75</sup>, la pauvreté engendrée par la crise économique fera connaître également la précarité des institutions religieuses à Montréal.

<sup>72</sup> François Guérard, *La santé publique dans deux villes du Québec de 1887 à 1939*, Trois-Rivières et Shawinigan. » Tome I, Thèse PH. D. (Histoire), UQAM, 1993, p. 378.

<sup>73</sup> AÉTR, Boîte 539, Œuvre du Placement des Orphelins, Rapport annuel 1938, p. 2.

<sup>74</sup> Ibid.

<sup>75</sup> François Guérard, *La santé publique dans deux villes du Québec de 1887 à 1939 à Trois-Rivières et Shawinigan*, Tome I, Thèse de PH.D, (Histoire), UQAM, 1993, p. 378.

En 1938, au retour d'un voyage d'étude sur l'enfance abandonnée, en Europe, Charles-Édouard Bourgeois fait éclater les cadres de l'organisation traditionnelle en paroisse. Une Centrale diocésaine des Services Sociaux rassemble les institutions de charité du diocèse de Trois-Rivières dans un réseau d'assistance, afin de mieux contrôler le séjour des orphelins dans les institutions, tout en respectant l'autonomie administrative des Œuvres. L'Assistance à l'Enfant sans Soutien de Trois-Rivières, adopte les nouvelles méthodes d'enquête et de statistique proposées par les sciences sociales, en milieu familial défavorisé. Les informations recueillies permettent de connaître les difficultés des familles qui abandonnent leurs enfants aux soins des communautés religieuses, pour ensuite aider ces familles à résoudre leurs problèmes et faire un suivi de la situation<sup>76</sup> afin que les enfants retournent le plus tôt possible dans leur milieu. Le premier rapport annuel est particulièrement éclairant sur la situation des orphelinats dans le diocèse de Trois-Rivières.

L'effritement des liens de la famille traditionnelle provoque l'isolement de la famille ouvrière dans les centres urbains. Le paupérisme étale au grand jour les souffrances habituellement cachées dans l'intimité de l'ancienne structure familiale<sup>77</sup>. En 1939, un peu plus de 900 enfants sont placés à l'assistance publique, mais seulement 48 d'entre eux sont orphelins de père et mère. La plupart sont des enfants abandonnés à cause de la pauvreté ou bien à cause de situations considérées socialement immorales ou anormales<sup>78</sup> : 79 sont des enfants illégitimes, 152 sont des enfants de parents séparés, 30 de parents internés, 197 proviennent de familles

---

<sup>76</sup> Loc. cit. *Quinze années de charité*, p. 3.

<sup>77</sup> Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1988 (1961), p. 76.

<sup>78</sup> AÉTR, Boîte 539, *Rapport annuel de l'Assistance à l'enfant sans soutien*, 1939.

pauvres ou sans travail, 238 enfants sont orphelins de mères, 162 sont orphelins de pères. Mais, seule la charité ou la loi des mères nécessiteuses peut venir en aide aux familles en difficulté. Les éducateurs et les fonctionnaires jugent ces familles très sévèrement sur le plan moral, à cause de l'absence d'un des deux époux ou de leurs inaptitudes dans l'accomplissement de leurs devoirs. Dès lors ces familles sont jugées comme anormales et irresponsables<sup>79</sup>.

Les nouvelles générations se tournent vers la science afin de trouver des solutions efficaces aux problèmes sociaux. Dotés des pouvoirs économiques, politiques et culturels de la petite bourgeoisie, les jeunes médecins font valoir leur autorité par la recherche médicale<sup>80</sup>. Ils sont convaincus des bienfaits de l'asepsie, des substances antibiotiques, ainsi que des progrès de la chirurgie qui obligerait les femmes à se rendre à l'hôpital pour accoucher<sup>81</sup>. Ils désirent obtenir le monopole des soins rattachés à la maternité et à la santé publique. Leurs discours s'imposent à l'Assemblée législative. Nous retrouvons plusieurs de leurs collègues parmi les députés. Ces derniers attribuent le taux très élevé de mortalité infantile à l'ignorance des mères de familles<sup>82</sup> et à l'incompétence des religieuses dans les institutions de charité. Dans les unités sanitaires, les médecins hygiénistes prennent en main l'éducation des femmes mariées, alors que les religieuses seront tenues à une étroite collaboration avec les médecins dans les hôpitaux<sup>83</sup>.

---

<sup>79</sup> Ibid. *Une richesse à sauver*, Trois-Rivières, Bien-Public, p. 55.

<sup>80</sup> Andrée Lévesque, *Résistance et transgression*, Montréal, Remue-Ménage, 1995, p. 68.

<sup>81</sup> Ibid. p. 69.

<sup>82</sup> « L'ignorance des mères des principes principaux de la médecine », *Le Nouvelliste*, le 17 novembre 1930, p. 4.

<sup>83</sup> François Guérard, *L'histoire de la santé dans deux petites villes du Québec, Shawinigan et Trois-Rivières*, Thèse de PH. D, (Histoire) Tome II, UQAM, p. 347.

Le directeur de l'Assistance Publique, médecin et député à l'Assemblée législative rend urgent et obligatoire l'implantation des unités sanitaires qu'il reste à installer dans 50 % des comtés de la province de Québec<sup>84</sup>. Malgré les difficultés financières du département de l'Assistance Publique et des municipalités, de meilleures conditions d'hygiène participeront grandement à combattre la tuberculose et les autres maladies contagieuses. La stérilisation du lait, la distribution des vaccins, les examens de dépistage à la clinique, à l'école et jusque dans l'intimité des foyers, les soins pré-natals et post-natals, ainsi que l'usage des antibiotiques apportent une amélioration significative à la santé publique, mais le taux de mortalité infantile demeure très instable, jusque dans les années soixante. Quoiqu'il en soit, en 1941<sup>85</sup>, les problèmes de santé publique deviennent très complexes, puisque la majorité de la population de la ville de Trois-Rivières vit dans des conditions de grande pauvreté. La moitié des salariés gagnent à peine \$1,000 par année et un grand nombre beaucoup moins. La plupart des enfants ne terminent pas leurs cours primaire et les familles défavorisées déménageront sur les terrains vagues à l'extrémité Nord de la ville ou sur des lots désaffectés de l'ancienne commune<sup>86</sup>.

---

<sup>84</sup> « L'Unité sanitaire obligatoire », *Le Nouvelliste*, le 5 février 1932, p. 1.

<sup>85</sup> Recensement du Canada de 1941, Bureau fédéral de la statistique, Ministère du Commerce, Ottawa 1946, p. 607.

<sup>86</sup> « Autres coupures dans le terrain de la commune qui servait de pacage aux animaux. » *Le Nouvelliste*, le 25 juillet 1944, p. 3.



## 2. L'augmentation des naissances illégitimes.

Dans un document officiel, daté de 1944, Charles-Édouard Bourgeois<sup>87</sup> souligne très adroitement à son supérieur que la croisade contre l'immoralité, reprise annuellement par l'œuvre de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien, illustre une société dont l'ordre établi sur les bases de la morale chrétienne est sérieusement menacé.

Bien qu'il soit un collaborateur incomparable pour les autorités locales à Trois-Rivières et un innovateur reconnu sur le plan des Services Sociaux, l'abbé Bourgeois gardera toujours une attitude moralisante afin de préserver l'autorité de l'Église catholique au sein de la protection de l'enfance, dans la Province de Québec. Le plaidoyer du prêtre en faveur de la réglementation des heures de fermeture des salles de danse, des restaurants et des autres lieux de racolage, à minuit, sur la rue St-Antoine, Du Platon et Champflour<sup>88</sup> n'est plus invoquée depuis l'immatriculation des règlements municipaux à ce sujet, en 1939<sup>89</sup>. Mais la vente libre au comptoir de pharmacie des tiges laminaires et des remèdes abortifs emménagogues, utilisés fréquemment comme méthode anticonceptionnelle autant pour les femmes mariées que pour les jeunes filles, ne laisse pas indifférent les membres de la hiérarchie ecclésiastique. Charles-Édouard Bourgeois soutenu par le Conseil municipal et les associations locales de médecins et de pharmaciens se rend à Ottawa et à Québec pour exiger des lois plus sévères, puisque la doctrine chrétienne du mariage enseigne

---

<sup>87</sup> AÉTR, Boîte 539, *Rapport annuel de l'Assistance à l'enfant sans soutien*, 1943, p. 1.

<sup>88</sup> AÉTR, *Rapport annuel 1938, Assistance à l'enfant sans soutien*, p. 5.

<sup>89</sup> AÉTR, *Rapport annuel 1939, Assistance à l'enfant sans soutien*, p. 2.

que « seulement la continence peut limiter les naissances, sans transgresser à la loi divine<sup>90</sup>. »

La suite du rapport confidentiel de l'Assistance à l'Enfant Sans Soutien, de 1944, laisse entrevoir le renforcement de cette croisade dirigée contre l'offensive du gouvernement fédéral pour l'effort de guerre<sup>91</sup>. Depuis l'entrée obligatoire des femmes sur le marché du travail, le nombre des naissances illégitimes augmente constamment dans tous les villages de la Mauricie.

Avec l'aide des familles et des curés, l'abbé Bourgeois avait relevé non seulement le nombre des mères non mariées du diocèse que les maternités catholiques accueillaient à Montréal et à Québec, mais il avait également dénombré celles qui accouchaient dans les maternités privées, dans les hôpitaux laïques et religieux, en pension et à la maison. En 1942, le nombre des mères célibataires était de 131 en Mauricie, pour s'élever graduellement jusqu'à 197 en 1943. Les territoires de concentration désignaient les centres industriels de la Mauricie : La Tuque, Shawinigan Falls, Grand-Mère, Cap-de-la-Madeleine. Toutefois, Trois-Rivières regroupait plus de 40 % des mères non mariées: 51 en 1942 et 80 en 1943.

Les associations féminines comme les Filles d'Isabelle, La Ligue du Sacré Cœur et la Ligue Catholique Féminine accepteront de participer activement à cette croisade. Leurs membres déplorent le travail des femmes à l'usine, l'éclatement de la

---

<sup>90</sup> « Le pape Pie XI et la doctrine de l'Église sur le mariage et la contraception. », *Le Nouvelliste*, le 5 janvier 1931, p. 1.

<sup>91</sup> Loc. cit. *Rapport annuel 1943, Assistance à l'enfant sans soutien*, p. 1.

famille traditionnelle, l'immoralité et l'indifférence religieuse. Mais l'amour reste redoutable, car le déploiement de la société de consommation apporte une influence matérialiste, qui remplace les règles de la morale chrétienne par une régulation sociale organisée suivant la nouvelle loi du marché et de la liberté individuelle.

En 1943, l'image de la « Reine du Foyer » deviendra l'enjeu des sociétés capitalistes. La société libérale s'engage dans une politique familiale et reprend le discours de l'élite traditionnelle sur les devoirs de la femme mariée : « Dans le monde de l'après-guerre, les femmes ont à jouer un rôle vital comme gardienne des foyers et éducatrices des enfants de la nation, quelque soit le lot qui leur revient alors comme ouvrière rémunérées dans le cadre du travail<sup>92</sup>.» Pour relancer l'économie le plus grand nombre d'emplois sont réservés pour le retour des combattants et dans le cadre d'une entente fédérales-provinciales l'État distribue les allocations familiales aux mères de famille. Dans la société d'après guerre, les morales bourgeoise et religieuse maintiendront, définitivement, la violence sociale dirigée contre les grossesses hors mariage.

\*\*\*

Pendant la crise économique, le scandale de la mortalité infantile ébranle les institutions religieuses, et la transformation des mœurs survenue en temps de guerre provoque l'augmentation des naissances illégitimes. C'est par cette conjoncture que les Sœurs de Miséricorde envisage, à la demande de l'abbé Charles-Édouard

---

<sup>92</sup> Ibid. Yves Vaillancourt, p. 263.

Bourgeois, de venir s'établir dans le diocèse de Trois-Rivières, puisque pour chacune des phases de transformation de la société industrielle, la stigmatisation des mères célibataires se retrouve renforcée. Il est donc important de situer les besoins de la population, par rapport aux besoins de l'institution.

**CHAPITRE II**  
**LA PRISE EN CHARGE DES FILLES-MÈRES**  
**À TROIS-RIVIÈRES**  
**EN 1943**

Les Sœurs de Miséricorde, à Montréal, reçoivent déjà dans leur couvent des mères célibataires en provenance de Trois-Rivières, mais la précarité des oeuvres de charité menace également la survivance de leur communauté. Bien que la prise en charge d'une nouvelle mission confronte toujours les institutions à une multitude d'obligations matérielles telles que les ressources financières et les ressources humaines, elles décident de se conformer aux exigences de l'État et de fonder une nouvelle Maison, dans le diocèse de Trois-Rivières, suite à l'invitation de Charles-Édouard Bourgeois. Nous pouvons montrer que même au début de la fondation, les religieuses tenteront de protéger la dignité des filles-mères en restant fidèle à leur tradition. Et, même que pour éviter d'imposer à leurs patientes la déclaration de grossesse, au Service Social du Centre diocésain, elles songent à transformer leurs pratiques par la fondation d'une agence de Service Social, au sein de leur institution.

## 1. Le contexte institutionnel

Les archives des Sœurs de Miséricorde s'ouvrent sur la question percutante de la précarité des institutions de charité, à une époque de lourdes privations, comme celles de la crise économique de 1930 et de la non moins éprouvante période de restriction pour l'effort de guerre. Cette période troublante des œuvres de charité n'est que le reflet immédiat de la condition ouvrière : surpopulation, manque d'espace et mortalité infantile. Dans une lettre du 4 janvier 1939, Sœur Ste-Madeleine de Pazzi, Dépositaire générale de la communauté des Sœurs de Miséricorde, ne se pose plus la question : elle affirme « Les crèches actuelles sont trop exiguës pour contenir plus d'enfants, 400 enfants pour celle de notre maison rue Dorchester à Montréal et 275 enfants à la crèche St-Paul du Sault au Récollet<sup>1</sup>. » Les renseignements contenus dans les documents d'archives du 26 décembre 1938, jusqu'au 8 juin 1943, ne font que montrent clairement la gravité des problèmes que pose la rupture des liens de solidarité traditionnelle dans un monde urbain et industriel.

Dès le 26 décembre 1938<sup>2</sup>, la correspondance de Mère St-Olivier, la Révérende Supérieure générale des Sœurs de Miséricorde, à la Maison mère de Cartierville, laisse percevoir la dépendance des institutions religieuses à l'égard des exigences de l'État. Depuis le passage du docteur Arthur Lessard, inspecteur de l'Assistance Publique, chez les Sœurs de Miséricorde, l'angoisse et le doute planent

---

<sup>1</sup>ASM, J18.1/c, cahier I, 28 déc. 1938-31 déc. 1943, « *Correspondance relative à la fondation des Trois-Rivières* », de sœur Ste-Madeleine de Pazzi Dépositaire Générale à l'abbé Ch-É Bourgeois, 4 janvier 1939, p. 167.

<sup>2</sup> Ibid. de l'abbé Bourgeois à la révérende sœur St-Olivier Supérieure Générale à Cartierville, 26 déc. 1938, p.169.

sur le sort réservé à la crèche de la Miséricorde à Montréal. Le médecin interdit aux religieuses d'augmenter le nombre des admissions à la crèche. En raison de l'urgence de la situation, la supérieure sollicite des appuis et elle cherche à consolider les liens de la communauté auprès du ministre de la Santé et du Bien-Être Social. Pour défendre leur cause, Mère St-Olivier fait appel à l'abbé Charles-Édouard Bourgeois, dont les actions s'inscrivent dans l'histoire de la Protection de l'Enfance à Trois-Rivières et dans toute la province.

Malheureusement, les négociations et les discussions concernant la rénovation du bâtiment actuel ou l'aménagement d'une aile de la Maison mère pour accueillir des enfants n'aboutiront pas. Même la complicité avouée entre l'abbé Charles-Édouard Bourgeois et le sous-ministre de la Santé, le docteur Jean Grégoire, ne serviront qu'à démontrer la vulnérabilité et l'impuissance des pouvoirs de l'Église sous le gouvernement Duplessis<sup>3</sup>. Le 5 janvier 1939, le ministre Albin Paquette exige définitivement les plans d'une nouvelle construction<sup>4</sup>. À Trois-Rivières, les sœurs de la Providence ont répondu aux exigences de l'État pour la construction d'un hôpital moderne. Elles pourront donc recevoir l'octroi leur permettant d'assurer la présence permanente des médecins et des chirurgiens, ainsi que l'installation des équipements nécessaires à la pratique hospitalière qu'ils préconisent<sup>5</sup>.

L'insécurité des religieuses sur l'avenir de leurs Maisons d'assistance ne se devine qu'entre les lignes de leur correspondance. Cette épreuve oblige les religieuses

---

<sup>3</sup> Ibid. de sœur St-Olivier à l'abbé Bourgeois, 23 janvier 1939, p. 164.

<sup>4</sup> Ibid. de l'abbé Bourgeois à Sœur St-Olivier, 5 janvier 1939, p. 165.

<sup>5</sup> « On construira bientôt un hôpital de \$1, 000,000 ici », *Le Nouvelliste*, 21 janvier 1930, p. 3.

à beaucoup de prudence sur la nature des informations qu'elles communiquent, puisque les vœux d'une religieuse lui demandent de garder le silence sur les pires réalités : « ne jamais rien refuser et ne jamais rien demander<sup>6</sup>. » D'autre part, la rigidité des fonctionnaires du gouvernement Duplessis à l'égard des communautés religieuses se reconnaît par la durée du phénomène, la répétition de la requête et l'insatisfaction des religieuses.

Ce n'est qu'en 1942 que l'abbé Léandre Lacombe, directeur de « La Société d'Adoption et de Protection de l'Enfance » à Montréal, décide de dire la vérité sur la réalité des œuvres de charité. Devant l'Assemblée législative, à Québec, il présente un film « Des vies qui meurent. ». Son exposé dévoile la pauvreté des crèches. Son propos est clair : convaincre le gouvernement d'augmenter les allocations courantes de 35 cents à 70 cents par jour, pour chacun des enfants abandonnés, sous les soins de l'Assistance Publique<sup>7</sup> :

On est complètement débordé. Dans les orphelinats, des enfants manquent du strict nécessaire. Leur développement physique et intellectuel est retardé... Dans des salles de 80, il n'y a que 4 personnes pour voir à tout. Fatalement les décès sont très nombreux<sup>8</sup>.

En cinq ans, aucune solution n'est apportée au problème des crèches à Montréal. Le problème se déplace et s'amplifie. Le déficit des communautés religieuses devient insurmontable chez les Sœurs Grises de la crèche d'Youville, chez

---

<sup>6</sup> ASM, Lettres de Mgr Ignace Bourget aux Sœurs de Miséricorde, Cahier 1864-1880. Montréal, 1868, p. 29.

<sup>7</sup> Loc. cit. *Correspondance, cahier I*, 28 déc. 1938-31 déc. 1943, de l'abbé Bourgeois à Sœur St-Aimé Supérieure rue Dorchester à Montréal, 11 mars 1943, p. 145.

<sup>8</sup> L'abbé Léandre Lacombe, « L'enfance abandonnée », *Le Devoir*, 5 mars 1943, p. 4.



les Sœurs de la Providence et surtout chez les Sœurs de Miséricorde, où le taux de mortalité infantile est le plus élevé à Montréal<sup>9</sup>. La vérité est humiliante et compromettante.

Depuis le 28 mars 1921, au moment de l'adoption de la Loi sur l'Assistance Publique par le gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau, la méfiance, l'inquiétude et le doute font régner un climat de suspicion, qui imprègne les relations entre les autorités religieuses et l'État. Charles-Édouard Bourgeois redoute l'étatisation du système de santé et craint l'ingérence de l'État dans l'administration des institutions religieuses, lorsqu'il s'adresse à l'abbé Léandre Lacombe, dans une lettre du printemps 1943.

Le taux serait donné aux différentes institutions moyennant certaines conditions dont l'exécution devra être surveillée par des autorités compétentes. Ne donnez pas trop de corde au gouvernement, afin qu'il entre dans nos orphelinats pour y faire la pluie et le beau temps. Ce serait là, je crois, quelque chose de contraire à la loi de l'Assistance publique puisque par cette loi on reconnaît bien que le gouvernement n'a pas le droit d'empiéter sur les prérogatives de l'évêque et celles des communautés religieuses<sup>10</sup>.

Les religieuses ont démontré leur incapacité à subvenir seules aux besoins des enfants dont elles ont la charge. Maintenant leur capacité à s'adapter aux nouvelles techniques est mise à l'épreuve et les religieuses de répondre : « Nous avons l'esprit ouvert au progrès, les moyens nous manquent pour faire mieux<sup>11</sup>. » Un sujet chaud

---

<sup>9</sup> André Lévesque, *Résistance et transgression*, Montréal, Éd. Remue-Ménage, 1995, p. 71.

<sup>10</sup> Loc. cit. *Correspondance*, cahier I, 28 déc. 1938-31 déc. 1943, de l'abbé Bourgeois à l'abbé Léandre Lacombe, 11 mars 1943, p. 148.

<sup>11</sup> Ibid. de Sœur St-Aimé à l'abbé Bourgeois, 12 mars 1943, p. 144.

qui provoque l'ouverture de la Commission Garneau, sous le gouvernement libéral de Adélard Godbout, en 1943<sup>12</sup>.

## 2. Les intervenants

Le premier rapport de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien sur la situation des mères célibataires dans la Mauricie est transmis aux Sœurs de Miséricorde, le 11 mars 1943<sup>13</sup> par l'abbé Bourgeois. Ce rapport confidentiel invitait les religieuses à fonder une maternité catholique à Trois-Rivières. En Mauricie, aucune institution de charité n'offrait aux jeunes filles, enceintes d'une grossesse hors mariage, le suivi médical, les techniques obstétricales et la protection qu'offraient les Sœurs de Miséricorde.

Mais l'évêque du diocèse, Mgr Comtois, ne soutient pas ce projet d'emblée<sup>14</sup>. Les pénalités que le département de l'Assistance publique avait imposées aux Sœurs de Miséricorde gênaient leur autonomie financière et, de toute manière, la rareté des matériaux de construction, causée par les restrictions pour l'effort de guerre, limitait considérablement la réalisation des projets civils. Toutefois, l'abbé Bourgeois, directeur de la Centrale diocésaine à Trois-Rivières, démontrait un dynamisme particulier afin de répondre aux besoins des mères célibataires. Certains diront : « La

---

<sup>12</sup> Ibid. de Arthur St-Pierre professeur de pratique sociale à l'Université de Montréal à l'abbé Bourgeois, 12 avril 1943, p. 156.

<sup>13</sup> Loc. cit. *Correspondance relative à la fondation des Trois-Rivières*, cahier I ( 1938-1943 ), de l'abbé Bourgeois à Sœur St-Aimé, 11 mars 1943, p. 145.

<sup>14</sup> Ibid. de MGR. Alphonse Odilon Comtois à la Supérieure Générale Sœur St-Olivier, 5 mai 1943, p. 125.

maternité, une œuvre qui se réclame de l'abbé Bourgeois comme fondateur et s'ajoute à la nomenclature de ses œuvres<sup>15</sup>. »

L'invitation de l'abbé Bourgeois aux Sœurs de la Miséricorde se fait doublement pressante lorsque la compagnie Gouin Lumber de Trois-Rivières met en vente, pour motif de faillite, un bâtiment de cinq logements, dont le bâti intérieur n'est pas terminé. Le directeur de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien est déterminé à se rendre à Québec, pour plaider la cause des religieuses et demander un octroi pour l'achat de cette propriété, voisine d'une autre maison en construction, sur les terres de Jos St-Pierre, dans la nouvelle paroisse de Trois-Rivières Ouest. Devant le ministre de la Santé et du Bien-être Social, Henri Groulx, la cause est bien reçue. Le 10 juillet 1943, un octroi de \$35,000<sup>16</sup>, est accordé par versement de \$5,000 par année, pendant sept ans, pour le paiement d'un terrain de 145,000 pieds carrés et de deux bâtiments, intégrant les dépenses encourues pour la restauration des lieux d'habitation.

Suivant la tradition de l'Église, la fondation des œuvres de charité dépend toujours de la volonté de l'évêque du diocèse où allait s'établir la pratique et l'administration de l'institution. Le 18 juillet 1943<sup>17</sup>, à peine une semaine après la confirmation de l'aide financière octroyée aux religieuses par le gouvernement provincial, Odilon Comtois, évêque de Trois-Rivières, donne son accord à la Supérieure générale de la communauté pour la fondation de l'œuvre. La fondation de

---

<sup>15</sup> Ibid. de Sœur St-Olivier à l'abbé Bourgeois, 31 juillet 1943, p. 96.

<sup>16</sup> Ibid. du greffier, Chambre du Conseil Exécutif à l'hôpital de la maternité catholique de Montréal, 10 juillet 1943, p. 104.

<sup>17</sup> Ibid. de Mgr. A. O. Comtois à la Révérende Mère St-Olivier, 18 juillet 1943, p. 107.

l'Hôpital Ste-Marie dépendait d'abord des besoins de la population des Trois-Rivières, même si à la lecture des événements, nous reconnaissons les besoins d'expansion de la communauté des Sœurs de Miséricorde à Montréal.

Le 16 novembre 1943<sup>18</sup>, au cœur des tergiversations sur la sécurité sociale dans la province de Québec, l'assistance fournie par l'Église restait conforme à la tradition. Mgr Alphonse Odilon Comtois déclarait canoniquement érigées, par la faveur du Saint-Siège Apostolique, le couvent des Sœurs de Miséricorde et l'œuvre connexe, un hôpital, maternité pour « filles-mères », à Trois-Rivières. Le prêtre Chancelier H. Pellerin souligne fortement l'obligation d'observer toutes les lois de la clôture, d'être assuré de l'autonomie financière des religieuses et de respecter l'autorité de l'évêque sur tout changement ou transformation de l'œuvre.

Mais depuis la fondation du Département de l'Assistance Publique en 1921, l'autorité de l'évêque et l'autonomie des institutions devenaient fort illusoires. Des octrois de service étaient officiellement accordés par l'État, après reconnaissance des services offerts par l'institution. Le lieutenant gouverneur en conseil, après enquête, devait approuver par un classement : le genre d'institution et le type d'assistés. Ainsi, le 25 novembre 1943<sup>19</sup>, l'hôpital Ste-Marie fut classée parmi les institutions de l'Assistance publique. Elle était désignée dans la catégorie des maternités pour les cas normaux et dans la catégorie F4, des crèches modernes pour enfants de 0 à 6 ans,

---

<sup>18</sup> Ibid. Érection canonique du couvent et de l'œuvre des sœurs de Miséricorde, de Alphonse O. Comtois et le prêtre chancelier H. Pellerin, 16 novembre 1943, p. 6.

<sup>19</sup> Ibid., de A. Morissette greffier du Conseil Exécutif, no 3572, concernant la reconnaissance de l'hôpital Ste-Marie de Trois-Rivières, d'assistance publique, selon le Ministre de la Santé et du Bien-Être Social, 25 novembre 1943, p. 13.

enfants normaux et enfants malades. Cependant, dès le 5 février 1944<sup>20</sup>, l'abbé Bourgeois doit de nouveau se présenter devant l'évêque de Trois-Rivières et le ministre de la santé à Québec, afin de poursuivre le développement de l'œuvre. Les religieuses doivent soigner les cas normaux, mais aussi les cas pathologiques en obstétrique ainsi, le 9 novembre 1944<sup>21</sup>, l'hôpital est reconnu dans la classe A1, hôpital général, pour un maximum de 5 lits, à deux dollars par jour pour les indigentes.

### **3. Une Maison dans la banlieue**

En septembre 1943, une licence fut accordée par le régisseur de la construction du ministère des munitions et approvisionnement en temps de Guerre, d'Ottawa, à cause de « l'augmentation alarmante des naissances illégitimes.<sup>22</sup>» L'ancienne maison à pignon de M. Joly transformée en résidence pour les religieuses est construite sur deux étages et recevra la chapelle et la sacristie. Dans la cave seront installés une buanderie et un système de chauffage pour les deux bâtiments. La maison de brique de Philéas Morin, construite sur trois étages avec une cave pour les légumes, sera raccordée à celle des religieuses par un long corridor de 60 pieds<sup>23</sup>. Cette construction accueillera la crèche et la maternité. Suivant la description du

---

<sup>20</sup> Ibid., Tableau 1942-1943, *Rapport de l'œuvre Assistance à l'enfant sans soutien*, pour l'évêque Mgr. Comtois, janvier 1944, p. 2.

<sup>21</sup> ASM, *Correspondance relative à la Fondation des Trois-Rivières*, Cahier 2 (19 janvier 1944 - 17 septembre 1946), de A. Morissette, greffier du Conseil Exécutif, 9 nov. 1944.

<sup>22</sup> Ibid. cahier I, du Ministère des munitions et approvisionnement, régisseur de la construction à Mère St-Olivier, septembre 1943, p. 68.

<sup>23</sup> Ibid. cahier I, Description de la future fondation de Trois-Rivières, Maison Philéas Morin et maison de M. Joly. p. 71.

couvent et de la maison des protégées par l'évaluateur de la banlieue de Trois-Rivières Ouest, les deux habitations offrent le même confort, sans distinction à l'égard de celles qui les habitent : charpente de bois léger, murs, plafonds et cloisons, l'une recouvertes de gypse et l'autre de gyproc, plancher recouvert de bois dur, boiserie intérieures et extérieures en pin<sup>24</sup>.

À l'entrée de la maternité un petit parloir accueille les visiteurs, suivi par le bureau d'une religieuse, ensuite le dispensaire, une chambre d'obstétrique et une petite pièce attenante pour la stérilisation et la chambre de la garde-malade, une chambre privée pour patiente et trois chambres de deux lits occupent le rez-de-chaussée. Chacun des étages est autonome et possède ses propres commodités telles qu'une cuisine avec monte-charge, salle à manger et salle de bain. À l'étage une autre chambre de trois lits pour les patientes se trouve tout près de la salle de couture et de la pouponnière. Au grenier une chambre est réservée à la surveillante mais dans la pièce adjacente un dortoir servira de salle publique. On mentionne que la Maison Joly possédait au total 25 lits pour les patientes et vingt petits lits pour la pouponnière<sup>25</sup>.

Le 22 novembre 1943<sup>26</sup>, Sœur St-Aimé, écrit un mot de remerciement au maire de Trois-Rivières, Arthur Rousseau et à l'abbé Bourgeois pour la célébration d'ouverture. Cinq religieuses se sont établies à Trois-Rivières-Ouest, le 24 janvier 1944, avec l'aisance et l'efficacité des esprits pragmatiques. L'équipement des salles

---

<sup>24</sup> J18. 1/j *Évaluation des immeubles*, propriété 97-105 rue Joly, (1970 – 1971) 28 f.

<sup>25</sup> Loc. cit. Cahier I, Description de la future fondation, Maison Philéas Morin. p. 71.

<sup>26</sup> Ibid. Cahier I, de Sœur St-Aimé Supérieure de Trois-Rivières à l'abbé Bourgeois, 22 novembre 1943, p. 20.

d'obstétrique et de stérilisation, comme l'ameublement des nombreux vivoir, réfectoire et parloir se sont réalisés adéquatement, malgré un certain retard causé par l'insuffisance des matériaux, en temps de guerre. Jusqu'au 12 avril 1944, la communauté est complètement absorbée par les obligations matérielles. Le 13 mai 1944<sup>27</sup>, lorsque le médecin, assisté des religieuses infirmières, accomplit la surveillance de la première naissance, il ne restait plus que le jardin à labourer.

L'hôpital Ste-Marie était situé entre la route nationale (aujourd'hui la route 138) et le bord du fleuve St-Laurent, dans la nouvelle paroisse de Ste-Catherine de Sienne qui comptait moins de 90 familles<sup>28</sup>. Un endroit idéal que les religieuses croyaient à l'abri des regards indiscrets. Pour assurer la sécurité des pensionnaires, la Supérieure générale s'empresse de faire abolir les servitudes attachées au contrat de vente<sup>29</sup>. Le droit de passage des employés du poste de radio CHLN à Trois-Rivières, sur l'emplacement de l'Hôpital Ste-Marie, attire des passants indésirables. Le 25 mai 1945<sup>30</sup> rien n'avait changé, les filles doivent rester enfermer à cause de l'indiscrétion des flâneurs et des curieux. Les religieuses veulent rester fidèles à leur tradition.

---

<sup>27</sup> Loc. cit. Cahier 2, de Sœur du St-Cœur de Marie, assistante à T-R, à Sœur Madeleine de Pazzi Dépositaire Générale, 14 mai 1944.

<sup>28</sup> « Érection d'une nouvelle paroisse dans la banlieue des Trois-Rivières » *Le Nouvelliste*, 2 juillet 1943, p. 1.

<sup>29</sup> Loc. cit. Cahier I, de l'avocat Rioux à la Révérende Dépositaire Générale, 12 août 1943, p. 91.

<sup>30</sup> Loc. cit. Cahier 2, renouvellement de la demande pour abolir le droit de passage, 25 mai 1945.

## 4. Une tradition

L'autonomie des religieuses prend tout son sens dans la bonne gestion de la communauté, afin d'assurer la continuité des services qu'elles offrent à la société.

### 4.1 Une logique administrative

Le conseil général de la communauté des Sœurs de Miséricorde à Montréal, conservera la direction de la Maison de Trois-Rivières jusqu'en 1958, au moment de l'instauration de l'assurance hospitalisation dans la province de Québec. Pour les diverses procédures concernant les transactions financières, l'achat des valeurs immobilières, le choix des constructeurs et la surveillance des chantiers, l'abbé Charles-Édouard Bourgeois agissait en leur nom<sup>31</sup> à Trois-Rivières. Par précaution, le conseiller de la communauté, maître Rioux<sup>32</sup> avocat, avait approuvé la signature des contrats officiels. Financièrement, le conseil général avait dû contribuer pour \$62,000 dollars à la réalisation de l'œuvre.

Dans le rapport budgétaire de la communauté de Trois-Rivières, le montant total de \$93,889 pour les dépenses au 30 juin 1945 se répartissaient ainsi : \$20,000 pour l'achat du terrain et des bâtisses existantes, \$36,955 pour la restauration et la construction des nouvelles sections, \$7,935 étaient dédiés au mobilier, \$2,632 au paiement de toutes les factures pour les divers accessoires de l'hôpital et des remèdes,

---

<sup>31</sup> Loc. cit. *Correspondance cahier I*, Supérieure Générale à l'abbé Bourgeois, 17 août 1943, p. 90.

<sup>32</sup> Ibid. *Correspondance, cahier I*, de Mère St-Olivier à l'abbé Bourgeois, 23 janvier 1939, p. 164.



de même que \$1,885 pour le creusage du puits et \$7,565 pour le remboursement sur le capital, et encore \$2,371 pour les taxes et les assurances,<sup>33</sup>.

Outre *les dépenses* encourues pour l'aménagement, le grand total de \$93, 735 contient aussi des items qui apparaîtront régulièrement dans les futures prévisions budgétaires de l'administration locale : aliments \$3,357, chauffage et éclairage \$ 1,830, honoraires et gages \$3,870, lingeries \$837, téléphone \$154, imprimerie et papeterie \$410, transport \$260, culte \$457, divers équipements d'entretien \$493 et des frais sont calculés pour le logement, réparation et entretien courant \$2619. Les plus grandes sommes d'argents seront toujours consacrées à l'alimentation et aux salaires des laïques. Les religieuses sont continuellement en quête de subventions, auprès des gouvernements municipal et provincial ou bien auprès de la Maison mère, pour combler les déficits et prévoir des améliorations.

Dans les recettes du 16 avril 1944 au 30 juin 1945, on retrouve \$10,000 comme octrois spéciaux du gouvernement et \$62,065 tel qu'indiqué plus haut concernant l'emprunt à la Maison mère, à Montréal. Mais, le grand total de \$93,889 contient encore \$3,629 provenant de la pension payée par les patientes de l'hôpital, \$2,776 de la pension déboursée par les mères célibataires et \$443 pour la pension de leurs enfants. Les allocations de l'Assistance Publique compte pour \$2,004, celles de la ville de Trois-Rivières pour \$4,000 et les dons divers représentent \$7,880. Les religieuses mentionnent également la vente d'une autre maison en construction et

---

<sup>33</sup> Loc. cit. *Correspondance, cahier 2*, Détails sur Trois-Rivières, Bilan au 30 juin 1945.

d'un chalet sur les terres de Jos St-Pierre, au montant de \$600, de même que des recettes diverses provenant du culte et de l'industrie pour une somme de \$490.

La distribution des obédiences et l'engagement du personnel laïc furent également votés par le conseil de Montréal. Le 29 septembre 1943, Sœur St-Aimé devait quitter la direction de la crèche de la Miséricorde à Montréal, pour occuper la place de Mère Supérieure à Trois-Rivières. Elle était accompagnée par quatre religieuses, deux assistantes, une infirmière diplômée et une infirmière graduée<sup>34</sup>. Le docteur Jean-Louis Beaudry<sup>35</sup>, médecin à l'hôpital St-Joseph de Trois-Rivières, depuis mars 1943, pose sa candidature pour le poste d'obstétricien à l'hôpital Ste-Marie. En 1940, il avait été diplômé de l'Université Laval et ses deux années de stage à l'Hôpital de la Miséricorde, à Montréal, avait certainement contribué à lui gagner la confiance de la communauté.

#### 4.2 Une logique missionnaire

Au terme de leur formation, les religieuses doivent se soumettre à l'accomplissement des trois règles pauvreté, chasteté et obéissance. Dans l'Église les femmes sont entièrement soumises à l'autorité des évêques, sans qu'elles puissent avoir accès au sacerdoce ni au pouvoir décisionnel<sup>36</sup>.

---

<sup>34</sup> Loc. cit. *Correspondance cahier I*, de Mère St-Olivier à l'abbé Bourgeois, 29 sept. 1943, p. 58.

<sup>35</sup> Ibid. *cahier I*, de Jean-Louis Beaudry à Mère St-Olivier, 10 août 1943, p. 84.

<sup>36</sup> Op. cit. *Un métier et une vocation*, p. 3.

#### 4.2.1 La gratuité, élément de pauvreté

Le 16 janvier 1848<sup>37</sup>, un mandement de Mgr Bourget avait confirmé la vocation caritative des Sœurs de Miséricorde. Les promesses de l'engagement à l'Amour divin conduisent à la charité, les deux grandes motivations de l'action sociale. La division des sexes définit le travail des professes, comme celui de la mère et de l'épouse concentrée à l'intérieur de la sphère domestique et dans le même rapport de sexe, exigé par la société patriarcale<sup>38</sup>. Les Sœurs de Miséricorde doivent prendre soin des corps avec la bonté d'une mère<sup>39</sup>. L'Église s'est appropriée le dévouement et la générosité des religieuses, pour des missions de grande envergure, où la gratuité de leurs efforts était souvent utilisée pour des intérêts capitalistes. Mais nous pouvons affirmer, que dès le début de l'œuvre la formation des sages-femmes et des gardes-malades avait démontré le degré d'implication des religieuses, leur esprit d'initiative et leur volonté accomplie de fournir un travail de qualité professionnelle.

Le but premier de la communauté est de sauver les enfants illégitimes exposés à l'infanticide<sup>40</sup>. La grande entreprise consiste à ouvrir un asile pour assurer les soins entourant l'accouchement, non seulement pour les mères non mariées, mais pour les mères de famille également. La naissance est considérée comme un moment dangereux, une épreuve entre la vie et la mort. Les douleurs de l'enfantement,

---

<sup>38</sup> Ibid. *Un métier et une vocation*, p. 8.

<sup>39</sup> Loc. cit. *Cahier 1864-1880*, p. 4.

<sup>40</sup> Loc. cit. *Mandement d'institution par Mgr Bourget*, p. 1

reconnues au même titre que le sacrifice des martyres, assurent l'état de sainteté de la femme mariée. Les soins du corps et les travaux d'entretien domestique pratiqués dans un esprit d'amour et d'abnégation ne donnent droit à aucun salaire. Les œuvres sont fondées uniquement sur la divine Providence.

Au XIX<sup>ième</sup> siècle, l'idéologie libérale reconnaissait la charité dans l'ordre établi de la société industrielle<sup>41</sup>. L'entraide communautaire, soutien à l'accomplissement des devoirs moraux, échappe aux principes de la production et du marché ainsi qu'au contrôle des législateurs, au même titre que les nécessités de la subsistance familiale demeurent la responsabilité du chef de famille<sup>42</sup>. Les quêtes assurent le gagne-pain des religieuses, en plus de quelques travaux manuels et des octrois que le gouvernement consent à déboursier sporadiquement, pour répondre aux besoins essentiels de l'œuvre<sup>43</sup>.

Cette vocation pour le dévouement interpellait la femme mariée, la mère consacrée et la fille taboue à se sacrifier pour l'institution familiale. De toute façon, aucune d'entre elles n'avait le droit d'apparaître sur la scène publique. Toutes les trois avaient assimilé les valeurs de la société patriarcale, qui destinait la femme à une seule mission : la maternité à l'intérieur des liens du mariage.

---

<sup>41</sup> François Éwald, *Histoire de l'État providence* : les origines de la solidarité. Paris, Grasset, 1996 (1986), p. 25.

<sup>42</sup> Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Colmann-Lévy, 1988 (1961), p. 133.

<sup>43</sup> Loc. cit. *Cahier 1864-1880*, p. 29.

#### 4.2.2 La sanctification des âmes par la chasteté.

Mgr Bourget invitait les mères consacrées à garantir le salut « des plus grandes pécheresses » avant d'assurer leur propre salut. Dans le premier mandement de 1848, la notion de péché et de pénitence était omniprésente. La mission spéciale des religieuses est reliée à la volonté des pensionnaires de réparer leurs fautes. Toutes doivent se convertir et renoncer aux plaisirs de la chair avant de quitter l'établissement. Quelques-unes désirent prononcer des vœux, porter le voile et un habit particulier. Elles découvrent dans la fraternité des Filles de Sainte-Madeleine une vocation qui les réconforte. La réhabilitation repose sur la prière, le repentir, l'anonymat et le travail. Le principe du secret revient constamment par les expressions « cacher un déshonneur<sup>44</sup> » et « cacher un crime<sup>45</sup> ». Le travail, dans la mesure de leur capacité, est aussi un moyen de se libérer de la honte et de payer leur pension. « Il ne faut pas oublier, que le travail de celles qui ne peuvent payer leur pension est une raison de les recevoir<sup>46</sup>. »

Andrée Lévesque met l'accent sur l'enfermement et la punition du péché encore pratiqués au temps de l'entre-deux-guerres<sup>47</sup>. Selon les confidences des parents et des pensionnaires retrouvées dans les archives de l'Hôpital de la Miséricorde à Montréal, l'accompagnement des personnes prises en charge se situe encore dans un courant religieux et paternaliste qui reproduit les abus de l'autorité

---

<sup>44</sup> Loc. cit. *Mandement d'institution par Mgr Bourget*, p. 1.

<sup>45</sup> Ibid.

<sup>46</sup> Loc. cit. Lettres de Mgr Ignace Bourget, 1864-1880, p. 22.

<sup>47</sup> Andrée Lévesque, *La norme et les déviantes : Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*, Montréal, Remue-Ménage, 1989, p. 90.

paternelle. Seules les actes d'adoration, les moments de prière, l'obéissance à la règle et le tourment d'un profond repentir accumulent les notes de bonne conduite et participent ainsi à diminuer le temps de l'exclusion. L'anonymat conserve une place prédominante dans les conditions d'admission. L'engagement des Madeleines, les travaux domestiques, l'allaitement ou le soin des enfants à la crèche pendant des mois, permettaient aux « filles-mères » d'obtenir un pardon et d'effacer entièrement la dette occasionnée pour la pension et les frais médicaux.

#### 4.2.3 Le « le cachet » de la communauté

Dans la période de l'après-guerre, la protection et la réhabilitation de la mère célibataire sont toujours les principaux objectifs de la communauté des Sœurs de Miséricorde. Mais la certitude de conserver l'anonymat des pensionnaires, comme principe fondamental de leur tradition, considéré comme « le cachet » de la communauté, est la plus grande difficulté que les religieuses ont connue à Trois-Rivières, depuis leur arrivée.

L'incorporation de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien comme agence du service social de la ville de Trois-Rivières, le 21 novembre 1945, implique l'apparition du nom des protégées au fichier central de l'association. Les mères célibataires demeurent des personnes stigmatisées, coupables d'une faute et soumises à des méthodes de réhabilitation. Selon le discernement des religieuses, les moyens d'intervention peuvent subir des changements adaptés aux temps et aux besoins des

filles, mais les nouvelles techniques de gestion remettent en question la base de leur tradition.

Le 25 août 1946<sup>48</sup>, une religieuse de l'Hôpital Ste-Marie demande à Sœur St-Honoré, directrice du Service Social de la maternité catholique rue Dorchester, à Montréal, de fonder une agence à Trois-Rivières. La réponse ne se fait pas attendre puisque les Sœurs de Miséricorde de Montréal avaient aussi demandé l'incorporation d'une agence légale, en novembre 1945. Effectivement, leur charte permettait la fondation d'une succursale dans les diverses régions de la province de Québec. Les religieuses comprennent l'obligation de certains fonctionnaires du Département de l'Assistance publique de faire enquête sur l'état d'indigence des assistées, mais il en est autrement pour une déclaration de grossesse.

- « Un pseudo est imposé à chaque patiente afin de la protéger et de sauvegarder l'honneur des familles.
- Les noms de la fille-mère hospitalisée ici ne sont communiqués à aucune agence, et ce, pour aucune considération.
- Aucun visiteur quel qu'il soit, n'est introduit dans les départements réservés aux patientes.
- Les patientes peuvent être visitées au parloir, par leurs parents ou par toutes personnes recommandables et au courant de leur situation.
- Ces méthodes rencontrent l'entière approbation des sociologues et des autorités civiles puisqu'une charte nous a été accordée. <sup>49</sup>»

---

<sup>48</sup> Loc. cit. *Cahier 2* (19 janvier 1944-17 sept 1946), de Sœur Marie de la Trinité de l'hôpital Ste-Marie à Sœur St-Honoré, directrice du service social à Montréal, 25 août 1946.

<sup>49</sup> Ibid. de Sœur St-Honoré à Sœur Marie de la Trinité, 17 septembre 1946.

La fondation d'une filiale du Service Social des Sœurs de Miséricorde avait permis de conserver la tradition de l'anonymat à l'Hôpital Ste-Marie, cependant l'enseignement des sciences sociales dans les écoles de Service Social est un événement annonciateur de changement dans la société d'après-guerre. Dans l'Église les sciences sociales apportent une ouverture à l'étude des phénomènes sociaux qui remet en question la volonté de punir le péché<sup>50</sup>. Graduellement, la perception des marginaux dans le monde institutionnel sera transformée par l'enseignement de la psychologie et de la sociologie. La consultation des spécialistes transmet une nouvelle approche et des méthodes d'interventions professionnelles destinées à rétablir l'équilibre des individus en situation de rupture sociale. Les Sœurs de Miséricorde souhaitent perfectionner leurs méthodes d'intervention pour répondre aux besoins croissants de la société industrielle<sup>51</sup>.

\*\*\*

Nous avons assisté à la naissance de l'œuvre des Sœurs de Miséricorde pour la protection des filles-mères à Trois-Rivières. Nous reconnaissons la qualité de l'administration et le souci d'offrir aux mères célibataires les services d'un personnel compétent. Bien que les obligations matérielles remplissent le temps des religieuses pour une grande période, les religieuses cherchent à éviter la stigmatisation des mères célibataires.

---

<sup>50</sup> Grégory Baum, *Compassion et solidarité*, Québec, Bellarmin, 1992, p. 69.

<sup>51</sup> Danielle Juteau et Nicole Laurin Frenette, *Un métier et une vocation*, Presses de l'Université de Montréal, 1997, p. 3.



### CHAPITRE III

#### UN HÔPITAL MODERNE SUR LE COTEAU

Les négociations de 1938 avec le Département de l'Assistance publique, allaient se résoudre avec la fondation de l'Hôpital Ste-Marie et le classement d'une maternité avec crèche moderne, où les femmes et les enfants allaient profiter des dernières inventions de la science médicale à Trois-Rivières. Arthur Lessard n'avait plus hésité à faire parvenir à la Dépositaire générale des Sœurs de Miséricorde à Montréal, l'octroi de un million<sup>52</sup> de dollars pour de nouveaux aménagements. Le 6 mars 1945, les conditions de survie à la crèche de la Miséricorde, à Montréal, allaient être surmontées.

Toutefois la transformation des mœurs, causée par l'industrialisation et l'urbanisation accélérées, provoque l'apparition de nouveaux besoins parmi la population qui obligent la direction de l'Hôpital Ste-Marie à repenser l'organisation du travail dans son établissement. L'expertise des religieuses, pour assister les femmes mariées pendant leur accouchement est mise à profit pour la construction d'un hôpital moderne, à Trois-Rivières. Cependant, l'initiative des religieuses est destinée au bien-être des mères non mariées par l'organisation du Service Social Ste-Marie. L'objectif de l'agence est de faire respecter les règles de la morale chrétienne et de la morale sociale. Mais, les religieuses travailleuses sociales professionnelles cherchent à faire connaître une explication élargie du problème des grossesses hors

---

<sup>52</sup> Loc. cit. *Cahier 2* (19 janvier 1944-17 sept 1946), de la Dépositaire Générale à l'abbé Bourgeois, le 6 mars 1945

mariage, rattachée à l'environnement social et aux phénomènes de société, pour empêcher la stigmatisation des mères célibataires.

## **1. Contexte institutionnel**

Dans l'après-guerre, l'augmentation des emplois pour la fabrication des produits finis favorise l'embauche des femmes dans les ateliers de confection textile. Le travail des femmes dans les manufactures influence directement la disponibilité et les exigences salariales des travailleuses ancillaires. Par conséquent les mères de familles nombreuses ne reçoivent plus l'aide dont elles ont besoin à domicile. Dans un avenir rapproché, cette situation favorisera l'accouchement en milieu hospitalier<sup>53</sup>.

Les religieuses savent évaluer les besoins d'une population. À cette période, les sœurs de Miséricorde sont reconnues à travers le Canada et les États-Unis pour leur mission auprès des mères célibataires et des femmes enceintes. Dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle, elles dirigeaient une quinzaine d'hôpitaux. En plus de gérer deux établissements au Québec et deux en Alberta, leurs hôpitaux se retrouvent également dans l'Ontario, au Manitoba, dans les états du Wisconsin, de l'Illinois et de New-York<sup>54</sup>.

---

<sup>53</sup> « L'hôpital Ste-Marie un des hôpitaux les plus moderne de la province de Québec. », *Le Nouvelliste*, 1<sup>er</sup> octobre 1948, p. 13.

<sup>54</sup> ASM, Oeuvres des États-Unis, le 17 mai 2000.

Le 12 novembre 1945, le conseil local de Trois-Rivières soumet un projet de développement au conseil général de la communauté à Montréal<sup>55</sup>. Pour mieux desservir la population du diocèse qui compte maintenant 120,000 individus, l'agrandissement des services et du personnel est nécessaire. Les naissances légitimes calculées à 24 par mille de population donnent 2,880 naissances par année, dans un avenir rapproché. Les religieuses calculent deux semaines et demie d'hospitalisation pour le temps de convalescence, et elles évaluent seulement à 40% le nombre des naissances qui se produiront en milieu hospitalier, ce qui donne une moyenne d'occupation de 60 lits par semaine si l'on ajoute 5 lits, pour les gens de l'extérieur du district.

Elles prévoient le taux des naissances illégitimes à 4 % de l'ensemble des naissances, ce qui donne 115 naissances illégitimes dans une année pour tout le diocèse de Trois-Rivières. Cependant, seulement 29 naissances illégitimes seront enregistrées à l'Hôpital Ste-Marie. Elles comptent ajouter également une dizaine de lits pour les mères célibataires provenant de l'extérieur du district. Elles réservent donc 40 lits pour les mères non mariées.

Cependant, elles prévoient recevoir tous les enfants illégitimes du diocèse soient 115, et elles iraient jusqu'à calculer une centaine de lits supplémentaires pour les enfants provenant de l'extérieur de l'hôpital et du district. Elles désirent 150 lits pour les enfants abandonnés et même encore mieux 200, si cela était possible. Ce

---

<sup>55</sup> Loc. cit. *Cahier 2* (19 janvier 1944 -17 septembre 1946), rapport sur capacité du développement projeté, 12 novembre 1945.

document nous prouve que le nombre des mères non mariées qui accouchent à l'Hôpital Ste-Marie ne représente pas le nombre total des mères célibataires de la ville de Trois-Rivières, mais seulement le quart des naissances illégitimes du diocèse de Trois-Rivières. Cette observation correspond à la coutume des mères célibataires de se disperser, de s'exiler et de se cacher dans les centres urbains éloignés de leur domicile. Par contre, nous savons aussi que tous les enfants illégitimes du diocèse, dont la mère accouche à l'extérieur de l'hôpital ou de la région, seront retournés à l'hôpital du district, le lieu de résidence de la mère. Nous pouvons conclure à cet effet, que traditionnellement presque tous les enfants illégitimes sont rejetés par leur famille d'origine.

## **2. Les intervenants**

En 1945, après l'abolition de la Commission sur l'Assurance maladie mise sur pied par le gouvernement Godbout, le ministre Albini Paquette, de la Santé et du Bien-être Social sous l'Union Nationale, oriente sa politique d'Assistance vers la construction de nombreux hôpitaux<sup>56</sup>. C'est ainsi que fut réaménagées, sous une nouvelle direction, l'Hôpital Normand et Cross, une institution laïque de Trois-Rivières, l'Hôpital Laflèche à Grand-Mère, administré par les Filles de Jésus, et la nouvelle construction de l'Hôpital Ste-Marie, sur le boulevard du Carmel, dirigée par les Sœurs de Miséricorde à Trois-Rivières.

---

<sup>56</sup>« Le ministre Albini Paquette de la Santé et du Bien-Être social », *Le Nouvelliste*, 25 mai 1945, p. 1.

Pour soutenir le développement des institutions religieuses l'abbé Bourgeois, avec la permission de l'évêque, rencontre le sous-ministre de la santé pour solliciter un nouveau classement pour l'Hôpital Ste-Marie, dans la catégorie A3, permettant de recevoir les femmes enceintes des milieux défavorisés du diocèse, pour leur accouchement. Le 12 novembre 1945, le nouveau classement reconnaît l'Hôpital Général Ste-Marie dans les catégories A2 et A3, sans limite de lit, à deux dollars par jour<sup>57</sup>. Le 28 février 1946, le gouvernement provincial accorde \$440,000 pour aider au développement des œuvres de l'Assistance publique, par versement de \$22,000 par année, pendant vingt ans. De son côté, le conseil général de la communauté responsable de la direction de l'Hôpital Ste-Marie de Trois-Rivières, est obligé de fournir \$350,000<sup>58</sup> pour le nouveau projet qui implique l'achat d'un terrain de \$28,000 sur le boulevard du Carmel et la construction du nouvel édifice.

### **3. Un nouveau concept**

Le premier octobre 1948, le journal *le Nouvelliste* consacre un grand reportage de cinq pages sur la transformation de l'œuvre des Sœurs de Miséricorde. Toute la population apprécie le déplacement de l'hôpital en milieu urbain, à proximité des services de transport public. Cette construction de brique, à l'épreuve du feu, avec charpente en béton armé qui surplombe le deuxième coteau et longe le boulevard du Carmel sur 90 arpents, rend honneur à la ville, ainsi qu'à la classe dirigeante. Le

---

<sup>57</sup> Loc. cit. *Cahier 2* (19 janvier 1944-17 septembre 1946), de l'abbé Bourgeois à Sœur St-Rémi Supérieure de l'hôpital Ste-Marie, 12 novembre 1945.

<sup>58</sup> Ibid. du Lieutenant Gouverneur en Conseil. De A. Morissette, greffier du Conseil Exécutif, à l'hôpital Ste-Marie de Trois-Rivières, 28 février 1946.

Nouvelliste nous livre tous les détails concernant le personnel, la structure interne de l'hôpital, ainsi que l'organisation du Service Social.

**TABEAU 2**

<b>Le personnel de l'hôpital général 1948</b>
La supérieure de la communauté locale
L'aumônier
L'intendante de l'hôpital
La directrice du service social
La directrice du service d'obstétrique
Le Dr Jean-Louis Beaudry
17 religieuses
7 gardes-malades graduées laïques
38 aides maternelles laïques

La description du personnel assure à la population la compétence des gens de service et la continuité de l'administration de l'Hôpital Ste-Marie par les sœurs de Miséricorde.

Source : « L'hôpital Ste-Marie un des hôpitaux les plus modernes de la province de Québec. » *Le Nouvelliste*, 1<sup>er</sup> octobre 1948, p. 12.

Il est signalé le nom de Sœur Ste-Berthe, la Supérieure locale de la communauté, ainsi que celui de l'aumônier de l'hôpital, Arthur Lupien, curé de la paroisse Sainte-Famille, du Cap-de-la-Madeleine. Sœur Ste-Bérénice, l'infirmière diplômée de la banlieue est désignée comme Intendante de l'hôpital. Cette dernière est accompagnée par 17 religieuses, presque toutes graduées, sans oublier la directrice de l'obstétrique, Sœur Marie-de-la-Paix et le médecin traitant de la banlieue, le Dr Jean-Louis Beaudry. Nous remarquons la présence de sept infirmières laïques, sous la direction du personnel religieux. Le journal nous informe d'un projet majeur à la Maison de la banlieue, la fondation d'une École pour les aides maternelles laïques, formées par les Sœurs de Miséricorde à Trois-Rivières Ouest. L'inscription de trente-huit jeunes filles témoigne de l'importance du projet.

Sur les cinq étages aux larges corridors du nouvel établissement, de grandes fenêtres s'ouvrent dans toutes les chambres, quatre-vingt-cinq lits et une pouponnière seront installés pour les femmes mariées, de même que trente-cinq lits et une crèche seront réservés aux mères célibataires. L'hôpital général est entièrement à la disposition des femmes, les hommes ne seront admis qu'en 1953<sup>59</sup>. Au deuxième étage on installe l'administration et l'obstétrique, alors que les religieuses, les étudiantes et les aides maternelles occupent le dernier niveau, à proximité de la chapelle. L'accueil des mères non mariées, demeure la mission spéciale de la communauté aussi, pour ces dernières, l'institution demeure un lieu d'enfermement et un endroit pour se cacher.

La communauté locale des Sœurs de Miséricorde retire ses revenus de l'Hôpital Ste-Marie et des sommes versées en vertu de la Loi de l'Assistance Publique. «Habitant sous le même toit, la Communauté, l'Hôpital et l'Oeuvre bénéficient des mêmes services, c'est-à-dire, que l'administration, la comptabilité et le personnel sont nécessairement les mêmes pour tous<sup>60</sup>.» La communauté assume les dépenses encourues pour les besoins essentiels de l'œuvre, la nourriture, l'habitation, l'ameublement, l'entretien, le chauffage, l'électricité, le personnel médical et infirmier, comme le personnel des cuisines et de la buanderie.

---

<sup>59</sup> ASM, J18.3, Hôpital Ste-Marie, Boulevard du Carmel, T-R (1948-1976), II Évolution des services, p. 2.

<sup>60</sup> Loc. cit. J18. 1/c, *correspondance*, entre le Centre du Service Social du diocèse de Trois-Rivières et le Service Social Ste-Marie (1950-1964), 19 septembre 1955.

## 4. L'organisation du Service Social Ste-Marie

### 4.1 La structure

Le Service Social Ste-Marie est une agence autonome pourvu d'une administration particulière et d'un personnel qualifié indépendant de celui de l'hôpital. Le Service Social Ste-Marie relève en premier lieu du conseil général et du conseil local de la communauté des Sœurs de Miséricorde, mais il est aussi membre de la Corporation du Service Social de Trois-Rivières, comme chacune des communautés religieuses qui oeuvrent au sein du diocèse. Une des tâches de la directrice est de représenter l'agence Ste-Marie au sein du conseil d'administration du Service Social de Trois-Rivières, dont l'abbé Charles-Édouard Bourgeois est le président<sup>61</sup>. Les deux agences travaillent en étroite collaboration auprès des patientes et elles sont assistées par un groupe de sept spécialistes diplômés des sciences de la médecine et de la psychiatrie, ainsi que des sciences humaines, droit, pédagogie, psychologie, sociologie et service social<sup>62</sup>. La mission de la centrale diocésaine est de participer à l'instauration de l'ordre social, c'est-à-dire, « ...placer ou replacer par un programme d'aide ou d'éducation, l'individu et leur famille dans des conditions normales<sup>63</sup>... » Ainsi de par sa mission la centrale diocésaine se rend donc responsable du placement des mères célibataires et de l'adoption des enfants abandonnés dans les foyers. La centrale assiste alors le Service Social Ste-Marie dans

---

<sup>61</sup> Loc. cit. *Rapport 1944-1954*, p. 13.

<sup>62</sup> L'abbé Ch-É Bourgeois, *Le Service Social Diocésain*, T-R, 1955, p. 39

<sup>63</sup> Op. cit. Naegelen, Hélène, dans l'abbé Ch-É Bourgeois, *le Service Social diocésain*, p. 27.



la réalisation de tous les projets concernant la protection et la réhabilitation de la mère non mariée.

Cette participation au Service Social de Trois-Rivières offre la possibilité de recevoir une aide financière de la Fédération des Œuvres, fondée en 1954, par l'abbé Charles-Édouard Bourgeois. Une subvention de \$7, 000<sup>64</sup> sera accordée à chaque année, suivant un compte rendu écrit des activités et des dépenses présenté au Conseil d'administration de la Fédération. Les nécessités étant assumées par la communauté des Sœurs de Miséricorde, ce montant servait à combler les déficits ou à fournir des accessoires supplémentaires pour le bon rendement du Service Social.

#### 4.2 Les objectifs

Le premier objectif des religieuses était d'assurer l'hébergement des mères célibataires afin de leur offrir les soins médicaux et chirurgicaux dont elles ont besoin, de même que les soins de puériculture après la naissance de l'enfant. Mais, les religieuses conservent le but ultime d'adapter la conduite de ces jeunes filles aux nombreuses règles des conventions sociales pour qu'après leur départ elles puissent reprendre « une vie digne et conforme aux lois de la morale<sup>65</sup>. »

---

<sup>64</sup> Loc. cit. *correspondance* entre le Centre du Service Social diocésain de T-R et le Service Social Ste-Marie ( 1950-1964 ), de Jules Perron secrétaire général du Service Social diocésain, à Sœur Ste-Marie Ange gardien directrice du Service Social Ste-Marie, 28 octobre 1955.

<sup>65</sup> Loc. cit. *Rapport 1944-1955*, p. 24.

Pour implanter les objectifs du Service Social, les religieuses doivent renouveler leurs méthodes d'intervention. Elles désirent installer dans leur établissement un climat de fraternité et d'intimité afin d'aider les parturientes à cultiver entre elles des bonnes relations et favoriser une meilleure compréhension entre les éducatrices et leurs protégées. Pour permettre aux patientes de prendre leur place au sein du groupe, d'être écoutées et de pouvoir extérioriser leurs sentiments, les surveillantes ne doivent jamais réprimander les filles devant le groupe, pour laisser libre cours aux échanges et aux discussions pendant les activités organisées. De cette manière, les jeunes filles peuvent exprimer leurs opinions sur différents thèmes comme la religion, le cinéma, la vie de famille, les événements sociaux et le programme récréatif de l'agence. Ainsi les rencontres de groupe deviennent enrichissantes et offrent des occasions de croissance personnelle.

L'esprit d'équipe est une méthode privilégiée par le Service Social. Les filles choisissent leurs partenaires afin que leurs rapports deviennent naturels et spontanés pendant le séjour. Ces nouveaux liens peuvent apporter à chacune la sympathie et la confiance nécessaire pour reconquérir leur dignité<sup>66</sup>.

#### 4.3 Un personnel nouveau

En 1933, le rapport de la Commission des Assurances sociales, la Commission Montpetit, avait démontré que la charité ne suffisait plus à soulager la misère à cause

---

<sup>66</sup> Loc. cit. J18.1/g, *Rapport annuel des activités du Service Social Ste-Marie, (1956-1961)*, 8 octobre 1957.

de l'augmentation de la population indigente provoquée par la crise du chômage. Ce rapport recommandait de créer un programme d'aide pour la protection de la jeunesse à l'extérieur des institutions. Le problème qui empêchait la réalisation de ce projet était le manque de personnes ressources pour l'enseignement des sciences sociales<sup>67</sup>. Les premières écoles fondées à Toronto, en 1914 et à l'Université Mc Gill de Montréal, en 1918, n'employaient que des spécialistes américains<sup>68</sup>. Les œuvres de bienfaisance des Canadiens français, toujours imprégnées des politiques sociales de l'Église, prenaient le temps d'intégrer cette discipline étrangère.

#### 4.3.1 L'auxiliaire sociale diocésaine

Depuis 1931, le travail social à l'agence diocésaine demeurait une vocation reliée au dévouement et aux vertus féminines<sup>69</sup>. La majorité des assistantes sociales, provenant des familles de la petite bourgeoisie, possédaient une formation académique comme secrétaire, infirmière ou institutrice. Le recrutement pour le groupe corporatif de la centrale diocésaine se faisait aussi par le mouvement de la JOC et de la JEC<sup>70</sup>. Les aumôniers se préoccupaient d'intégrer également les jeunes filles de la classe populaire dans leurs structures institutionnelles<sup>71</sup>. Donc, le premier éveil de la conscience sociale se manifestait par des initiations à l'Action catholique et cette participation représentait pour les assistantes sociales la seule expérience et

---

<sup>67</sup> Hayda Denault, « L'insertion du service social dans le milieu canadien-français », *Service social*, 11, 1, avril 1962, p. 10.

<sup>68</sup> Hayda Denault, « Les débuts de l'expérience d'enseignement du service social à l'école de Laval », *Service Social*, 10, 3, octobre 1961, p. 105.

<sup>69</sup> L-H Groulx, « De la vocation féminine à l'expertise féministe : essai sur l'évolution du service social au Québec (1939-1990), *RHAF*, 49, 3, hiver 1996, p. 362.

<sup>70</sup> Op. cit. L-H Groulx, p. 366.

<sup>71</sup> Ibid. p. 20.

l'unique réflexion sur la question sociale. L'autorité de l'Église est indéniable. La présence du prêtre à la direction générale de la centrale exigeait de ses auxiliaires laïques une conduite exemplaire au point de vue moral et religieux.

En 1940, « L'Église encadre et organise<sup>72</sup> ». L'abbé Charles-Édouard Bourgeois considère comme toute première qualité de ses assistantes, l'obéissance à l'autorité du prêtre et à sa direction spirituelle. Chaque jour les employés sont invités à consacrer un temps de prière et d'adoration au Saint-Sacrement sur les heures de travail, à l'oratoire de la centrale et le samedi pour la messe célébrée par le directeur du centre<sup>73</sup>. Les auxiliaires sociales participent à créer une société qui privilégie l'obéissance à l'ordre établi pour la famille et la religion.

Le caractère froid et rigide de l'assistante sociale est la première critique de toutes les mères biologiques qui ont bien voulu témoigner de leur expérience. Son attitude condescendante avait l'inconvénient d'influencer la qualité de l'information que les mères non mariées recevaient dès le premier jour sur les modalités de l'adoption. Après avoir vérifié les qualités morales du personnel, le directeur s'intéressait ensuite aux compétences techniques et professionnelles.

---

<sup>72</sup> Marc Lesage, *Microcité* : Enquête sur l'amour, le travail et le sens de la vie, dans une petite ville d'Amérique, Fides, 1997, p. 57.

<sup>73</sup> Mgr Ch-É Bourgeois, *Le Service Social diocésain* : Principes et réalisation, Trois-Rivières, 1955, p. 24-26.

#### 4.3.2 Les travailleuses sociales professionnelles

La première École du Service Sociale affiliée à l'Université de Montréal, en 1942, recevait des religieuses et des laïques dès les premières inscriptions. Les travailleuses sociales professionnelles devaient avoir une connaissance fondamentale des sciences sociales, par l'apprentissage de la psychologie et de la sociologie. Afin de prévenir les problèmes sociaux, elles devaient surtout s'intéresser à la recherche, au traitement et à l'organisation des programmes de réhabilitation<sup>74</sup>.

L'initiation à la méthode des sciences sociales, avait permis aux Sœurs de Miséricorde de réaliser des recherches en vue de la rédaction d'un mémoire de maîtrise, dans le cadre des institutions dont elles avaient la charge. Les résultats démontrent que les connaissances nouvelles avaient conduit les religieuses à repousser les vieux préjugés qui persistaient à l'endroit de la mère célibataire.

#### 4.4 La recherche

L'enquête dans le milieu constituait un nouveau champ d'informations qui permettait d'étudier, en dehors des murs de l'institution, les différents groupes sociaux en lien avec la patiente, afin d'identifier les facteurs qui influençaient son éducation.

---

<sup>74</sup> Op. cit.. Hayda Denault, « Les débuts de l'expérience d'enseignement à l'école de Laval. » p. 107.

En 1946, Sœur Ste-Mechtilde réalisait une enquête suivant le concept de la personnalité totale. Ce thème réfère à la personnalité intégrale d'un individu qui se développe en lien avec différents groupes sociaux. L'auteur désire empêcher la stigmatisation des mères célibataires, en la situant au sein d'un contexte culturel. Une enquête dans le milieu prouve l'impact des facteurs socioéconomiques dans le cheminement des jeunes mères. Son mémoire de maîtrise intitulé : *La fille-mère et ses problèmes sociaux*, soutient l'hypothèse que la famille est responsable de certaines négligences dans l'éducation de la mères célibataires. Cette dernière n'est plus la grande pécheresse, mais elle devient victime d'une mauvaise éducation.<sup>75</sup>

Parfois la famille est jugée irresponsable et amoral, à cause d'une situation marginale qui prouve les difficultés du groupe à respecter l'ordre établi. Ce sont des couples dont les hommes et les femmes sont en situation d'adultères, de séparation, de divorce, ou de concubinage. D'autres situations risquent de rendre les parents incapables de pourvoir au développement harmonieux des enfants. Un grand nombre de familles sont frappées par la maladie, la pauvreté ou par la mort d'un des deux conjoints. Ces parents gèrent, parfois, avec trop de rigueur l'ordre et la discipline, sans tenir compte des intérêts de leurs enfants. Mais, l'auteur regroupe les autres cas dans une troisième catégorie où les parents abandonnent leur autorité pour suivre les tendances modernes de la liberté individuelle et de la transformation des mœurs. Des mères de famille se retrouvent sur le marché du travail, et les pères cèdent à l'inclinaison de leurs enfants pour la mode et les sorties mixtes. Laisser aller sans

---

<sup>75</sup> Sœur Ste-Mechtilde, s.m., *La fille-mère et ses problèmes sociaux*, M.A.(Service Social) Université de Montréal, avril 1946, p. 156.

surveillance et laisser faire en oubliant les devoirs de l'éducateur. Ces familles ne répondent plus aux critères de la famille normale qui doit collaborer avec l'école et les autres institutions paroissiales pour l'éducation de leurs enfants<sup>76</sup>.

Même si le but de la sociologie visait particulièrement à rechristianiser la famille<sup>77</sup> dans cette période d'après-guerre, les religieuses ont réussi à se débarrasser de l'image de la pénitente et ont interprété le problème des mères célibataires comme un phénomène de société. En 1949, Sœur Ste-Madeleine de la Croix procède à l'analyse de la situation financière des mères non mariées qui se présentent à l'institution. La conclusion de cette recherche révèle l'isolement des mères célibataires, résultat de la violence sociale et du rejet qu'elles subissent dans leur milieu d'origine. Cette désaffiliation aggrave les difficultés des mères célibataires de pourvoir à leurs besoins essentiels.

La fille-mère qui a recours à l'institution lors d'une grossesse illégitime, est assez souvent dans une situation financière précaire, laquelle l'empêche de se procurer les soins requis par son état et un gîte convenable, soit à cause de l'isolement, soit à cause de sa situation financière initiale<sup>78</sup>.

Cette recherche a clairement démontré que la « fille-mère » est une femme qui vit une situation de pauvreté extrême, non seulement parce qu'elle appartient au milieu ouvrier non spécialisé, mais la raison déterminante de ce dénuement, même pour celles qui proviennent des classes sociales plus aisées, s'explique par l'intolérance de la société à l'égard des femmes enceintes d'une grossesse hors

---

<sup>76</sup> Ibid. p. 79.

<sup>77</sup> Op. cit. L.-H Groulx, p. 365.

<sup>78</sup> Ibid. p. 2.

mariage et qui se retrouvent seules responsables de leur maternité. L'absence des parents et l'absence du père naturel fait apparaître leur incompréhension et leur résistance à soutenir la fille dans les responsabilités encourues par la maternité et l'accouchement :

La fille-mère expérimente lors de sa grossesse et par la suite, quantité de difficultés qu'elle n'avait pas encore connues. Ces difficultés sont dues en grandes parties aux changements de l'état physique provenant de la maternité. Ces difficultés sont dues également à l'état psychique de la jeune fille, bouleversée par des sentiments de culpabilité et de crainte de condamnation par son entourage, sentiments qui la porte souvent à vouloir s'éloigner de son milieu pour cacher sa situation et conserver l'estime. Cependant elle sera souvent incapable de faire face seule aux problèmes inhérents à l'éloignement<sup>79</sup>.

Le système de prise en charge suppose un processus de contrôle qui intervient directement dans la vie des assistées<sup>80</sup>. De la condamnation de la grande pécheresse, à la réhabilitation de l'adolescente victime de la mauvaise éducation de ses parents, la mère célibataire devra-t-elle se soumettre à la tendance paternaliste rattachée aux idéologies bourgeoise et religieuse ?

\*\*\*

Nous avons vu que l'initiative professionnelle des religieuses travailleuses sociales contribue à diminuer la stigmatisation des mères célibataires. La connaissance approfondie du problème des grossesses illégitimes aide à faire reconnaître les malheurs que l'intolérance sociale produit dans la vie de leurs protégées.

---

<sup>79</sup> Maud Merlock and Halary Campbell, dans Sœur Ste-Madeleine de la Croix, *La situation financière de la fille-mère admise au service social de la Miséricorde, à Montréal, en 1949*, M.A.(Service Social) Université de Montréal, 1951, p. 1.

<sup>80</sup> Suzanna Lamarre, *Aider sans nuire*, Montréal, 1998, p. 66.



**CHAPITRE IV**  
**L'AILE DES FILLES-MÈRES**  
**À L'HÔPITAL STE-MARIE DE TROIS-RIVIÈRES**  
**EN 1948**

Dans l'administration du Service Social les statistiques révèlent l'évolution du profil de la clientèle, cependant que la violence sociale envers la maternité illégitime demeure la cause essentielle de l'enfermement. Bien que la formation professionnelle des religieuses en Service Social permette de combattre les préjugés, les hommes de sciences, les psychologues et les sociologues, interprètent encore comme pure folie, la pensée des mères célibataires de garder l'enfant. Les religieuses doivent réparer les méfaits d'une mauvaise éducation et réhabiliter la future épouse selon les valeurs d'une tradition qui se veut immuable, mais heureusement à l'intérieur des murs de l'Hôpital Ste-Marie, la réflexion des religieuses suggère de remplacer l'enfermement par une ambiance d'entraide, de partage, de sympathie et de créativité, qui contribue à signifier une expérience valable pour les pensionnaires.

**1. La réhabilitation**

La porte du Service Social est directement accessible et discrètement dissimulée dans la cour arrière de l'Hôpital Ste-Marie. Juste à l'entrée du premier étage, derrière les cuisines et la cafétéria du personnel, l'auxiliaire sociale de la Centrale diocésaine reçoit la mère célibataire à son bureau. L'assistante doit faire

connaître à celle qui se présente les services qui lui sont offerts, les conditions d'hébergement, ainsi que les différentes modalités de paiement pour la pension, les frais reliés à l'hospitalisation et aux soins médicaux pour elle-même et son enfant. La jeune fille doit décider, le jour même, si elle accepte ces conditions, et c'est aussi l'occasion d'exprimer ses craintes et ses difficultés, puisque l'auxiliaire sociale étudie les situations particulières, cas par cas. Avant de reconduire la patiente dans l'aile des filles-mères, l'assistante sociale inscrit ses coordonnées dans les registres du service social Ste-Marie. Le quatrième étage était réservé aux « filles-mères ». Selon un témoignage recueilli, les pensionnaires attendaient la fin de leur grossesse, enfermées dans cet univers clos, sillonnant un long corridor situé entre la crèche et la sortie qui les conduisait vers la salle d'accouchement. Sœur Ste-Rose Marie, la première directrice du Service Social Ste-Marie, déclare que le problème immédiat de la mère célibataire est d'ordre physique, mais que le Service Social est là pour continuer la « réhabilitation d'ordre moral<sup>1</sup>. »

Depuis le début des années quarante, l'influence des psychologues dans les Écoles de Service Social incite certains chercheurs américains à s'intéresser à la cause des mères célibataires. Louise Lalonde rassemble le discours de plusieurs psychologues américains en rapport avec le diagnostic et le traitement réservés aux mères non mariées, entre 1940 et 1980<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> « L'hôpital Ste-Marie un des hôpitaux les plus moderne », *Le Nouvelliste*, p. 14.

<sup>2</sup> Louise Lalonde, *Le processus de deuil chez des mères qui ont confié leur enfant pour adoption et qui le recherche*, M.A., (Psychologie) Université de Montréal, avril 1988, p. 15.

Selon Lalonde, pendant toute la période, la mère célibataire est décrite comme une personne immature et irresponsable devant l'engagement que représente la garde de son enfant. Le désir de garder l'enfant est interprété par les psychologues comme un fantasme qui ne sert qu'à combler des besoins inassouvis. Les mères célibataires encore mineures qui refusent d'abandonner leur enfant sont considérées, par les hommes de sciences, comme des personnes névrosées à caractère compulsif. Les spécialistes des sciences sociales demandent aux travailleuses sociales d'influencer la décision de la jeune mère, pour qu'elle renonce à ses droits de garde sur l'enfant, le plus tôt possible pendant la grossesse. Les travailleuses sociales doivent également élaborer un plan d'action en accord avec la famille, dans le but de protéger l'avenir de l'enfant et de faciliter la réinsertion de la jeune fille dans son milieu<sup>3</sup>.

Andrée Lévesque dénonce, elle aussi, l'intolérance de la société patriarcale de l'entre-deux-guerres envers les déviantes et les non-conformistes. Elle affirme que cette violence sociale s'échelonna sur plusieurs décennies, pendant lesquelles l'image de la mère vertueuse est diffusée comme la seule avenue pour les femmes honorables<sup>4</sup>. Malheureusement, l'introduction des sciences sociales, dans la période de l'après-guerre, n'avait pas contribué à diminuer les tensions exercées envers les femmes enceintes d'une grossesse hors mariage. Mais, au contraire, elle oblige les mères célibataires à se soumettre aux exigences des sociétés d'adoption.

---

<sup>3</sup> Ibid. p. 25-34.

<sup>4</sup> Andrée Lévesque, *La norme et les déviantes* : Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres, Montréal, Remue-Ménage, 1989, p. 12.

Les communautés religieuses de Service Social ne comptent pas beaucoup d'effectifs dans l'aile des filles-mères. Les obédiences sont distribuées avec parcimonie. La directrice du Service Social assume les fonctions administratives du Service Social et du service d'adoption alors que la directrice de la crèche joue également un rôle de surveillante à la maternité<sup>5</sup>. Le caractère prédominant de leur influence ajoutée à l'ordre, à la discipline et au caractère sacré de leur vocation établissait une distance avec les patientes, comme une douce autorité qui impose le respect et l'obéissance de leurs protégées<sup>6</sup>.

### 1.1 L'accompagnement individuel

L'assistante de la Centrale diocésaine est responsable des entrevues et du suivi individuel avec chacune des patientes. Sa tâche consiste à refaire les liens interrompus avec la famille afin d'élaborer le plan d'avenir qui vise le meilleur développement de la mère et de l'enfant.

### 1.2 L'accompagnement de groupe

La travailleuse sociale de l'agence Ste-Marie se concentre sur la dynamique du groupe des mères célibataires et de leurs enfants à la crèche, mais les deux agences collaborent dans un esprit d'équipe et de concertation. Devant les pensionnaires, aucune critique ni aucune réflexion ne doit modifier le plan élaboré par l'assistante

---

<sup>5</sup> Loc. cit. *Rapport annuel des activités du Service Social Ste-Marie*, dans item salaire du budget 1<sup>er</sup> octobre 1955-30 septembre 1956.

<sup>6</sup> Loc. cit. *Rapport (1944-1954)*, p. 16.

diocésaine. Par contre toutes les confidences que la surveillante de groupe reçoit de ses pensionnaires, ainsi que tous les renseignements susceptibles d'influencer la situation de la mère non mariée doivent être rapportés à l'auxiliaire sociale du diocèse dans le but d'accélérer l'intégration de la patiente dans la société<sup>7</sup>.

### 1.3 Le placement en foyer nourricier

L'enfermement institutionnel est un choix difficile à faire, mais le bureau de l'agence Ste-Marie offre aussi la possibilité d'un placement en foyer nourricier principalement pour les jeunes filles sans protection, qui se présentent dès les premiers mois de leur grossesse. Certaines ont quitté leur milieu sans prévenir personne, d'autres ont été chassées de leur famille, alors que quelques-unes ont été dirigées par la Cour juvénile. Pendant le stage, l'assistante sociale de la Centrale diocésaine poursuit l'accompagnement individuel de chacune des personnes par des visites à domicile. Une collaboration étroite avec le Service Social Ste-Marie facilite le retour à l'hôpital tous les mois pour les examens médicaux et pour l'accouchement au terme de la grossesse<sup>8</sup>.

### 1.4 Les activités de groupe

Dans l'aile des filles-mères, 35 pensionnaires de tout âge, de toute race et de toute religion peuvent être accueillies pourvu que chacune puisse participer aux

---

<sup>7</sup> Loc. cit. *Rapport des activités du Service Social Ste-Marie*, (1956-1961), septembre 1956.

<sup>8</sup> Op. cit. Ste-Madeleine de la Croix, p. 10.

activités du groupe. L'espace n'est jamais surchargé et les pensionnaires ne se retrouvent jamais plus de deux ou trois par chambre. La vie de groupe implique une discipline qui peut apporter aux personnes délaissées, la sécurité d'un accompagnement constant. Un horaire, établi par la travailleuse sociale structure le temps de la journée par des activités qui reflètent les valeurs de la société traditionnelle.

<b>TABLEAU 3</b>
<b>Horaire de la journée au Service Social Ste-Marie 1948</b>
Lever 6h45, 5h45 le dimanche
Prière du matin
Déjeuner 7h30
Travail de 8h à 9h, ou 10h à 11h
Temps libre 9h30 à 11h00
Dîner 11h00
Temps libre 13h30 à 15h00
Souper 17h00
Récréation 18h30 à 21h00
Chapelet 19h15
Coucher 21h30

L'aumônier se consacre à l'enseignement de la liturgie et invite les filles à participer à la préparation de la messe et des sacrements. L'enseignement des cours de préparation au mariage, la pratique des tâches de la ménagère et de la petite épouse suggérait à ces adolescentes d'assimiler les vertus

essentielles de l'existence féminine.

Source : ASM, J18.1/g, *Rapport annuel des activités du service social Ste-Marie*, p. 2.

À l'époque, on dispensait aux jeunes filles de 15 à 17 ans, des cours d'art culinaire, de couture, de puériculture, d'horticulture et de psychologie, dans les écoles du Département de l'Instruction publique. En 1944, les Écoles Ménagères de la Mauricie recevaient plus de 3,000 élèves, après le cours primaire complémentaire. Cette formation était perçue comme l'entraînement nécessaire pour devenir une

bonne maîtresse de maison<sup>9</sup>. Les religieuses de Miséricorde souhaitent que les mères célibataires profitent également de cet enseignement.

En 1956, une nouvelle directrice du Service Social Ste-Marie sollicite des subventions auprès du Département de l'Instruction Publique pour la mise en place d'équipement et du matériel nécessaires pour les cours d'art culinaire et de couture. La directrice du Service Social est animatrice de groupe et responsable de la préparation des repas selon une diète recommandée pour la grossesse par les principes d'hygiène alimentaire. Ces repas sont apprêtés dans un esprit communautaire et seront servis dans une salle à manger réservée aux pensionnaires. Les mères célibataires invitent parfois la supérieure de la communauté ou d'autres religieuses à se joindre à elles, suivant les règles de la bienséance.

Dans leur temps libre, les mères non mariées font du tricot, mais périodiquement un professeur laïque du Département de l'Instruction Publique donne des cours de coupe et couture. Ce professeur laïque guide les filles dans la confection des vêtements que quelques-unes porteront pendant leur séjour<sup>10</sup>. L'esprit d'équipe est le principe fondamental du Service Social, mais les pouvoirs dominateurs de la travailleuse sociale diocésaine sur l'avenir de la mère célibataire et de son enfant contredisent les effets positifs de la créativité et de l'éveil à la conscience de soi.

---

<sup>9</sup> Albert Tessier, « Les écoles ménagères comptent deux fois plus d'élèves qu'en 1941. », *Le Nouvelliste*, 27 décembre 1944, p. 3.

<sup>10</sup> Loc. cit. *Rapport annuel des activités du Service Social Ste-Marie*, 8 octobre 1957.

### 1.5 Les tâches des mères célibataires

L'entretien du département est la première tâche que la travailleuse sociale remet sous la responsabilité des pensionnaires. Dans tous leurs témoignages, les mères biologiques ont approuvé le travail d'entretien ménager, l'époussetage et le balayage que la maîtresse du département exigeait d'elles. « Nous étions des jeunes filles tellement tristes et désœuvrées, qu'il fallait nous occuper à de menus travaux, qui ne dépassaient jamais nos capacités. » Pour le grand ménage des planchers et des corridors, une femme de confiance était engagée à temps plein.

Autrefois, les jeunes filles travaillaient gratuitement pendant plusieurs mois à la crèche après leur convalescence, pour payer la pension et les frais médicaux entourant l'accouchement. Depuis l'embauche des femmes dans les usines de guerre, les jeunes filles quittent rapidement l'hôpital pour trouver un emploi sur le marché du travail. Souvent les dettes restent non payées, et des employées salariées doivent les remplacer. Un autre grand combat s'amorce pour plusieurs années, avec l'inspecteur de l'Assistance publique, avant d'obtenir des allocations de service suffisamment élevées pour l'embauche d'un personnel salarié plus compétent et plus nombreux. En 1945, le Département de l'Assistance publique acceptait de verser \$42 dollars, au lieu de \$20, pour l'accouchement et les services prénataux, alors que les religieuses estimaient à \$50 dollars, les frais de la pension et de l'accouchement pour chacune des pensionnaires. Après le déménagement de l'hôpital général sur le boulevard du



Carmel des stagiaires, en puériculture, garantissaient une présence à la crèche pendant l'année scolaire. Mais, suivant le témoignage des religieuses, le passage fréquent des étudiantes étrangères insécurisait les enfants. Après cette expérience, trois aides-maternelles avaient été engagées à temps plein, auprès des enfants illégitimes.

Dans les années 1950, à chaque année, de trois à cinq patientes choisissent de payer \$5 dollars par jour pour une chambre privée et \$30 dollars pour les soins médicaux, en plus des frais supplémentaires pour les analyses de laboratoire, les taxes et les médicaments. Le montant devait être payé à l'avance à chaque semaine. Mais presque la totalité des patientes choisissent d'occuper les salles publiques, pour une entière gratuité avant l'accouchement. Si la fille ne peut prouver l'état d'indigence dans laquelle elle se trouve, elle doit déboursier \$52 dollars pour l'accouchement et les services prénataux, et encore \$50 dollars pour l'admission de l'enfant à la crèche<sup>11</sup>. Pour l'année 1954, sur 11,058 jours au Département public, 3,589 jours ont été défrayés par le gouvernement et les patientes. Pour la différence des 7,469 jours, les religieuses acceptent encore les services de la patiente comme dédommagement<sup>12</sup>

Ce travail remplit quelques heures dans la journée et toutes les instructions sont clairement définies : à la cuisine de diète, pour la préparation des plateaux du déjeuner, du dîner et du souper. À la grande cuisine, le travail comprend le lavage de la vaisselle, la préparation du pain, du beurre et des légumes. Au réfectoire des sœurs,

---

<sup>11</sup> Op. cit. Sœur Ste-Madeleine de la Croix, p.10.

<sup>12</sup> Loc. cit. J18.1/h, *Statistiques générales annuelles (1954-1963)*, recensement des filles-mères au 1<sup>er</sup> janvier 1954.

une pensionnaire lave les tables, la vaisselle et balaye le plancher. Au laboratoire de lait, les filles stérilisent les bouteilles et les sucs<sup>13</sup>

Autrement, le programme récréatif était bien rempli : bingo, partie de carte, séance cinématographique, soirée musicale, bibliothèque, radio et des fêtes. Dans les rapports annuels on note un dépouillement d'arbre de Noël. Mais pour quelques-unes la communication avec leurs compagnes se résumait à l'essentiel, elles préféraient le silence et la solitude.

## 2. L'administration

L'administration du Service Social est un secteur indépendant de la gérance de l'Hôpital Ste-Marie, mais tout aussi indispensable pour la gestion du personnel, l'organisation des activités et la conservation des dossiers. En 1954, la directrice du Service Social Ste-Marie, Sœur Ste-Thérèse de l'Enfant Jésus utilise les nouvelles méthodes de statistiques pour mieux faire connaître le profil de la mère non mariée admise à l'Hôpital Ste-Marie depuis 1944<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> Loc. cit. *Rapport des activités du Service Social Ste-Marie*, (1956-1961), Horaire du travail. p. 4.

<sup>14</sup> ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Statistique générales de dix ans (1944-1954)*, plusieurs données concernant le profil des filles-mères et l'organisation du Service Social ont été tirées de ce rapport.

## 2.1 Le nombre des admissions

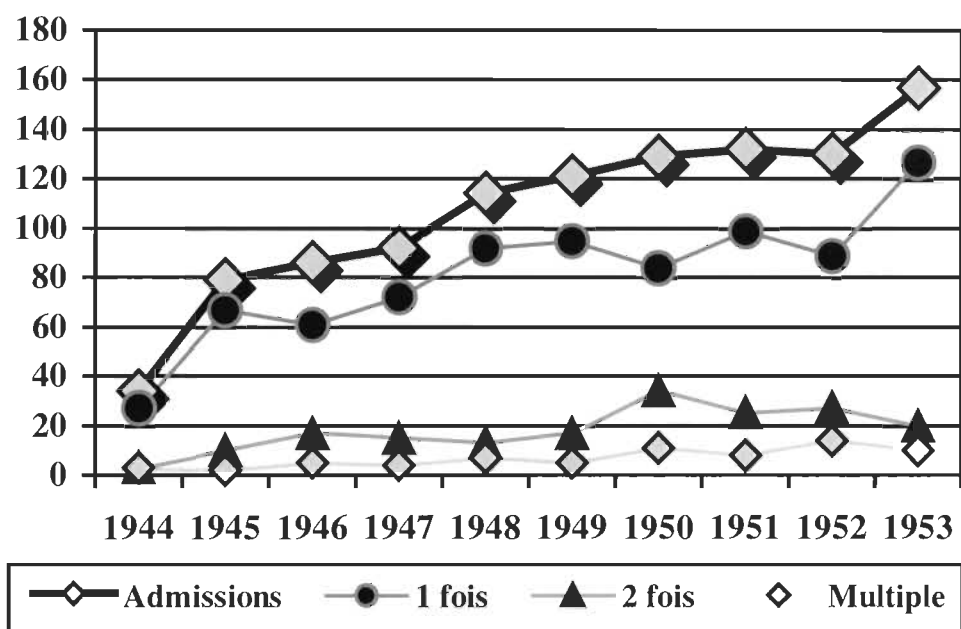
Le nombre des admissions au Service Social Ste-Marie, entre 1944 et 1954 reflète la violence sociale exercée contre les mères célibataires. L'augmentation est constante et encore plus marquée au moment de la croisade contre l'immoralité<sup>15</sup> qui correspond au temps du déménagement dans la nouvelle construction sur le boulevard du Carmel. Cependant à l'intérieur de l'Église, des critiques accusent les Sœurs de Miséricorde d'encourager le vice par la protection qu'elles assurent aux enfants illégitimes<sup>16</sup>, mais les institutions de charité ont au moins permis d'éviter l'infanticide et d'autres situations aussi difficiles que l'inceste pour certaines filles.

---

<sup>15</sup> Les évêques de Montréal, Québec, Ottawa et Rimouski avaient publié, dans tous les journaux de la province, une lettre pastorale pour condamner les valeurs matérialistes qui envahissaient toutes les classes de la société. « Lettre pastorale des évêques sur la moralité » *Le Nouvelliste*, 27 mai 1946, p. 3. L'Église réclamait une éducation populaire, des règlements, des lois et une action catholique concertée pour combattre le péché de la chair et la limitation des naissances. Les évêques soulignent le caractère général et officiel de cette campagne de la pureté dans les réunions mondaines et dans tous les lieux publics, comme les ateliers, les rues, sur la plage, dans les salles de danse, au cinéma, au théâtre, à la radio et sur les panneaux réclame. Dans tous les endroits en dehors du cadre traditionnel de la famille et de la paroisse, la croisade contre l'immoralité exerçait un contrôle. La censure mettait des livres, des revues étrangères et des illustrées à l'index.

<sup>16</sup> L'abbé Victorin Germain, dans abbé Charles-Édouard Bourgeois, « Une richesse à sauver : l'enfant sans soutien, thèse Ph. D. (Sciences Sociales) Université d'Ottawa, Trois-Rivières, Bien public, 1947, p. 27.

**FIGURE 3 : Les filles-mères**  
**Admises au Service Social Ste-Marie**  
**Du 1<sup>er</sup> janvier 1944 au 1<sup>er</sup> janvier**



Source : ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Rapport (1944-1954)*, p. 19-20.

Au Service Social Ste-Marie, entre 1944 et 1954, le nombre des mères célibataires à l'admission démontre une augmentation de 34 à 157 patientes par année. Mais parmi les 1074 filles admises lors de cette période, 181 récidivent. Ce nombre représente 24 % de la population des mères célibataires, une proportion assez stable calculée pour toute la durée. Il en est de même pour le nombre des multipares estimées à 69 et représentant 6 % du total des patientes. La religieuse ne condamne pas ces filles, car habituellement ces dernières ne reçoivent aucun soutien de leur entourage, le pardon étant plus facile à recevoir lors de la première grossesse<sup>17</sup>. Les multipares sont identifiées à des veuves et à des femmes mariées qui ont déjà accouché d'enfants légitimes lors d'un premier mariage, mais certaines religieuses considèrent une autre catégorie : « les habituées, les faibles d'esprit qui ne sont pas en mesure de profiter pleinement de l'influence du Service Social<sup>18</sup>.»

Pour la même période la maternité catholique des Sœurs de Miséricorde à Montréal reçoit en moyenne 900 filles par année, dont 50 % viennent des régions<sup>19</sup>. En 1951, on rapporte 39 femmes admises en provenance du diocèse de Trois-Rivières et 36 femmes du diocèse de Nicolet<sup>20</sup>.

---

<sup>17</sup> Op. cit. Sœur Ste-Madeleine de la Croix, p.29.

<sup>18</sup> ASM, J18.1/h, Service social Ste-Marie de Trois-Rivières, Sœur Ste-Thérèse de l'Enfant Jésus, *rapport 1944-1954*, p. 20.

<sup>19</sup> ASM, *La Miséricorde de Montréal*, statistiques : 1942-1952. p. 7.

<sup>20</sup> Ibid. p. 19.

## 2.2. Les occupations des mères célibataires

En 1943, la participation du Canada à l'effort de guerre avait employé jusqu'à 419,000 femmes dans les usines de guerre et l'on annonçait dans les pages du *Nouvelliste*, un besoin urgent des « héroïnes canadiennes-françaises » pour un travail à temps plein<sup>21</sup>.

À Trois-Rivières, le modèle de la famille traditionnelle destine la femme à la maternité, à l'éducation des enfants et aux travaux ménagers à l'intérieur de la sphère domestique, alors que l'homme est l'unique pourvoyeur. Mais depuis le 12 septembre 1942, l'enregistrement national des femmes de 20 à 24 ans, mariées ou célibataires, était devenu obligatoire pour remplacer les hommes partis aux combats, sauf pour les pensionnaires des hôpitaux, les aliénées, les membres des ordres religieux et celles qui possèdent déjà un emploi assurable et des cartes d'assurance-chômage.

L'Église critique cette réglementation d'autant plus qu'en 1941, une enquête commune des Associations ouvrières catholiques, la JOC et la LOC, sur le travail juvénile dans la province de Québec dénonçait l'embauche des enfants de quatorze,

---

<sup>21</sup>Nous connaissons cette description de la condition des femmes au travail pour l'effort de guerre : « Usine de guerre besoin de 1,500 femmes » Le 8 juillet 1943, *Le Nouvelliste*, p. 4 : Chambre et pension à 25 milles de Montréal. Salaire \$86.00 par mois ou bien \$0.43 cents de l'heure, 48 heures par semaines. Augmentation jusqu'à \$0.60 cents de l'heure, la norme est de \$0.48 cents de l'heure. Logement sur place deux filles par chambre, \$7.50 par semaine. Patron affable, chapelle, messe du dimanche et messe de minuit. Divertissement : Cinéma, tennis, salle de récréation et salle de danse. 25 trifluviennes y travaillent déjà. »

quinze et seize ans dans les usines de guerre<sup>22</sup>. Les preuves sont accablantes, pour Trois-Rivières et les environs, mais plus particulièrement pour les grandes compagnies Wabasso et CIP qui profitent toutes les deux d'importants contrats accordés par la défense nationale. Simultanément, Charles-Édouard Bourgeois dénonce l'augmentation du nombre des mères célibataires dans le diocèse de Trois-Rivières à cause du travail juvénile dans le milieu manufacturier. La mixité des ateliers et la proximité avec des jeunes gens de tous les milieux exposent les jeunes filles à de mauvaises fréquentations.

Deux graphiques nous permettent d'observer la provenance et l'occupation des mères célibataires dans le diocèse de Trois-Rivières entre 1942 et 1943. Le premier graphique démontre que le plus grand accroissement du nombre des filles-mères de tout le diocèse se situe dans la ville de Trois-Rivières. Une agglomération qualifiée de centre de service et de ville industrielle qui regroupe tous les emplois aptes à recevoir des femmes sur le marché du travail, sauf pour quelques institutrices qui se retrouvent isolées dans les petites villes et les villages, en périphérie du centre urbain.

---

<sup>22</sup> Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État providence*, Presses de l'Université de Montréal, 1998, p. 31.

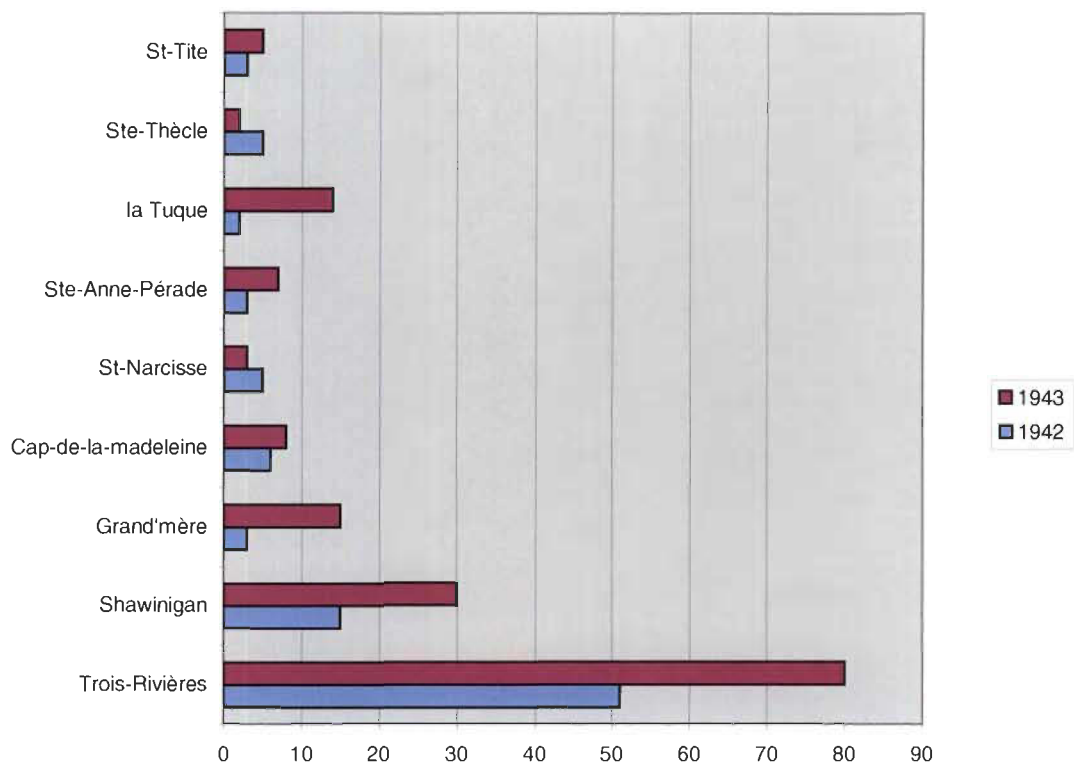


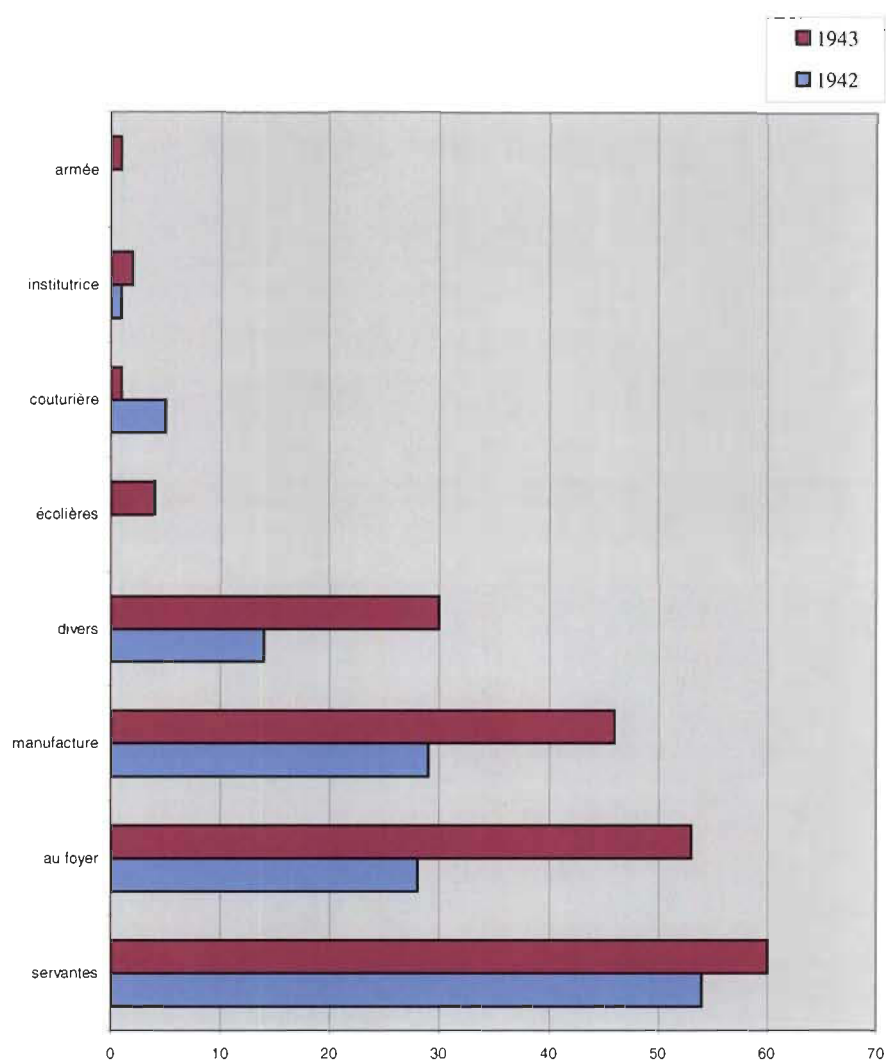
Figure 4 : Provenance des mères célibataires du diocèse de Trois-Rivieres, en 1942-43

**Source** : AETR, L'abbé Ch-É Bourgeois, Rapport annuel de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien, 1943, 3p.

Le deuxième graphique indique que l'augmentation des mères non mariées occupées aux travaux domestiques est plus nombreuse que celle des ouvrières. Nous pouvons dire qu'en 1942, les filles dépendantes des travaux domestiques sont plus souvent exposées à des relations sexuelles illégitimes à l'intérieur de la maison privée. Cette



catégorie représente aussi un groupe à très faible revenu en marge du travail productif des manufactures.<sup>2</sup>



**Figure 5 : Professions des mères célibataires  
du diocèse de Trois-Rivières en 1942-43**

Source : AETR, l'abbé Ch-É Bourgeois, Rapport annuel de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien, 1943, 3p.

<sup>2</sup> AÉTR, *Rapport annuelle de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien, 1942-1943*, le 5 février 1944 par Charles-Édouard Bourgeois.

En 1941, 59 % des filles de la province restent à la maison pour aider leur mère. Les filles doivent être scrupuleusement surveillées et rester sous la tutelle de leur père jusqu'à la majorité, car leur maturité sera reconnue seulement par le statut de la femme mariée. En 1943, un an avant l'entrée en vigueur de la loi de l'obligation de la fréquentation scolaire, 40 % des enfants de 14 ans et 60 % des enfants de 15 ans ne sont pas inscrits à l'école<sup>24</sup>. Après le cours primaire l'instruction est un privilège que ne peuvent s'offrir les familles nombreuses. Les collèges ne sont pas accessibles gratuitement et suivant la mentalité bourgeoise des législateurs, des inspecteurs et des curés, l'éducation des garçons prime celle des filles.

Malgré l'évolution de la société industrielle, la tradition demandait aux femmes de se dévouer entièrement à la maternité. Un fort sentiment d'appartenance à la famille retenait les filles au foyer, près de leur mère, prêtes à la remplacer pour les tâches ménagères et le gardiennage. Mais personne ne défendait l'éducation des filles dans les milieux défavorisés. Elles devenaient plus serviables qu'une domestique et irremplaçables lorsque la mère de famille quittait la maison pour travailler à l'usine, afin de profiter d'un travail plus rémunérateur. Sur la ferme, un père pouvait aussi confier à sa fille de lourdes responsabilités, et l'on pouvait s'attendre à ce que la maladie de l'un ou l'autre des parents ou des proches oblige les filles de familles nombreuses à s'occuper de la maisonnée<sup>25</sup>. Les allocations du gouvernement fédéral encourageaient les familles à respecter la nouvelle loi sur l'obligation de la fréquentation scolaire. Mais, dans la province de Québec le régime salarial (en

---

<sup>24</sup> Ibid. p. 205.

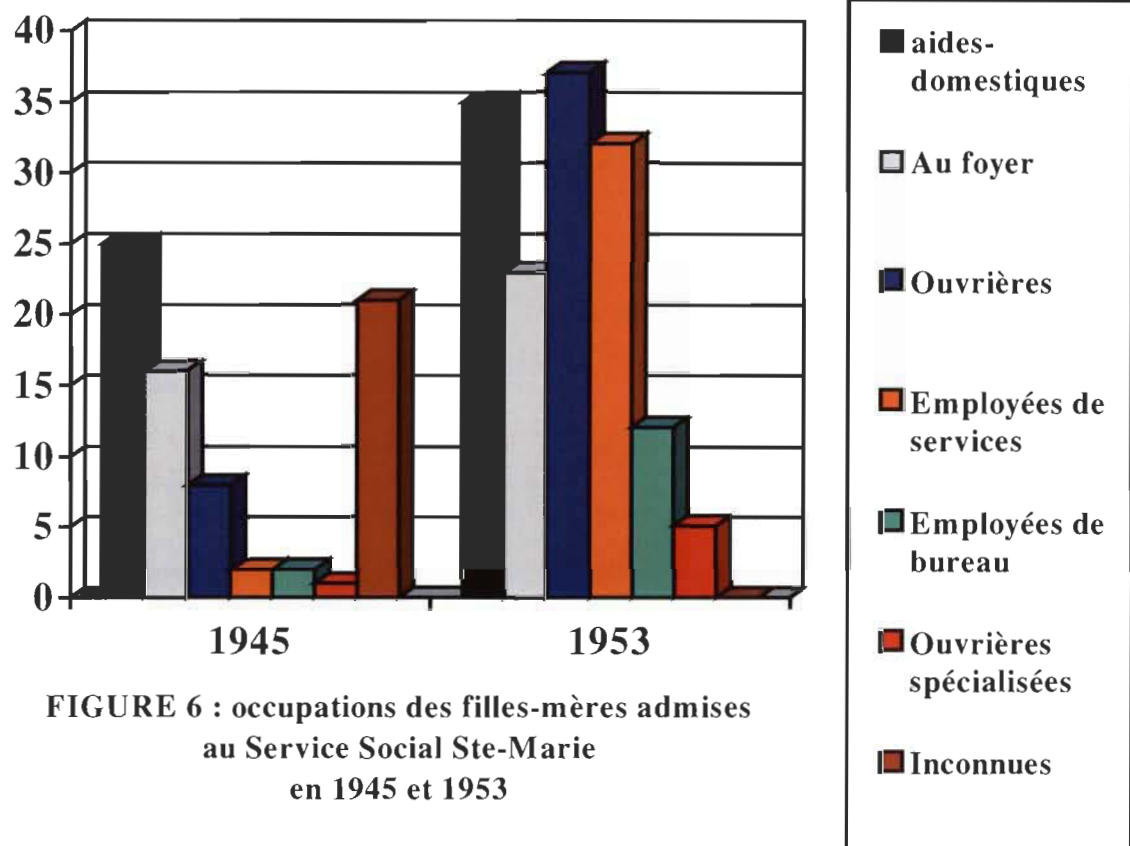
<sup>25</sup> Ibid. p. 227.

moyenne de \$30 dollars par semaine) ne répondait plus aux besoins des familles nombreuses, surtout avec l'augmentation de 16% du coût de la vie depuis le début de la guerre<sup>26</sup>. Après avoir servi les siens pendant quelques années, la fille devait quitter la maison paternelle et travailler comme aide-domestique dans une autre famille, avant de se diriger vers l'usine, puisque dans les commerces et les manufactures le travail juvénile était surveillé de plus près par les inspecteurs et les travailleuses sociales. Les enfants ne restaient pas longtemps à la charge des parents, pour que ces derniers puissent être soulagés d'une bouche à nourrir ou bénéficier d'un revenu supplémentaire.

La pauvreté enfermait un grand nombre de jeunes filles dans la marginalité puisqu'elles étaient privées de tous les avantages que procurait une bonne formation. Évidemment, ces longues périodes d'absence à l'école aggravaient les retards dans l'apprentissage; les mauvaises notes et la crainte d'être ridiculisées contraignaient les filles à quitter l'école prématurément.

---

<sup>26</sup> Op. cit., Dominique Marshall, p. 233.



Sources : ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Rapport (1944-1954)*, p. 24.

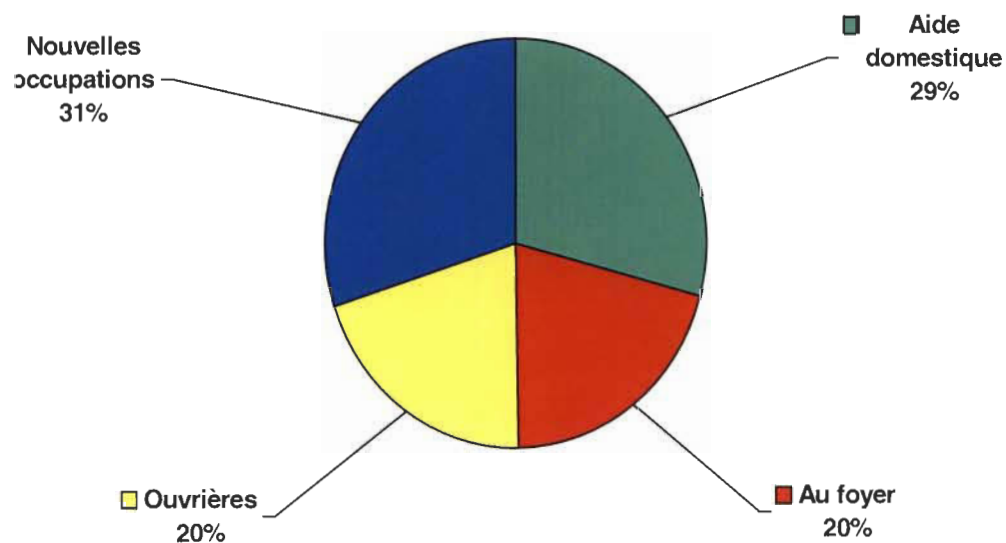
En 1945, la majorité des mères célibataires sont des personnes qui se retrouvent dépendantes du travail domestique, comme filles au foyer et aides-domestiques. Huit ans plus tard, les mères célibataires sont toujours nombreuses à travailler dans les maisons privées ; nous retrouvons 35 aides-domestiques et 23 filles au foyer, mais avec le développement de l'industrie plus de la moitié occupent des emplois à l'extérieur du foyer, 37 sont ouvrières, alors que 32 sont filles de service. Les 12 filles de bureau et les 5 ouvrières spécialisées plus instruites comptent parmi les exceptions.

Entre 1944 et 1954, 49 % des filles vivent toujours dans les mauvaises conditions qu'offre le travail domestique, en marge des normes de la production. Mais la société se transforme, 20 % sont présentes dans le milieu manufacturier, tandis que pour 31 % d'entre elles l'industrialisation permet l'accès au marché du travail non seulement pour la fabrication des produits finis, mais également pour une diversité de nouveaux emplois<sup>27</sup> : sténodactylos, commis de bureaux de l'école commerciale, vendeuses des grands magasins à rayon et filles de table dans les hôtels et les restaurants. En 1953, la catégorie des emplois inconnus est complètement disparue.

---

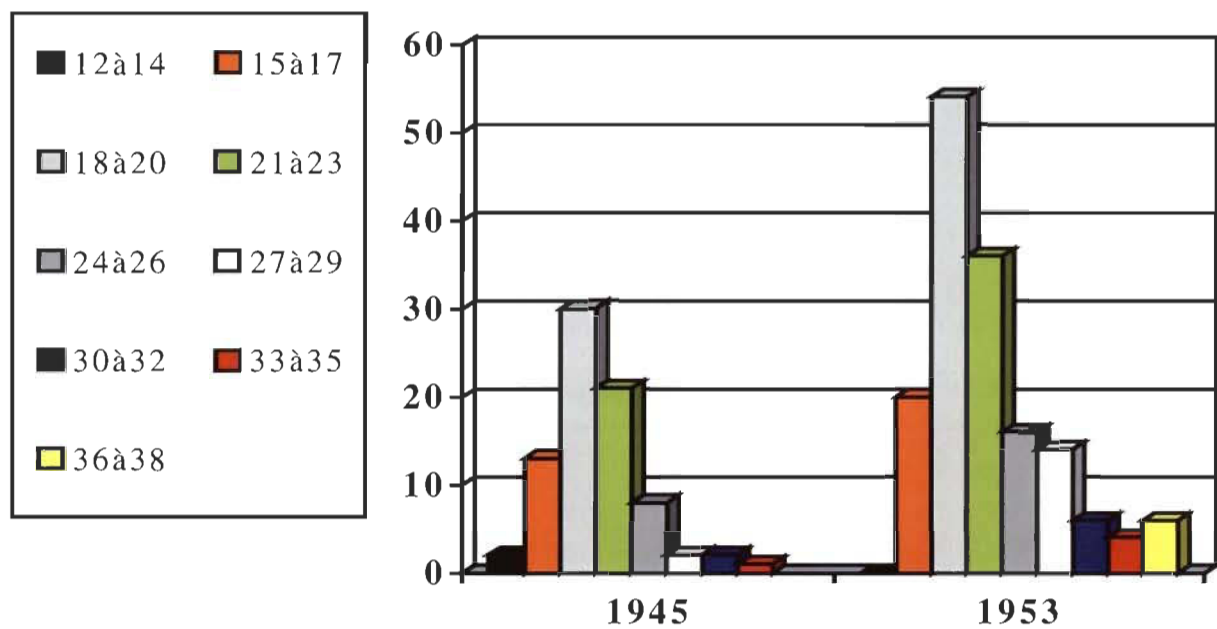
<sup>27</sup> Danielle Juteau et Nicole Laurin Frenette, « Un métier et une vocation », Presses de L'Université de Montréal, 1997, p. 216.

**FIGURE 7 : Répartition, selon l'occupation,  
des 1, 074 filles-mères  
admises au Service Social Ste-Marie  
1944-1954**



Sources : ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Rapport (1944-1954)*, p. 24.

### 2.3. L'âge des mères célibataires



**FIGURE 8 : L'âge des filles-mères admises  
au Service Social Ste-Marie  
en 1945 et en 1953**

Source : ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Rapport (1944-1954)*, p. 21.

Les Sœurs de Miséricorde sont des femmes d'Église et des travailleuses sociales qui cherchent à répandre les nouvelles notions de psychologie de l'enfance et de l'adolescence dans les familles<sup>28</sup>. Elles souhaitent que pour les parents, l'adolescence devienne une période démarquée de l'âge adulte et de l'enfance avec des besoins particuliers au niveau de l'habillement, de l'habitation, de la sociabilité, de la sécurité affective et de l'instruction. Dans les familles les adolescentes partagent souvent les très lourdes responsabilités parentales, mais leur ignorance sur les rapports sexuels, est égale à celle des enfants

Plus de la moitié des mères célibataires rencontrées à l'Hôpital Ste-Marie, en 1945 sont des filles de moins de 21 ans. À cette période puisque l'on désigne l'âge de maturité à 21 ans, nous pouvons affirmer que la mère non mariée attachée aux travaux ménagers, à l'intérieur de la maison privée, est une jeune fille mineure ou proche de ce groupe d'âge plutôt passive et susceptible d'être contrainte à des relations sexuelles illégitimes. En 1953, même si les douze et quatorze ans disparaissent ou n'apparaissent que sporadiquement dans les statistiques, le groupe des filles mineures avait doublé. Cependant, nous pouvons observer que les 21 ans et plus ont également augmenté. L'introduction des principes de la psychologie de l'enfance contribue certainement à transformer l'attitude des parents. Mais nous insistons sur l'influence que peut exercer sur l'autonomie des enfants de l'après-guerre : l'obligation de la fréquentation scolaire, les allocations familiales que recevaient les parents, la diversité des emplois et des lieux de sociabilité. Pendant les

---

<sup>28</sup> Sœur Ste-Mechtilde, *La fille-mère et ses problèmes sociaux*, M.A. (Service social) Université de Montréal, avril 1946, p. 125.



années cinquante, tous ces avantages permettent aux enfants d'acquérir plus d'indépendance et de liberté. La société de consommation stimule le choix personnel et la subjectivité au détriment des activités traditionnelles en paroisse et dans la parenté. Ainsi, de 1944 à 1954, la plus grande proportion des filles-mères se situe, pour 60 %, entre 18 et 23 ans, ce qui correspond à l'âge des fréquentations et de la sociabilité.

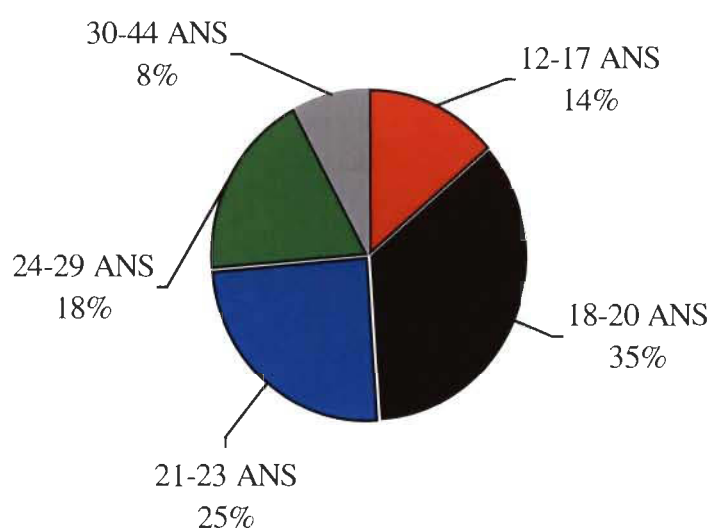


Figure 9 : Répartition, selon l'âge, des mères non mariées admises au Service social Ste-Marie 1944-1954

Sources: Ibid. ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Rapport (1944-1954)*, p. 21.

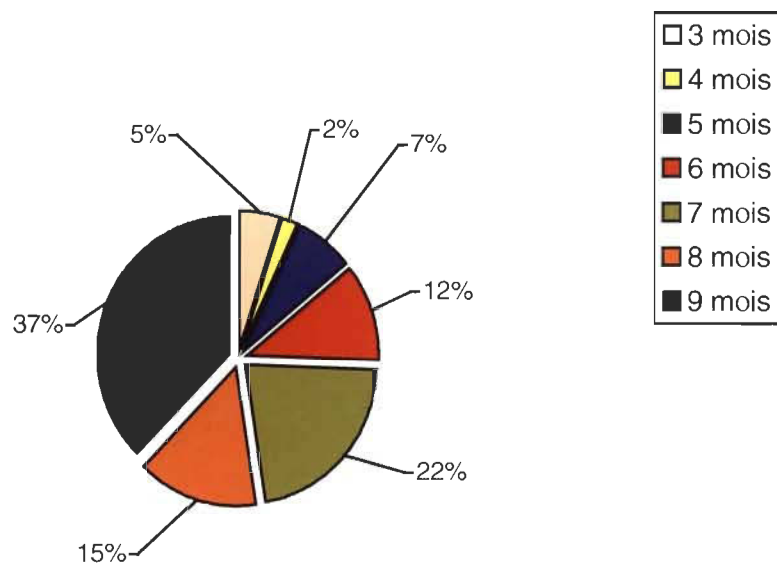
## 2.4 La période de grossesse à l'admission

Chez les Sœurs de Miséricorde l'accueil inconditionnel représente 22 % des admissions, ce qui signifie qu'un grand nombre de mères célibataires se présentent seule et sans référence à leur agence. De plus, dans le réseau institutionnel régional et provincial, beaucoup d'intervenants reconnaissent l'expertise des sœurs de Miséricorde et partagent les valeurs qu'elles soutiennent.

En 1959, on note que pour 162 admissions, des références ont été données : 25 % par des médecins et 21 % par des agences de Service Social à Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan, La Tuque, Louiseville, Drummondville, Sorel et Joliette, encore 14% sont référées par des prêtres, 9 % par les parents et les amis, 4 % par la Cour du Bien-Être Social, de Montréal, de Québec et Trois-Rivières. et une seule par les Sœurs de Miséricorde à Montréal.<sup>29</sup> Les filles qui se présentent au Service Social doivent accepter de se soumettre aux conditions d'hébergement, sans y être forcées, sauf pour celles dont la Cour Juvénile avait imposé l'assistance. Autrement, pour la majorité, les filles obéissent à l'autorité de leurs parents qui les contraignent de cacher leur grossesse. Mais, pour celles qui ont atteint l'âge adulte, elles peuvent en tout temps quitter les lieux et mettre fin à leur engagement.

---

<sup>29</sup> Loc. cit. J18.1h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Statistiques générales annuelles*, patientes référées, 1959.



**FIGURE 10 : Période de grossesse à l'admission,  
pour 1953**

**Source :** ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Rapport (1944-1954)*, p. 36.

Quoique toutes les filles aient besoin de soins en obstétrique, plusieurs passent seulement quelques semaines entre les murs de l'institution, alors que la majorité aura besoin de protection pendant plusieurs mois avant l'accouchement. Lorsque le secret de la grossesse est impossible à garder, l'admission se fait très tôt, 7 % se présentent au premier et deuxième mois de leur grossesse. Mais un grand nombre attend le cinquième, sixième ou septième mois lorsque la grossesse est plus apparente

et que de graves problèmes d'incompréhension obligent la mère célibataire à s'éloigner de son milieu familial et de son milieu de travail

## 2.5 Le père naturel

Les religieuses sont unanimes à considérer les pères naturels comme « des beaux parleurs » qui ne tiennent pas leurs promesses, promesse de mariage d'abord et promesse de payer les frais de l'accouchement par la suite. En 1953, seulement 29 sur 157 avaient entièrement défrayé les religieuses et 15 y avaient partiellement participé. Elles reconnaissent, cependant, que ces jeunes hommes ont également besoin d'aide. Dans la plupart des cas, le père naturel est célibataire et du même âge que sa compagne. La majorité représente des ouvriers spécialisés et des journaliers. Par contre, si nous regroupons les hommes de service, les professionnels, les industriels et les commerçants dans une troisième catégorie, ils représentent le plus grand nombre.

## 3. La crèche

Nous avons montré que la majorité des mères célibataires admises au Service Social Ste-Marie sont des mineures ou proche de ce statut, que le plus grand nombre en sont à leur première expérience de maternité et même si généralement les mères non mariées sont représentées sur le marché du travail dans les emplois de bas salaire, les religieuses peuvent confirmer que celles-ci proviennent de toutes les classes de la société et que la pauvreté est une conséquence de l'intolérance de la société à l'égard

de la grossesse hors mariage et des relations sexuelles interdites qui doivent être cachées. Ainsi, un grand nombre des mères célibataires qui se présentent au Service Social Ste-Marie ont besoin d'un soutien matériel, physiologique et psychologique.

En 1946, toutes les crèches de la province sont pleines à déborder. L'abbé Bourgeois fait paraître dans *Le Nouvelliste*, des photos d'enfants et un slogan « J'attends une maman » afin de solliciter des parents pour l'adoption des enfants abandonnés à la crèche Gamelin de l'Hôpital St-Joseph et à la crèche de l'Hôpital Ste-Marie.

**Figure 11 : Placement des enfants à la crèche Ste-Marie  
entre 1944 et 1954**



Source : ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Rapport (1944-1954)*, p. 32.

L'adoption est une institution légale. Depuis 1925, les enfants illégitimes peuvent être honorés des mêmes droits que les enfants légitimes devant les tribunaux, par le consentement des parents adoptifs. Les religieuses avouent que, pour beaucoup, cette option est préférable dans une société catholique comme celle de Trois-Rivières. Puisque le plus grand nombre des filles-mères, rencontrées à l'Hôpital Ste-Marie, sont des filles mineures, elles doivent garantir la sécurité matérielle et morale de leur enfant par un répondant, un seul, autrement la garde de l'enfant leur était refusée<sup>30</sup>. Par ailleurs, pour une période de deux mois après l'accouchement, la pension de l'enfant est gratuite pour permettre à la mère célibataire de réfléchir sur sa décision. Après cette période si elle n'est pas prête à recevoir l'enfant, elle doit y renoncer et le confier à la société d'adoption de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien. Au contraire, si elle conserve l'autorité parentale, elle devient responsable de son entretien. Cette pension peut se calculer avec le montant des allocations familiales perçues par l'institution. Pour une pension de \$10 dollars par mois, il ne reste que seulement quelques dollars à débours<sup>31</sup>. Mais, s'il arrive que la mère ne donne plus de nouvelles pendant plusieurs mois, six mois au maximum, alors les religieuses considèrent que la mère aura abandonné l'enfant. Sur les 74 enfants sortis avec leur mère, 49 sont revenus à la crèche dans la même année. Les enfants plus âgés qui n'ont pas trouvé de parents adoptifs sont dirigés vers d'autres institutions. L'Orphelinat du Rosaire, fondée en 1930, au Cap-de-la-Madeleine reçoit les garçons de deux à six ans à l'école maternelle et l'Orphelinat St-Joseph reçoit les filles, tandis qu'un petit nombre d'enfants handicapés physiques et mentaux sont confiés à des

---

<sup>30</sup> Loc. cit. *Le Nouvelliste*, 1<sup>er</sup> octobre 1948, p. 14.

<sup>31</sup> Op. cit. Sœur Ste-Madeleine de la Croix, p. 7.

foyers nourriciers, pour obtenir un meilleur suivi par le Service Social diocésain. Le clergé privilégie la garde des enfants abandonnés dans les institutions alors que le foyer familial est définitivement réservé pour les adoptions légales.

À l'Hôpital Ste-Marie, la directrice de la crèche peut accueillir une centaine de bébés. Cette religieuse est infirmière diplômée, mais la crèche ne dispose pas d'un service pédiatrique particulier. Entre 1944 et 1954, sur un total de 1,223 admissions, 115 enfants sont décédés. Près de 60 % des décès surviennent, à la suite d'une naissance prématurée, de malformations congénitales et de traumatismes dus à l'accouchement, alors qu'un nombre plus restreint d'enfants meurent d'infection des voies respiratoires, de troubles gastro-intestinaux et de maladies infectieuses. Tous les enfants décédés ont moins de trois mois et 31 sont morts en moins de 48 heures après l'accouchement.

En 1954, des améliorations sont attendues. La majorité des enfants naissent au Service Social Ste-Marie, mais le quart des enfants arrivent de l'extérieur où des mères célibataires du diocèse avaient accouché : 17 viennent des foyers privés du diocèse de Trois-Rivières, 7 de la maternité privée de Mme veuve S.D. Couture de Trois-Rivières, et 20 proviennent des autres établissements du diocèse : l'Hôpital St-Joseph, la pouponnière de l'Hôpital Ste-Marie, le Sanatorium Cook, l'Hôpital Ste-Thérèse de Shawinigan, le Joyce Mémorial de Shawinigan, l'Hôpital Cloutier de Cap-de-la-Madeleine, l'Hôpital St-Joseph à La Tuque et de l'Hôpital Laflèche de Grand-Mère. Deux enfants proviennent des autres diocèses de la province, de l'Hôtel-Dieu

d'Arthabaska et un seul de la crèche de la Miséricorde à Montréal,<sup>32</sup> et aucun des autres provinces canadiennes. En 1956, l'exiguïté des lieux est encore un inconvénient. Aux yeux de l'abbé Bourgeois, le problème des naissances illégitimes représente l'un des plus graves problèmes sociaux de l'après-guerre. Le Bureau Fédéral des Statistique apporte le même constat sur le taux des naissances illégitimes<sup>33</sup>.

TABLEAU 4					
Pourcentage des naissances illégitimes parmi les naissances vivantes au Canada 1921 à 1965					
Année	%	Année	%	Année	%
1921-25	2.2	1944	4.2	1955	3.8
1926-30	3.0	1945	4.5	1956	3.9
1931-35	3.6	1946	4.1	1957	4.0
1936	3.9	1947	4.0	1958	4.0
1937	3.9	1948	4.3	1959	4.2
1938	4.0	1949	3.9	1960	4.3
1939	3.9	1950	3.9	1961	4.5
1940	3.9	1951	3.8	1962	4.8
1941	4.0	1952	3.8	1963	5.3
1942	4.1	1953	3.8	1964	5.9
1943	4.1	1954	3.9	1965	6.7

Source : Jacques Henripin, *Éléments de démographie*, Université de Montréal, 1973.

En 1945, dans le journal de Trois-Rivières on déplore la montée des valeurs matérialistes qui cause une baisse importante de natalité au Canada, en Angleterre et aux États-Unis. Inversement, nous pouvons remarquer que l'année 1945 représente le plus haut taux des naissances illégitimes depuis 1921-25, au Canada.

<sup>32</sup> Loc. cit. J18, 1/h, *Statistiques générales annuelles (1954 – 1963)*, « Enfants admis pendant l'année » 1<sup>er</sup> janvier 1954.

<sup>33</sup> Jacques Henripin, *Éléments de démographie*, Université de Montréal, 1973, p. 332.



Même si l'augmentation se maintient entre 1921 et 1945, nous observons une baisse significative entre 1946 et 1960, période identifiée à la croisade contre l'immoralité déclenchée dans la province de Québec plus fermement que dans les autres provinces canadiennes, et renforcée par une politique familiale. Quoique le nombre absolu des naissances illégitimes présente une augmentation continue, entre 1940 et 1970, le taux des naissances illégitimes est à la baisse entre 1940 et 1960. De 3.5 en 1940, le taux descend jusqu'à 2.9, en 1945, pour se maintenir stable jusqu'en 1955 et ensuite remonter graduellement et dépasser le 3.5, pendant les années soixante.<sup>34</sup>

TABLEAU 5

Naissances illégitimes au Canada						
	1931		1941		1943	
	Nbr	Taux	Nbr	Taux	Nbr	taux
Québec	2450	2,9	2646	3,0	3196	3,2
Ontario	2773	4,0	3384	4,7	3714	4,6
Autres Provinces	3142	3,6	4071	4,3	4520	4,4

En comparant les taux des naissances illégitimes au Québec, avec ceux de l'Ontario et des sept autres provinces canadiennes, pour les années 1931, 1941 et 1943, l'abbé Bourgeois remarque des taux

plus bas pour la province de Québec.

**Source :** Bourgeois, Ch-É, *Une richesse à sauver : l'enfant sans soutien*, thèse Ph.D. (sciences sociales) Université Ottawa, Trois-Rivières, Bien public, 1947, p. 25.  
N.B. Statistique du Ministère de la Santé de la province de Québec

<sup>34</sup> Annuaire du Québec 1968-1969, dans Marie-Aimée Cliche, « Morale chrétienne et double standard sexuel. », *Histoire sociale*, XXIV, 47, mai 1991, p. 124.

L'illégitimité avait monté de 10.3 % au Québec, de 15.5 % dans l'Ontario et de 22 % dans les sept autres provinces canadiennes<sup>35</sup>. Malgré un plus grand contrôle des règles de la morale chrétienne dans la province de Québec, l'abbé Bourgeois n'hésite pas à exprimer son impuissance à empêcher l'influence de la modernité<sup>36</sup>.

\*\*\*

Nous pouvons conclure que malgré la connaissance des facteurs du problème de la maternité hors mariage, les conventions sociales demeurent la cause de l'enfermement. Mais, nous allons démontré, dans le prochain chapitre, que progressivement à l'intérieur de l'institution l'anonymat et l'enfermement ne privent plus les protégées des privilèges de la sociabilité.

---

<sup>35</sup> Op. cit. L'abbé Ch-É. Bourgeois, *Une richesse à sauver*, p. 25.

<sup>36</sup> Ibid. p. 25.

## **CHAPITRE V**

### **VERS LA RÉINSERTION SOCIALE**

Dans les années cinquante, les religieuses prévoient la création des « Homes », des maisons adaptées aux besoins des nouvelles générations. Dorénavant, elles désirent s'affirmer auprès des familles pour la réinsertion sociale de leurs protégées en abolissant l'enfermement dans leur maison d'assistance. Autres mœurs, autres besoins et rapidement dans les années 1960, les religieuses pensent même abolir l'institution et redonner aux mères célibataires leur complète autonomie. Malheureusement, la réinsertion sociale doit se réaliser lentement, et les religieuses doivent renouveler leur engagement auprès des mères célibataires en composant désormais avec le savoir des spécialistes. L'ignorance en matière de sexualité et la culpabilité des mères non mariées désarment toute nouvelle perspective et nous verrons cette fois que pendant les années de la libération des mœurs, les statistiques signalent encore de l'intolérance.

#### **1. La révolte des nouvelles générations**

Dans la société des années cinquante, le courant féministe apparaît. En France, Simone de Beauvoir fait connaître ses idées sur l'égalité des sexes. En 1958, la croisade contre l'immoralité refait surface et prend d'assaut les techniques modernes de diffusion des idées, telles que la radio, la télévision, les revues, la littérature et la

presse à scandale<sup>1</sup>. Désormais, les jeunes adolescentes veulent en savoir plus long sur la sexualité et la vie amoureuse. Les nouvelles générations désirent rompre avec le silence et les coutumes de la famille traditionnelle.

Une rubrique très récente du quotidien *Le Nouvelliste* devient le rendez-vous des adolescentes avides de traiter des questions que les jeunes filles n'oseraient aborder avec leur mère. Mais les réponses tant attendues dans le « Courrier du Cœur » ne dépassent jamais les règles des conventions sociales ou de la morale chrétienne. Rien n'est laissé au hasard, une jeune fille devait être distinguée et réservée. Les nombreuses règles du conformisme vont souvent à l'encontre des besoins de liberté, du geste spontané et des rêves les plus romantiques<sup>2</sup>. « La grande demande est obligatoire avant les fiançailles ».

La courriériste découvre que les baisers de longue durée et les danses lascives intriguent beaucoup les adolescentes naïves et innocentes. Elle reproche aux mères de famille de ne pas donner à leurs filles une éducation sexuelle adéquate. Sans trop donner de détails sur la puissante attraction physique entre l'homme et la femme, la journaliste conseille de s'éloigner des occasions prochaines de pécher et des actes défendus. La chroniqueuse ira jusqu'à exposer volontairement les confidences des mères célibataires pour donner une leçon exemplaire aux jeunes filles : « Je vous en prie conseillez aux mères célibataires de ne pas garder l'enfant. C'est très difficile en notre pays, celles qui le gardent sont exposées à faire tous les sacrifices. Les

---

<sup>1</sup> « Croisade contre l'immoralité », *Le Nouvelliste*, le 28 février 1958, p. 1.

<sup>2</sup> Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1988 (1961), p. 79.

allocations familiales et celles des mères nécessiteuses sont compliquées et insuffisantes<sup>3</sup>.» Le « Courrier de Mamie » conseille toujours de consulter un confesseur ou un directeur spirituel.

### 1.1 Le contexte institutionnel

En 1957, Maurice Duplessis et la petite bourgeoisie reprendront la thèse traditionnelle de l'Assistance publique, publiée par le rapport Tremblay. Depuis 1955, à Montréal, les sœurs de Miséricorde veulent moderniser leur approche auprès des filles-mères. Elles désirent créer des « Homes », des maisons plus petites, intimes et familiales éloignées de la crèche et de l'hôpital destinées uniquement à recevoir les parturientes<sup>4</sup>. À Trois-Rivières, les Sœurs de Miséricorde attendaient un éventuel déménagement du foyer qui abritait les mères non mariées, dans la maison de la banlieue. Mais, l'Église et ses nombreuses institutions de charité arrivent difficilement à maintenir leurs services sans le secours de l'État. Ainsi, le 19 avril 1958, lorsque Maurice Duplessis annoncera une augmentation de trois dollars par jour octroyée pour les personnes indigentes hospitalisées, le déplacement devient possible<sup>5</sup>. Cette nouvelle conjoncture convenait pour le bienfait de la communauté autant que pour celui des mères célibataires.

---

<sup>3</sup> « Dans peu de temps je serai mère célibataire. » *Le Nouvelliste*, le 2 novembre 1959, p. 9.

<sup>4</sup> ASM, J18.1/d, *Mémoire présenté au Ministère de la Famille et du Bien-Être Social en rapport avec le Foyer Joly*, Mars 1966, p. 4.

<sup>5</sup> « Le Québec haussera sa contribution quotidienne à l'endroit des hôpitaux locaux et régionaux. », *Le Nouvelliste*, le 19 avril 1958, p. 1.

## 1.2 Les intervenants.

Le 15 juillet 1958, le conseil général permet aux religieuses de Trois-Rivières d'utiliser l'ancien hôpital de la banlieue et d'y effectuer des réparations sans réclamer de loyer. De son côté le ministère du Bien-Être et de la Jeunesse accorde un octroi de service de 150 dollars par jour pour les filles-mères<sup>6</sup>.

## 1.3 Le Foyer

Au Foyer Joly, les obédiences des religieuses avaient été distribuées pour remplir un programme éducatif avec les cours habituels en artisanat, couture, art culinaire et hygiène personnel. Le rapport financier de 1964 déclare trois postes permanents, une directrice infirmière, une cuisinière buandière, une travailleuse sociale économe et cinq autres salaires à temps partiel : deux éducatrices de groupe, deux postes pour l'entretien ménager et une travailleuse sociale, l'aumônier est toujours présent. Le personnel laïc compte trois secrétaires, un professeur en art ménager et un concierge.

Le Foyer Joly pouvait recevoir 24 pensionnaires, et deux d'entre elles nous ont confirmé que les mères célibataires profitaient de plus grandes largesses. La télévision et la radio sont devenus le plus grand intérêt du programme récréatif, les filles sont libres de fumer et les sorties dans la ville sont autorisées tous les jours,

---

<sup>6</sup> Loc. cit. RJ1/d, V1450, 33 P.V. Assemblée du Conseil Général des Sœurs de Miséricorde, le 15 Juillet 1958.

pendant une heure ou deux, entre 11h00 et 21h30. Les religieuses refuseront désormais d'imposer l'enfermement ou des règlements trop sévères. Régulièrement, les pensionnaires se rendaient au Centre commercial de Trois-Rivières Ouest et parfois l'une d'entre elles se permettait d'aller rejoindre des amis. Ses parents étaient chargés de la ramener au Foyer, et jamais elle ne subira de punition pour ces flâneries. « Il revient aux parents d'amener leur jeune fille à prendre ses responsabilités<sup>7</sup> ». Par contre celles qui étaient natives de Trois-Rivières refusaient de sortir par crainte d'être reconnues des passants. Au Foyer Joly, le secret de l'anonymat était devenu un jeu. Les pensionnaires n'hésitaient plus à échanger entre elles leur véritable identité.

Le Foyer répondait aux besoins d'hébergement et de réhabilitation, mais tous les mois les filles se rendaient par petit groupe, en taxi, dans l'aile des mères célibataires de l'Hôpital Ste-Marie pour le suivi médical, le suivi individuel avec la travailleuse sociale diocésaine et l'accouchement au terme de leur grossesse. La crèche, également dans l'aile des filles-mères, occupe toujours la même place déterminante dans le choix de la mère sur l'avenir de son enfant.

## **2. Une Révolution dans les politiques sociales**

La mort du pape Pie XII et la mort de Maurice Duplessis engendrent de nouvelles conjonctures qui provoquent une rupture brutale avec la tradition. L'un des nombreux débats ouverts au concile œcuménique de Vatican II, par le nouveau pape

---

<sup>7</sup> ASM, J18.1/c, *Correspondance SS diocèse T-R, avec SS Ste-Marie*, politique du Foyer 1960.

Jean XXIII, touche principalement les politiques sociales de l'Église sur la contraception. Depuis 1950, afin de combattre les moyens de contraception mécaniques, le Pape Pie XII avait consenti au principe de la paternité responsable en acceptant une méthode de limitation des naissances calculée suivant le cycle menstruel de l'épouse, la méthode Ogino. Mais les esprits conservateurs hésitent à dépasser les méthodes naturelles de contraception et demeurent réticents à rompre avec la tradition du Magistère de l'Église. En 1960, la complète sécularisation de la société est implantée au gouvernement fédéral par le vote de la loi sur le divorce. Dans la province de Québec, Jean Lesage, chef du parti libéral et premier Ministre du gouvernement accepte que la population puisse profiter des avantages de la sécurité sociale, notamment, avec l'Assurance hospitalisation.

Le Ministère de la Famille donne une nouvelle appellation aux foyers, aux crèches et aux orphelinats en les désignant comme des institutions de réinsertion sociale<sup>8</sup>. Le nom de « fille-mère » est aussi remplacé par celui de « mère célibataire ». L'administration publique se complexifie et met en place d'importantes filières et formalités qui exigent la rédaction de nombreux formulaires dans le but de contrôler l'apport financier ministériel. Les prévisions budgétaires de chacune des institutions doivent être révisées par les fonctionnaires de l'État.

---

<sup>8</sup> Loc. cit. J18.1/c, *Correspondance du Ministère de la Famille et du Bien-Être Social* avec Sr. Clémence Brabant, directrice générale, le 22 octobre 1968.



Le budget devient un instrument de contrôle administratif. Il aide à établir un programme financier en fournissant une estimation des entrées et des sorties d'argent pendant la période budgétaire et tout facteur pertinent que comporte la préparation des estimations devra être expliqué, surtout s'il y a un écart important entre les chiffres des années antérieures et les prévisions de la période qui suit<sup>9</sup>.

## 2.1 Contexte institutionnel

En 1965, le budget du Foyer Joly annonce un déficit de 5,474 dollars, pour \$28, 538 de recettes et \$34, 013 de dépenses. Cette situation préoccupe la directrice du Foyer Joly. Les religieuses reçoivent \$5 pour chacune des patientes, alors que le prix réel d'opération s'élève à \$8 dollars par jour. Depuis deux ans une moyenne de 13 pensionnaires représentent un taux d'occupation de 56 %, alors que dans les années précédentes le taux variait entre 49 % et 79 %. Sœur St-Éphrem enregistre une baisse dans le nombre des pensionnaires, tandis qu'au Centre du Service Social de la ville de Trois-Rivières et à l'Hôpital Ste-Marie, le nombre des admissions n'avait pas diminué. Des questions surgissent. La mission des sœurs de Miséricorde répond-elle encore aux besoins des mères célibataires ? Cette mission est-elle nécessaire à Trois-Rivières ? Le nouveau directeur du centre du Service Social de Trois-Rivières, M. Gilles Lacroix, donne son avis sur la question. La société change et les mères célibataires demeurent plus longtemps dans leur famille et dans leur milieu de travail pendant la grossesse. Sœur St-Éphrem cherche des solutions pour renouveler les services et développer un nouveau projet mieux adapté à la société contemporaine.

---

<sup>9</sup> Loc. cit. J18.1/j *Prévision budgétaire*, Ministère de la Famille et du Bien-Être Social, Formules 1970-1971.

## 2.2 Les intervenants

La directrice propose au conseil général des Sœurs de Miséricorde la « désinstitutionnalisation » des mères célibataires. Le projet consiste à déménager plus près du centre ville, pour que les pensionnaires puissent continuer leurs activités sociales et culturelles à l'extérieur du Foyer. Ces dernières pourraient aussi accomplir un travail rémunéré qui leur permettrait de conserver une autonomie financière. Cette maison pourrait offrir une période de transition après l'accouchement. Un temps de réflexion qui favoriserait progressivement la réinsertion sociale avant de retourner dans leur milieu familial. Au Foyer Joly le suivi postnatal était inexistant et par conséquent le danger d'une nouvelle grossesse non désirée est toujours présent. La directrice aspire à ce que des étudiantes et des jeunes travailleuses, à la recherche d'une maison de pension accueillante et sécuritaire, acceptent de cohabiter avec les mères célibataires. Chez les sœurs de Miséricorde, à Montréal, les religieuses travailleuses sociales diplômées sont favorables à ce nouveau projet d'hôtellerie, qui devrait correspondre aux objectifs de prévention et de réhabilitation recherchés par le Ministère de la Famille et du Bien-Être Social<sup>10</sup>.

Après cette confirmation, la directrice du Foyer rassemble une vingtaine de femmes de tous les milieux sociaux, des mères de famille et des intervenantes du Service Social pour évaluer la nouvelle orientation de l'œuvre. La directrice ouvre l'assemblée en ces termes : « Traditionnellement, les communautés religieuses ont

---

<sup>10</sup> ASM, J18.1/d, *Procès-verbaux*, Rencontres spéciales au Service Social de T-R, lettre de la Mère générale, le 22 novembre 1965.

pris en charge des œuvres nécessaires dans la société, mais actuellement, nous devons faire participer davantage les individus au bien-être d'une société<sup>11</sup>. » Sa première intention est d'élargir le dialogue entre laïcs et religieux pour aider la population à se débarrasser des vieux préjugés afin de tailler une place aux mères célibataires dans la société. Puisque antérieurement, aucune association laïque ne se préoccupait du sort réservé aux mères non mariées, la directrice demande aux femmes de se regrouper afin de défendre la cause des mères célibataires auprès de la population, de manière à faire accepter l'idée d'une cohabitation possible entre les jeunes travailleuses et les mères célibataires, sous la direction des religieuses.

L'assemblée propose de faire un sondage, auprès des étudiantes du Centre universitaire et des jeunes filles du milieu professionnel, de l'industrie et du commerce<sup>12</sup>. Le 1<sup>er</sup> Mars 1966<sup>13</sup>, la directrice du Foyer Joly informe le groupe que 80 % des jeunes filles seraient prêtes à cohabiter avec des mères célibataires, dans une maison dirigée par des religieuses. Mais, pour quelques personnes encore attachées à la tradition, les religieuses interrompent le débat. Considérant la mentalité conservatrice d'une partie de la population, l'assemblée décide de remettre le projet à plus tard.

Un mémoire, envoyé à M. Gérard Nepveu au Ministère de la Famille et du Bien-Être Social, contient seulement la demande d'un octroi pour rembourser le

---

<sup>11</sup> Loc. cit. J18.1/d, *Procès-verbaux*, rencontre au SS de T-R, le 8 février 1966.

<sup>12</sup> Malgré qu'une enquête de la Commission des Œuvres de Trois-Rivières avait déjà démontré les besoins d'une hôtellerie pour les jeunes travailleuses de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine, en juillet 1962.

<sup>13</sup> Loc. cit. *Procès-verbaux*, rencontre Service Social de Trois-Rivières, le 1<sup>er</sup> Mars 1966.

déficit de \$5,000 ainsi qu'un autre montant pour permettre la rénovation du Foyer Joly, dans la banlieue de Trois-Rivières Ouest. La réponse du directeur général des services M. Nepveu est directe, l'octroi sera accepté à la condition que les religieuses se préparent à réaliser un nouveau projet plus près du centre ville, dans un avenir rapproché.

### 2.3 La Villa Joly

En 1965, les religieuses poursuivent leur mission auprès des mères célibataires, mais pour combler le déficit il fallait diminuer à 18 le nombre des pensionnaires, couper plusieurs postes réservés aux religieuses et restreindre le cadre des interventions. Les investissements visaient la rénovation et la décoration intérieure de la maison de la banlieue. La directrice cumule les postes d'économe et d'infirmière, une seule éducatrice de groupe assiste la directrice dans ses fonctions administratives, et la cuisinière fait l'entretien ménager et la lessive. L'aumônier anime les discussions de groupe, mais les filles sont désormais libres de le rencontrer et d'assister ou non à la messe. Le professeur d'art ménager et les travailleuses sociales de l'agence Ste-Marie ont complètement disparu<sup>14</sup>. Le 20 juin 1966<sup>15</sup>, le conseil général des Sœurs de Miséricorde est d'accord pour changer le nom du Foyer, pour celui de Villa.

---

<sup>14</sup> Loc. cit. *Mémoire présenté au Ministère de la Famille et du Bien-Être Social*, Mars 1966, p. 5.

<sup>15</sup> ASM, J18.1/d, *Procès-verbaux*, Rencontres au Service Social de Trois-Rivières (1956, 1965-1966)

Puisque la persistance des préjugés affectaient la réputation des mères célibataires, les intervenantes référaient premièrement au besoin de réconforter des filles pour assurer dans leur maison la sécurité, le respect et la dignité des personnes, mais, autrement, le programme éducatif était peu stimulant. Les activités étaient limitées au tricot, à la cuisine, au ménage et au bricolage, les filles perdaient une année scolaire, puisque aucun budget n'était accordé pour la formation académique<sup>16</sup>. En 1967, Sr St-Éphrem réussit à obtenir de la Commission Scolaire de Trois-Rivières, un montant de \$200 pour des cours de niveau secondaire par correspondance<sup>17</sup>. À la Villa Joly, les échanges s'établissaient plus souvent entre les filles-mères et les religieuses qu'avec la travailleuse sociale du diocèse, ainsi elles pourront témoigner :

Ces religieuses tentaient premièrement de redonner à ces filles et du mieux qu'elles pouvaient, un peu de dignité, de l'amour et de la sympathie. L'accueil des religieuses était indépendante des enseignements de l'Église sur le péché de la chair et l'impureté. Le pouvoir des religieuses était très limité, par contre tout reposait entre les mains de la travailleuse sociale, même l'autorisation pour qu'une fille soit hébergée était accordée par la travailleuse sociale<sup>18</sup>.

### 3. La sécularisation des interventions

Les changements apportés à la Maison Joly représentent un effort considérable pour améliorer les services. Les religieuses reprennent une nouvelle formule avant d'envisager un déménagement plus près du centre ville. Le programme éducatif de la maternité catholique, toujours sujette à certains ajustements, subit un changement

---

<sup>16</sup> *Témoignage* de la directrice, Jaqueline Savard, en 1965.

<sup>17</sup> ASM, J18.1/c, *Correspondance* entre le Service Social St- Marie et la Commission scolaire régionale des Vieilles Forges, le 14 juillet 1967.

<sup>18</sup> *Témoignage* de la directrice, Jaqueline Savard, en 1965.

notable par l'introduction du savoir professionnel des laïques spécialistes. Vers la fin des années soixante<sup>19</sup>, deux conseillères de l'agence du Service Social de la Mauricie, une infirmière spécialisée en obstétrique et trois éducatrices se joignent aux intervenantes.

### 3.1 Les critiques

À la Villa Joly le travail d'équipe et de concertation reste la base des méthodes de réhabilitation. La directrice accueille avec bienveillance les opinions exprimées mais son rôle est beaucoup plus effacé, contrairement à la travailleuse sociale de l'agence municipale qui prend la place d'autorité. Les jeunes éducatrices visent l'efficacité et le contrôle immédiat de toutes les situations dans le groupe des expectantes. Elles critiquent l'anonymat et les pouvoirs de la travailleuse sociale, responsable des admissions et du suivi individuel des mères célibataires. Elles se plaignent de n'être jamais concernées par la démarche des résidentes. Leurs tâches se limitent à organiser des activités de groupe pour le séjour à la Villa et à communiquer à la travailleuse sociale leurs observations sur l'état des patientes<sup>20</sup>.

En 1970, le Service Social est un service gratuit et l'accueil est inconditionnel. Villa Joly est la seule ressource de la Mauricie qui reçoit les mères célibataires en difficulté. Ces filles n'ont droit à aucune autre protection et ne doivent attendre aucune aide financière de la part du gouvernement. La travailleuse sociale avoue que

---

<sup>19</sup> ASM, J18.1/d, *Procès-verbaux*, Rencontres spéciales Villa Joly, le 25 janvier 1969.

<sup>20</sup> Loc. cit. J18.1/d, *Procès-verbaux*, le 28 janvier 1970.

l'accompagnement des groupes exige beaucoup d'implication de la part des éducatrices. Elle consent à remettre en question le principe de l'anonymat, mais elle demeure convaincue que la discrétion, les techniques de relation d'aide et une bonne communication entre les intervenantes demeurent les meilleurs moyens de gagner la confiance des filles, pour obtenir une meilleure participation de leur part.

### 3.2 La contraception

Les développements de la recherche médicale mettent au point des méthodes de contraception efficaces et variées. La pilule anticonceptionnelle est disponible sur prescription, depuis 1961. Dans le groupe des intervenants, on discute de l'avortement en lien avec les règles de l'éthique et de la morale chrétienne<sup>21</sup>. En présence d'un psychiatre et de l'infirmière spécialisée tous considèrent que l'avortement est une décision qui doit être envisagée par des personnes matures et responsables. Pour ces jeunes filles encore sensibles aux valeurs de la famille et du milieu, des cours bien structurés sur la contraception pourraient constituer une première étape pour encourager le changement des mentalités.

Même si l'infirmière spécialisée désire faire abstraction de la morale chrétienne pendant les cours prénataux, la protection des mères célibataires doit tenir compte des multiples problèmes sociaux, économiques, psychologiques et affectifs entourant la situation de chacune d'entre elles. Les cours prénataux diffusent maintenant des techniques adaptées pour la relaxation et un meilleur conditionnement

---

<sup>21</sup> ASM, J18.1/d, *Procès-verbaux*, le 13 novembre 1969.

physique pendant la grossesse et l'accouchement. Mais, pendant les périodes d'échanges concernant la contraception, les filles préfèrent s'en tenir aux explications du cycle menstruel. Et, sur toutes les questions visant la sexualité, elles ne laissent entendre aucune opinion personnelle.

La travailleuse sociale recommande que le rythme des initiations consacrées à la sexualité et aux méthodes contraceptives s'accorde avec le degré d'émancipation des pensionnaires. La majorité des mères célibataires sont des jeunes filles qui connaissent l'acte sexuel sans avoir assumé la responsabilité complète du consentement. Au moment de leur expérience, plusieurs subissent encore la domination de leur partenaire. Enseigner la contraception sans tenir compte du degré de leur ignorance, en matière de sexualité, risque d'aggraver chez elles le sentiment de culpabilité. Jusqu'à maintenant, les échanges de groupe concernent leur choix concernant l'enfant, l'amour, le mariage, le concubinage, mais les méthodes contraceptives devront être abordées pendant les rencontres individuelles, afin d'éveiller les filles-mères à prendre conscience de leur propre cheminement.

### 3.3 La situation des mères célibataires

Selon le rapport annuel 1966-1967, le Ministère de la Famille et du Bien-Être Social assume 88.2 % du financement de la Villa, les pensionnaires y contribuent pour 2.9 %, la Fédération des Œuvres pour 3.9 %, les dons et autres recettes pour 5 %



<sup>22</sup>. Dans la Maison de la banlieue le taux des présences diminue, même si l'assurance hospitalisation permet aux mères célibataires de profiter gratuitement d'un séjour dans les institutions. En 1969, un déficit de \$4,200 dollars est encore présent dans les rapports financiers, et le conseil général des Sœurs de Miséricorde annonce une situation financière aussi difficile dans toutes les maisons qu'elles dirigent<sup>23</sup>.

TABLEAU 6				
Nombre des mères célibataires qui ont eues recours à l'agence de SS de la Mauricie et à la Villa Joly				
Années	1965	1967	1968	1969
Nombre des mères célibataires à la Villa Joly	85	115	123	94
Inscription des mères célibataires à l'agence SS Mauricie	110	191	206	180
Pourcentage des admissions à la Villa par rapport SSM	77%	60%	59%	52%

Source : J18.1/c, Correspondance (1969-1970), rencontre de Sœur Yvette Raymond, coordonnatrice des foyers, avec la directrice de la Villa Sœur Réjeanne Duranceau, le 25 avril 1970

Depuis 1966, la Villa Joly avait accueilli des mères célibataires provenant d'un réseau d'agences sociales répandu à travers la province: Trois-Rivières, Montréal, Nicolet, Québec, Sherbrooke, Chicoutimi, Joliette, Amos, St-Hyacinthe, Valleyfield, Hauterive, Rimouski, St-Jean-de-Québec, St-Jérôme, Gaspésie. Maintenant, 59 % des parturientes sont recommandées par des agences de service sociale, 12 % par des médecins, 8 % n'avaient aucune référence, 6 % ont été informées par les anciennes pensionnaires, 6 % par des proches, 5 % par les journaux

<sup>22</sup> AÉTR, *Rapport des activités de la Villa Joly 1966-1967*.

<sup>23</sup> ASM, J18.1/c, *Correspondance* Conseil général à Hector Laliberté, Ministère de la Famille et du Bien-Être social, le 20 août 1969.

et seulement 3 % ont été référées par des prêtres et 1 % par le père naturel<sup>24</sup>. On peut noter qu'entre 1955 à 1959 sur une moyenne de 150 filles admises à chaque année, 25 filles sont originaires de la ville de Trois-Rivières et 51 des autres villes du diocèse.

Le profil des mères célibataires qui se présentent dans les institutions se transforme suivant le visage de la société industrielle. La place donnée à l'éducation devient plus importante, 71 % des filles possèdent un diplôme d'études secondaires et 20 % d'entre elles ont terminé leur cours primaire. Par conséquent, la fille au foyer et l'aide domestique sont descendues au 6<sup>ième</sup> rang dans la liste des occupations, alors que les ouvrières dominent avec les filles de bureau et les filles de restaurant. Mais à l'intérieur des institutions, les besoins des mères célibataires restent les mêmes, 15,3 % se présentent à la Villa Joly entre le 3<sup>ième</sup> et le 5<sup>ième</sup> mois, 12,9 % au 6<sup>ième</sup> mois, 25,9 % arrivent pendant le 7<sup>ième</sup> mois, 21,2 % pendant le 8<sup>ième</sup> mois et 24,7 % au 9<sup>ième</sup> mois. La majorité des mères célibataires ont entre 18 et 23 ans, et elles proviennent de tous les milieux<sup>25</sup>. Dans les années soixante, les filles peuvent demeurer plus longtemps dans leur famille ou dans leur milieu de travail pendant la grossesse, mais la mentalité reste attachée aux vieux préjugés, puisque les religieuses n'ont pas réussi à changer les structures de la Villa Joly et puisque la crèche et l'aile des filles-mères offrent toujours les mêmes services à l'hôpital Ste-Marie.

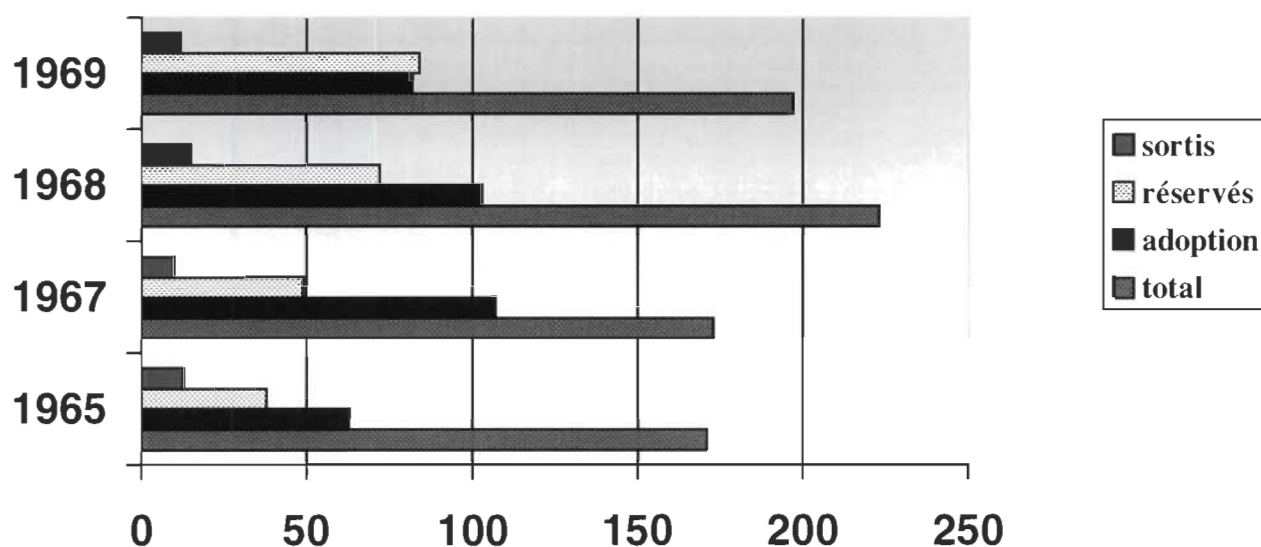
Un témoignage confirme, qu'en 1963, une mère célibataire pouvait accoucher à l'Hôpital Général Ste-Marie, sans séjourner à la Villa. Pendant toute la durée de la

---

<sup>24</sup> AÉTR, *Rapport annuel de la Villa Joly, 1966-67*, par la directrice Jacqueline Savard.

<sup>25</sup> Loc. cit. *Rapport annuel de la Villa Joly (1966-67)*.

grossesse, cette mère célibataire travaillait comme aide-domestique dans une famille de Trois-Rivières. Les filles sont toujours aussi nombreuses à venir accoucher dans l'aile des filles-mères pour laisser leur enfant à la crèche. La pauvreté et les préjugés produisent toujours le même impact sur la rupture des liens entre la mère célibataire et son enfant.



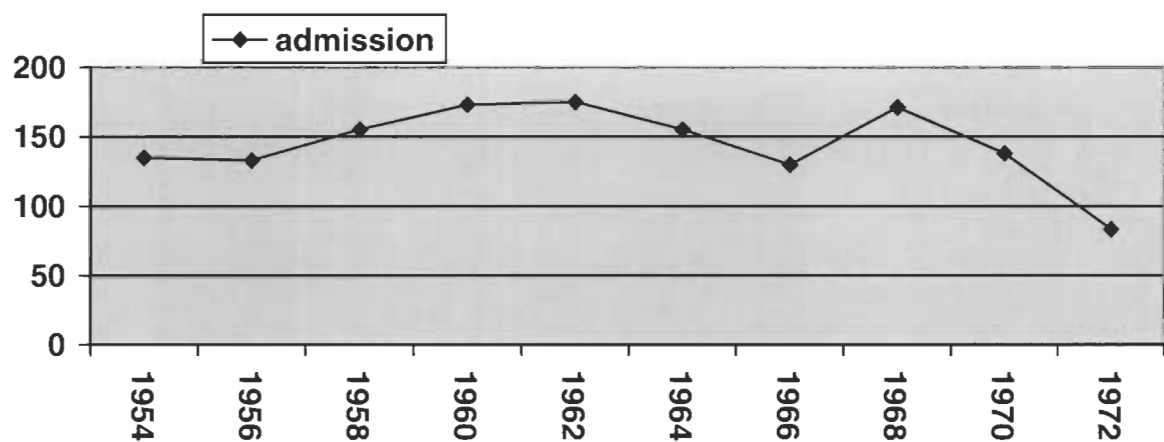
**FIGURE 12 :** Entrées et sorties des enfants à la crèche de l'Hôpital Ste-Marie

**Source :** J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Statistiques générales des filles-mères et enfants (1944-1973)*, p. 2.

Vers la fin des années soixante la société n'accorde encore aucun soutien à la famille monoparentale. Autant de mères célibataires avaient réservé leur droit parental sur l'enfant, que des couples mariés désiraient en adopter. Une augmentation graduelle de la volonté des mères célibataires de garder l'enfant est signalée par l'expression, « réservé » mais jamais plus de 8 % des mères célibataires ne conserveront définitivement la garde de leur enfant. Pour les années 1965, 1967, 1968, 1969, nous représentons ici les sorties des enfants admis à la crèche de l'hôpital Ste-Marie. En 1965, sur 163 enfants admis, 38 % sont adoptés, 23 % des mères avaient réservé leur droit parental sur l'enfant, mais seulement 8 % en avaient conservé la garde. En 1967, sur 173 enfants admis, 61% sont adoptés, 28 % des mères avaient réservé leur droit parental sur l'enfant, mais seulement 6 % en avaient conservé la garde. En 1968, sur 223 enfants admis, 46 % sont adoptés, 32 % des mères avaient réservé leur droit parental sur l'enfant et 7 % en avaient conservé la garde. En 1969, sur 197 enfants admis, 42 % sont adoptés, 43 % des mères avaient réservé leur droit parental sur l'enfant, mais seulement 6 % des mères célibataires en avaient conservé la garde<sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> ASM, J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Statistiques générales des filles-mères et enfants (1944-1973)*, p. 2.



**FIGURE : 13** Nombre des admissions  
des mères célibataires  
à l'hôpital Ste-Marie, 1954-1972

**Source :** J18.1/h, Service Social Ste-Marie, T-R, *Statistiques générales des filles-mères et enfants (1944-1973)*, p. 2.

Dans les années quarante et cinquante, les durcissements du contrôle des règles de la morale chrétienne avaient causé une forte augmentation du nombre des « filles-mères », à l'Hôpital Général Ste-Marie. Mais, dans les années soixante, le nombre n'en sera pas moins élevé et dépassera même la moyenne des années antérieures avec 173 en 1960, 175 en 1962, 178 en 1963 et 171 en 1968<sup>3</sup> puisque la transformation des rapports amoureux libère les couples de la norme et du modèle traditionnel. La libération des mœurs apporte un grand bouleversement, mais la société n'est pas prête à rompre définitivement avec les conventions sociales traditionnelles.

<sup>3</sup> Loc. cit. *Statistiques des filles-mères et enfants (1944-1973)*, p. 2.

#### 4. La fermeture

Le contrôle des établissements par l'État oblige les religieuses à tenir compte de la dégradation générale de la Maison Joly, qui ne correspond plus aux normes de la sécurité publique<sup>28</sup>. Les Sœurs de Miséricorde reconnaissent que la société est plus permissive et que de toute manière, le Ministère de la Famille et du Bien-Être Social refuse de garantir l'achat d'une nouvelle maison, plus près du centre ville. Elle ne peuvent plus se permettre d'investir pour l'acquisition d'une nouvelle propriété à Trois-Rivières, maintenant que le nombre des mères célibataires est appelé à diminuer dans les institutions et que le nombre des vocations religieuses baisse considérablement. Le 30 avril 1970<sup>29</sup>, les religieuses laisseront la responsabilité de l'œuvre à la Corporation du Service Social de la Mauricie. En 1971, un témoignage confirme que la corporation laïque accueillait les mères célibataires sur le boulevard des Forges, en conservant le nom de Villa Joly et la même structure de fonctionnement. En 1972, la crèche de l'Hôpital Ste-Marie sera fermée, mais des mères célibataires fréquenteront la Villa Joly, sur le boulevard des Forges, jusqu'à la fin des années quatre-vingts.

De 1944 à 1972, les sœurs de Miséricorde ont reçu 3, 874 mères célibataires et 4, 747 enfants abandonnés, à l'Hôpital Général Ste-Marie. Dans la trajectoire des Sœurs de Miséricorde pour la prise en charge des « filles-mères », nous avons vu que

---

<sup>28</sup> ASM, J18. 1/c, Ministère de la Famille et du Bien-Être Social, *Correspondance* avec Sr. Clémence Brabant, le 20 janvier 1970.

<sup>29</sup> ASM, J18.1/c, Fermeture de la Villa Joly, 30 avril 1970, *Correspondance (1969-1970)*, Bulletin de Nouvelles.

les religieuses abandonnent progressivement l'obéissance aux règles de la morale chrétienne pour miser de plus en plus sur la solidarité et la compassion. Elles ne perçoivent plus l'exclusion de la mère célibataire comme un problème moral qui exige le repentir d'une faute, mais comme un phénomène d'inégalité qui pourrait être résolu par l'engagement d'une société accueillante. Après la fermeture de la Maison de la banlieue, en 1970, les religieuses conserveront la direction de l'hôpital, pour peu de temps. Elles remettront définitivement la responsabilité des services hospitaliers au Ministère des Affaires sociales, le 26 novembre 1976, pour la laïcisation complète des établissements publics hospitaliers par l'État providence.

## CONCLUSION



## La souffrance de l'exclusion

Avant l'arrivée des Sœurs de Miséricorde à Trois-Rivières, les mères célibataires étaient victimes de tous les préjudices dus au paupérisme entraîné par les excès du capitalisme. Dans l'après-guerre, l'intérêt de l'État pour la relance économique, a perpétué les inégalités de sexe en incitant le retour des femmes au foyer. Simultanément, l'Église s'efforçait de maintenir une régulation sociale conforme à la morale chrétienne. L'image de la reine du foyer, de la petite épouse et de la mère de famille vertueuse, demeurait le modèle de l'idéal féminin. Cette conjoncture accentuait la stigmatisation des mères non mariées et leur exclusion de la scène publique, même avec la présence d'une maternité catholique à Trois-Rivières.

Dans le mouvement de la modernité, les professionnels de la santé ont décelé que les inégalités sociales amènent des conditions de vie difficiles qui affectent la croissance des individus au point de vue physique et psychique<sup>1</sup>. De quelle manière pourrions-nous montrer que la stigmatisation des mères célibataires aurait fragilisé l'espace potentiel de celles-ci ? Ou bien, dans quelles circonstances la stigmatisation

---

<sup>1</sup>Frédéric de Rivoyér, « Ce que postule Donald W. Winnicott dans sa théorie de l'espace potentiel. » dans *Souffrance psychique : souffrance ordinaire*. Actes d'un colloque sur la réhabilitation psychosociale, sous la direction de F. de Rivoyér, Montréal, Harmattan, 1998, p. 21. Plusieurs réflexions les amènent à définir, la souffrance de l'exclusion comme un mal imprécis qui porte comme conséquence la perte de l'identité et des liens d'appartenance à la communauté. Cette souffrance est le résultat de la violence sociale, qui serait à l'origine d'un rejet ou de l'absence de soutien adéquats pendant certaines périodes stratégiques. La souffrance de l'exclusion est ressentie comme une souffrance ordinaire qui se dissimule dans l'agitation du quotidien et qui sournoisement se réconcilie avec la vie et enferme l'individu dans le silence, la solitude et le doute.

des mères célibataires aurait été nuisible à la croissance harmonieuse de ces personnes ?

Suivant le témoignage des mères biologiques qui ont participé à notre étude, il est possible d'affirmer que même avant de consentir à l'abandon de son enfant, la mère célibataire avait déjà ressenti la honte et la désaffiliation sociale. Dès le début de l'adolescence, la stigmatisation des mères célibataires s'introduit lors des premiers rapports amoureux, par l'exercice de la sexualité<sup>2</sup>. Contrairement à leur partenaire, le double standard de sexualité qui existe dans la société patriarcale de l'après-guerre, conduit toutes ces femmes à subir, par l'expérience de leur grossesse, des tensions dans les rapports sociaux<sup>3</sup>. L'expression « Je n'avais pas le choix » exprime l'effet de la domination dans toutes les expériences.

Le phénomène du double standard de sexualité avait pour effet de priver ces jeunes filles de la reconnaissance sociale. L'attitude négative des parents à l'égard de leur grossesse brisait le lien de réciprocité entre la mère célibataire et les membres de son entourage<sup>4</sup>. Nous faisons un certain rapprochement entre le paternalisme des religieuses responsables de la crèche et de l'obstétrique à l'Hôpital Ste-Marie et le

---

<sup>2</sup> Soeur Ste-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, *Les fréquentations dans 75 cas de filles-mères*. Mémoire de Maîtrise, Université de Montréal, faculté des Sciences Sociales, section Service Social, Montréal, 1949, p. 47. En 1954, des jeunes filles recevaient comme vagues recommandations de leurs parents « d'être bonne fille » et de faire attention à elle. Des avertissements imprécis pour les unes et parfois aucune recommandation pour les autres. Dans la liste des facteurs qui sont la cause du consentement, la timidité semble une conséquence directe d'une éducation sexuelle incomplète. Mais plusieurs filles confessaient avoir succombé à leurs passions et avoir eu des penchants pour l'amour romantique, les boissons enivrantes, les moments d'intimité et le désir de plaire pour garder un ami

<sup>3</sup> Vincent de Gaulejac, *Les sources de la honte*, Paris, 1996, p. 13.

<sup>4</sup> Vincent de Gaulejac, *Ibid.* p. 91.

désarroi des mères de famille troublées par le scandale. L'expression « Ta vie est finie » est un reproche qui se répète lors des témoignages des mères biologiques. Ce langage exprimait une désapprobation, une déception, un blâme que l'on perçoit dans les habitudes des religieuses, comme dans celles familles et même dans la réflexion des mères célibataires.

Les psychologues de l'après-guerre avaient négligé le lien qui unissait la mère célibataire et le fœtus, ce qui avait pour effet de déshumaniser la nature des interventions entourant la grossesse et l'accouchement<sup>5</sup>. Le plan approuvé par la travailleuse sociale et par le juge, dans certain cas, dépendait principalement de la volonté des familles de refuser ou d'accepter l'enfant. Plusieurs jeunes filles avaient été victimes de la complicité de leur entourage<sup>6</sup>. Le silence complet sur certaines réalités devenait une stratégie pour que les jeunes mineures acceptent d'abandonner leur droit parental. La naissance devenait l'événement crucial, le moment déterminant où les filles mineures signaient finalement les documents pour diminuer les tensions, rendues intolérables, dans les rapports sociaux.

---

<sup>5</sup> Dominique Goubau et Claire O'Neill, « L'adoption, l'Église et l'État : les origines tumultueuses d'une institution légale. » *Les Cahiers de droit*, vol 38, no 4, décembre 1997, p. 786. Partout aux États-Unis et ailleurs en Amérique du Nord, les politiques d'adoption exigeaient le consentement écrit de la mère célibataire, le plutôt possible pendant la grossesse. « Il était donc acquis à l'idée que l'intérêt à long terme de l'enfant passait nécessairement par l'octroi aux adoptants de garanties contre toutes intrusions de la part d'un parent biologique et qu'à défaut les gens hésiteraient à accueillir des enfants abandonnés. »

<sup>6</sup> Louise Lalonde, *Le processus de deuil chez des mères qui ont confié leur enfant en adoption et qui le cherche*. Mémoire de Maîtrise, Université de Montréal, Faculté des arts et sciences, Département de psychologie, avril 1988, p. 102.

Un plan était prévu et ce plan devait s'exécuter. Malgré le désir de garder l'enfant, la résignation<sup>7</sup> est une dernière tentative pour conserver l'estime de soi et répondre ainsi aux attentes du milieu. L'état d'ambiguïté, dans lequel se sont retrouvées toutes ces femmes, a été progressivement remplacé par un sentiment d'impuissance. La condamnation des mères célibataires et la précarité des conditions d'existence qui leurs étaient réservées causaient une rupture définitive avec l'enfant. Une fois sorties de l'institution, ces femmes ne trouvaient nul part l'aide donc elles avaient besoin<sup>8</sup>. La complicité du silence perdurait et l'État ne distribuait aucun moyen de subsistance pour la mère célibataire et son enfant<sup>9</sup>.

### **Le rôle des Sœurs de Miséricorde**

Par ailleurs l'action des Sœurs de Miséricorde à Trois-Rivières révèle un véritable paradoxe, puisque dans un contexte d'enfermement les religieuses ont montré leur volonté de participer à la libération des mères célibataires. Loin d'avoir exécuté une volonté indépendante, elles ont collaboré avec l'Église, avec l'État et avec les familles de la ville de Trois-Rivières pour l'accomplissement de leur mission.

---

<sup>7</sup> Vincent de Gaulejac, Ibid, p. 131.

<sup>8</sup> Louise Lalonde, Ibid. p. 164.

<sup>9</sup> Ibid, p. 202. Progressivement, depuis les années quarante, d'autres chercheurs américains mettront l'accent sur le concept de l'attachement mère-enfant, comme une expérience propre à toutes grossesses légitimes ou illégitimes. L'influence de ces chercheurs apportait, dans les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt, des changements socioculturels importants orientés vers le renforcement des liens psychologiques et physiologiques unissant la mère et l'enfant pendant la grossesse et l'accouchement. Des psychologues ont fini par établir une relation directe entre la souffrance du deuil maternel et le caractère douloureux du deuil anticipé de la mère célibataire qui doit prendre la décision de se séparer de l'enfant, pendant la grossesse.

En voulant protéger les mères célibataires, elles ont accordé à ces dernières une visibilité qu'elles n'avaient jamais obtenue auparavant sur la scène publique de la Mauricie. Les religieuses de la Miséricorde se sont identifiées à la cause des mères non mariées en instituant un lieu et la tradition d'une communauté religieuse. Elles ont été les porte-parole des mères célibataires au regard de toute la population par le biais des journaux et par leur participation dans le monde de la recherche scientifique.

À la suite de leurs fondatrices reconnues pour leur formation de sage-femme, à Montréal, au XIX<sup>ème</sup> siècle, les religieuses ont intégré les compétences techniques des infirmières diplômées pour répondre aux besoins physiologiques des femmes, pendant la grossesse et l'accouchement. En s'inscrivant à l'École du Service Social, les religieuses ont participé aux enquêtes scientifiques et elles ont utilisé à bon escient les statistiques recueillies pour analyser et faire connaître les facteurs socioéconomiques et culturels rattachés au phénomène des mères célibataires, et faire disparaître ainsi les vieux préjugés. Les travailleuses sociales sont intervenues auprès des divers paliers gouvernementaux afin de répondre aux besoins de leurs protégées en leur accordant le droit à des soins de santé, à des activités éducatives et à une dynamique de groupe qui leur permettaient de soulager les sentiments douloureux de l'isolement et de l'exclusion pendant leur séjour. Finalement par la tenue d'une administration rigoureuse des registres, des services et du personnel de leurs établissements, elles ont assuré inconditionnellement la continuité des services gratuits et professionnels, indispensables pour la santé des mères célibataires indigentes et privées du soutien de leur entourage immédiat. Elles auront

progressivement acheminé leur service vers la désinstitutionnalisation des mères célibataires, dans la mesure où la population environnante acceptait la présence de ces dernières dans la société.

Ce n'est qu'en 1970 que le ministère des Affaires sociales accordait aux mères célibataires une aide financière appréciable, en même temps que la reconnaissance civile de la famille monoparentale, dans la province de Québec. Aujourd'hui, les femmes chef des familles monoparentales sont reconnues pour être les plus nombreuses à faire face à des situations de pauvreté extrême. Tous les jours, les problèmes d'argent, de solidarité familiale, de santé physique et mentale, leur font subir les conséquences des inégalités dans la répartition des richesses du monde capitaliste<sup>10</sup>.

Mais l'invitation à la participation sociale se poursuit par l'accompagnement des familles monoparentales en milieu défavorisé. L'évolution des services dispensés par les religieuses a suivi le cheminement de la mère célibataire dans la société. L'œuvre des Sœurs de Miséricorde se continue à Montréal, au Canada et aux États-Unis, grâce à l'investissement de ces dernières pour le logement social, le suivi communautaire, les haltes-garderies et la fondation des centres éducatifs venant en aide à la mères célibataire et à son enfant, ainsi qu'à d'autres parents des familles monoparentales, hommes et femmes en difficultés.

---

<sup>10</sup> Christine Colin et al, *Extrême pauvreté, maternité et santé*, Montréal, 1992, p. 135.

Les sœurs de Miséricorde sont demeurées des femmes d'Église soumises aux règles de leur constitution, soumises aux règles de la morale chrétienne et à celles des conventions sociales. Elles ont changé ce qu'elle pouvaient améliorer afin d'offrir à leurs protégées les services qui compensaient l'intolérance de la société dans laquelle elles évoluaient.

Des études comparatives pourraient se poursuivre dans les autres régions du Québec où les Sœurs de Miséricorde avaient établi une œuvre, afin d'évaluer leur capacité d'agir en concertation avec les autres filiales du Service Social Ste-Marie à Hull et Sherbrooke, vers la fin des années soixante et ainsi faire un bilan de l'histoire des mères célibataires dans la province de Québec, entre 1848 et 1971.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **I- Sources orales**

Entrevues avec cinq mères biologiques de *l'Association Retour aux origines de Trois-Rivières*, ayant fréquentées l'institution des Sœurs de Miséricorde. Une entrevue de trois heures chacune ont été réalisées à leur domicile.

Le 16 juin 1999, Entrevue avec une mère célibataire, résidente de l'aile des filles-mères, de l'Hôpital Ste-Marie, en 1956.

Le 26 juin 1999, Entrevue avec une mère célibataire, résidente au Foyer Joly, de la banlieue de Trois-Rivières Ouest, chambre privée, en 1959.

Le 12 mai 1999, Entrevue avec une mère célibataire, résidente au Foyer Joly de la banlieue de Trois-Rivières Ouest, chambre publique, en 1962.

Le 17 juin 1999, Entrevue avec une mère célibataire, résidente à la Villa Joly, après le départ des religieuses, sous la direction de la Corporation laïque du Service social de Trois-Rivières. en 1971.

Le 15 août 1999, Entrevue avec une mère célibataire, ayant accouché dans l'aile des filles-mères de l'Hôpital Ste-Marie, en 1971, sans avoir fréquenté la Villa Joly.

### **II- Sources manuscrites**

a) Archives des Sœurs de Miséricorde, Montréal, [ASM]

A1 Pas d'écrit de la fondatrice, Rosalie Caron-Jetté, (Mère de la Nativité)

A2 Lettres de Mgr Ignace Bourget aux Srs de Miséricorde (cahier) 1864 - 1880.

J18.3/c Correspondance relative à la Fondation des Trois-Rivières.

(Cahier 1) 28 déc. 1938 - 31 déc. 1943

(Cahier 2) 19 janv. 1944 - 17 sept. 1946



J18.1/c Correspondance entre

Le Centre du Service Social du Diocèse de Trois-Rivières.

Et le Service Social Ste-Marie, (1950 - 1964)

J18.1/c Service Social Ste-Marie

Correspondance avec Mgr Chs-É. Bourgeois,  
Directeur général « Le Centre de Service Social  
du diocèse de Trois-Rivières. » (1954 - 1971)

J18.1/c Correspondance entre le Service Social Ste-Marie,

Le Département de l'Instruction Publique et  
La Commission Scolaire : cours aux filles-mères. (1956 - 1967)

J18.1/c Ministère de la Famille et du Bien-Être Social.

Correspondance avec S. Clémence Brabant, supérieure générale et  
S. St-Éphrem, directrice du Foyer Joly. (1966 - 1970)

J18.1/c Fermeture de la Villa Joly, 30 avril 1970.

Transfert au Service Social de la Mauricie.

Correspondance. 1969-1970.

Texte pour publication. 29 avril 1970. (36 f)

RJ1/d

V1450, 33 Procès-verbaux. du conseil général des Sœurs de Miséricorde.

Relevés parmi les 14 hôpitaux alors en activité. (1943-1958)

(22 f. photocopiées)

J18.1/d Procès-verbaux Rencontres au Service Social de Trois-Rivières (1956-65-66)

J18.1/d Procès-verbaux. Rencontres spéciales Villa Joly. (1965-69-70)

J18.1/g Finances - Rapports d'auditeurs. (Cahier 11)

Belhumeur, Brosseau, Laroche, Samson & Associés.

(31 mars 1961-30 avril 1970)

- J18.1/g Rapport annuel des activités  
Du service social Ste-Marie, incluant :  
Statistiques filles et enfants et bilan financier. (1956 - 1961)
- J18.1/h Service Social Ste-Marie, Trois-Rivières.  
Statistiques des filles-mères et enfants. (1944 - 1973)  
Statistiques générales annuelles (1954 - 1963)  
Statistiques générales de dix ans (1944 - 1954)
- J18.1/j Ministère provincial de la Famille et du Bien-être social.  
Estimation budgétaire du Foyer Joly, Trois-Rivières. (1962 - 1971)
- J18.1/j Évaluation de la Propriété, 97 - 105 rue Joly, Banlieue des Trois-Rivières.  
(Eugène Thérien, Inc.) par Gilles Dansereau, Ing. (10 novembre 1970)
- J18.1/j Prévision budgétaires  
Ministère de la Famille et du Bien-être social. (1965 - 66)  
(Brochés 4) (1969 - 1970) (1970 - 1971)  
Dépenses extrabudgétaires (1969 - 1970)  
Estimé budgétaire, Foyer Joly. (1962 - 1963)
- J18.1/j Acte de Vente.  
Emplacement situé en la ville de Trois-Rivières Ouest.  
Lots 67, 68, 69,  
Par les Sœurs de Miséricorde de Montréal à  
Construction du Fleuve Ltée. 23 sept. 1971.  
Corr. et titres de propriété de Villa Joly (1970 - 1971)
- J18.1/j Évaluation des immeubles  
Propriété 97 - 105 rue Joly, Trois-Rivières  
(Cahier) Eugène Thérien Inc. 10 nov. 1970.
- J18.1/j Acte de Vente Trois-Rivières Ouest, 23 sept 1971.  
Corr et Titre de Villa Joly, (1970 - 1971)  
(28 f.)
- M2 *La situation financière de la fille- mère admise au Service Social*  
RAY *de la Miséricorde, de Montréal, en 1949.*  
Vi - 14, 4/7 Mémoire de S. Ste-Madeleine de la Croix.

(Cahier 77 pages) Juin 1951.  
Communication de S. Ste-Madeleine de la Croix  
Conférence canadienne de Service Social, 1952.  
(5 f.) Fin du cahier.

b) Archives de l'Évêché de Trois-Rivières [AETR]

Boîte 539 : Rapports annuels de l'Assistance à l'enfant sans soutien (1938-1944),  
(1946-47)

Boîte 540 : Correspondance du Centre du Service Social de Trois-Rivières,

Le 24 octobre 1946, de l'abbé Bourgeois à Mgr Maurice Roy, évêque de Trois-Rivières, ainsi qu'au maire de Trois-Rivières Arthur Rousseau, au sujet du projet d'organisation du service Social de Trois-Rivières.

Le 23 juin 1951, Réunion spéciale sur l'organisation des allocations familiales, versées aux enfants placés dans les institutions, à la demande de abbé Reynald Rivard, directeur adjoint de l'Assistance à l'Enfant sans Soutien et Victorin Germain directeur de la Sauvegarde à l'Enfance, de Québec.

Le 10 octobre 1952, du rédacteur en chef de l'Action catholique, à Mgr Georges Léon Pelletier. « Esprit d'Emmanuel Mounier », dans la *Revue Esprit*. Le 8 octobre 1952.

Le 17 octobre 1952, réponse de l'abbé Bourgeois sur les critiques de la Revue Esprit adressées au clergé. Il expose la réalisation des Œuvres de Charité dans le diocèse de Trois-Rivières.

Le premier décembre 1952, de Charles-Édouard Bourgeois, à Mgr Georges-Léon Pelletier, Évêque de Trois-Rivières. L'Assistance à l'Enfant sans Soutien change de nom.

Janvier 1959, communiqué de L'École Supérieure d'Assistance Sociale, de Trois-Rivières, de M. Gilles Lacrois, M.S.S. directeur de l'École.

Rapport annuel de Villa Joly, 1966-1967, sous la direction de Jacqueline Savard, s. m. Qc.

### III- Sources imprimées

BOURGEOIS, Charles-Édouard abbé. « L'Assistance à l'enfant sans soutien : Trois-Rivières (1931-1941). » *L'École Sociale Populaire*. Montréal, no 339, avril 1942. 30 p.

BOURGEOIS, Charles-Édouard abbé. *Une richesse à sauver : L'enfant sans soutien*. Thèse de Ph.d. (Sciences-Sociales), Université d'Ottawa, Trois-Rivières, Bien public, 1947. 256 p.

Bourgeois, Charles-Édouard. « Quinze années de charité, 1934 -1949 », sous la direction de Jules Perron, secrétaire général de l'Assistance à l'enfant sans soutien, Trois-Rivières, Le Nouvelliste, 1950, 31 p.

BOURGEOIS, Charles-Édouard Mgr. *Le Service Social : principes et réalisation*. Trois-Rivières, Centre de Service Social du diocèse de Trois-Rivières, 1955. 63 p.

LESSARD, Arthur, *Commission provinciale d'enquête sur les hôpitaux, Rapport*, Québec, Ministère de la Santé et du Bien-être Social, Bibliothèque Nationale du Québec, 1943.

FÉDÉRATION des médecins spécialistes du Québec. *Le Bille 65*. Mémoire, recommandations présentées à la Commission permanente des Affaires Sociales, sous la direction de Jacques R, Boucher, office des communications, 1971, 72 p.

GERMAIN, Victorin abbé. « Faut-il encourager la fille-mère à élever elle-même son enfant? On peut croire que non. » *Semaine religieuses de Québec*, La Sauvegarde de L'Enfance, no 50, 10 août 1944. 8 p.

L'ABBÉ Léandre Lacombe, « L'enfance abandonnée », *Le Devoir*, le 5 mars 1943, p.4.

*Le Nouvelliste*, Trois-Rivières, 1920 - 1971.

SŒUR, Ste-Mechtilde, s.m. *La fille-mère et ses problèmes sociaux*. M.A. (École du Service Social), Université de Montréal, 1946. 201 p.

SŒUR Ste-Thérèse de l'Enfant Jésus, s.m. *Les fréquentations dans 75 cas de filles-mères*. M.A. (École du Service Social), Université de Montréal. 1949. 120 p.

SŒUR Ste-Madeleine de la Croix, s.m. *La situation financière de la fille-mère admise au Service Social de la Miséricorde de Montréal, en 1949*. M.A. (École du Service Social), Université de Montréal. 1951. 77 p.

#### **IV- Documents audiovisuels**

RIVARD, Reynald et Charles-Édouard BOURGEROIS. *Les petits marchands de bonheur*. Trois-Rivières, 1941, Cinémathèque du Québec à Montréal, 1 bobine 60 min, images en couleur seulement, film 16 mm.

RIVARD, Reynald et Charles-Édouard Bourgeois. *Les mieux aimés*. Gaspésie et Nouveau-Brunswick, 1941, Cinémathèque du Québec à Montréal, 1 bobine 60 min, images en couleur seulement, film 16 mm.

#### **V- Etudes**

##### **1) Mœurs, santé, et naissances illégitimes en Mauricie**

GUÉRARD, François. *La santé publique dans deux villes du Québec (1887-1939)*. Trois-Rivières et Shawinigan. 2Tome. Thèse Ph.d. (Histoire), Montréal, UQAM, 1993. 235p.

LESAGE, Marc. *Microcité : Enquête sur l'amour, le travail et le sens de la vie, dans une petite ville d'Amérique*. Montréal, Fides, 1997. 243 p.

##### **2) Religion, économie et société en Mauricie**

BÉGIN, B.-J. et G. ROBERT. Rapport accompagnant le plan directeur d'urbanisme de Trois-Rivières. S. l.

BOIVERT, Marie-Josée. *Les rituels du mariage des ouvriers de Trois-Rivières (1925-1940)*, M.A. (Études québécoises), UQTR, Trois-Rivières, 1996. 134 p.

- BROUILLETTE, Normand. *Le développement industriel d'une région du proche hinterland québécois : La Mauricie, (1900-1975)*. Thèse de Ph.d. (Géographie), Université Mc Gill, Montréal, 1983. 381 p.
- DESNOYERS, Hélène. *Le logement ouvrier à Trois-Rivières (1845-1945) : L'exemple du secteur Hertel*. M.A. (Études québécoises), UQTR, Trois-Rivières, 1988. 155p.
- GAMELIN, Alain, et al. *Trois-Rivières illustrée*. Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du 350<sup>e</sup> anniversaire, 1984. 228 p.
- HARDY, René et Normand SÉGUIN. *Forêt et société en Mauricie : La formation de la région de Trois-Rivières (1830-1930)*. Montréal, Boréal, 1984. 222 p.
- HOULD, Réjean. *Témoignage sur un curé bâtisseur*. Trois – Rivières, s.n, 1976. 124 p.
- LANTHIER, Pierre et Alain GAMELIN. *L'industrialisation de la Mauricie : Dossier statistique et chronologique (1870-1975)*. Trois-Rivières, Publication du groupe de recherche sur la Mauricie, cahier no 6, 1981, 489 p.
- LAFLÈCHE, Auguste. *Le Congrès des Trois-Rivières en 1941*. Trois-Rivières, 1942. 494 p.
- TRÉPANIÉ, Guy et Richard COSSETTE. *Trois-Rivières et ses quartiers (1851-1931) : Données relatives à la population, à la structure professionnelle et à l'occupation de l'espace*. Trois-Rivières, Société de conservation et d'animation de Trois-Rivières, 1984. 57 p.

### **3) Naissances illégitimes et mères célibataires au Québec**

- BATES, Réal et Lyne PAQUETTE. « Les naissances illégitimes sur les rives du St-Laurent avant 1730. » *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol 40, no 2, automne 1986, p. 239 – 252.
- BROQUERIE, Fortier de la. « Les enfants trouvés sous les régimes français et anglais au Canada français (1608-1850). » *Laval Médical*, vol33, septembre 1961, p. 530-537.

CLICHE, Marie-Aimée. « Fille-mères, familles et société sous le régime français.» *Histoire sociale*, vol XXI, no 41, mai 1988, p. 39-69.

CLICHÉ, Marie-Aimée. « Infanticide dans la région de Québec (1660-1969) » *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol 4, no 1, été 1990. p. 31-58.

CLICHE, Marie-Aimée. « Morale chrétienne et double standard sexuel : Les filles-mères à l'hôpital de la Miséricorde à Québec.» *Histoire sociale*, vol XXIV, no 47, mai 1991, p. 85-125.

CLICHE, Marie-Aimée. « Les filles-mères devant les tribunaux de Québec, (1850-1969). » *Recherches sociologiques*, vol XXXII, no 1, 1991, p. 9-42.

CLICHE, Marie-Aimée. « Un secret bien gardé l'inceste dans la société traditionnelle québécoise (1858-1938) » *Revue d'histoire d'Amérique française*. vol 50, no 2, automne 1996, p. 201-225.

COLIN, Christine. *Extrême pauvreté, maternité et santé*. Montréal, St-Martin, 1992. 259p.

GAGNON, Serge. *Plaisir d'amour et crainte de Dieu : sexualité et confession au Bas-Canada*. Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1991. 201 p.

GAUVREAU SOREP, Danielle. « À propos de la mise en nourrice à Québec pendant le régime français ». *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol 41, no 1, été 1987. p. 53-61.

GOSSAGE, Peter. « Les enfants abandonnés à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle : La crèche d'Youville des sœurs grises, (1820-1871). » *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol 40, no 4, printemps 1987. p. 537-559.

GOUBAU, Dominique et Claire O'NEILL. « L'adoption, l'Église et l'État : Les origines tumultueuses d'une institution légale. » *Les Cahiers de Droits*, vol 38, no 4, décembre 1997, p. 769-804.

LALONDE, Louise. *Le processus de deuil chez des mères qui ont confié leur enfant pour adoption et qui le cherche*. M.A.(Psychologie) de l'Université de Montréal, 1988. 198 p.

LÉVESQUE, Andrée. *La norme et la déviance : Des femmes au Québec pendant l'entre-deux-guerres*. Montréal, Remue-Ménage, 1989. 232 p.

#### **4) Assistance, Santé et Service Sociaux et démographie au Québec**

DENAULT, Haya. « Les débuts de l'expérience d'enseignement du service social à l'École de Laval. » *Service Social*, vol 10, no 3, octobre 1961, p. 103 – 110.

DESCHIN, Céline S. « Le concept de personnalité totale et le diagnostic en service social. » *Service social*, vol 11, no 3, décembre 1962. p. 33 – 37.

FECTEAU, Jean-Marie. *Un nouvel ordre des choses : La pauvreté, le crime et l'État au Québec, de la fin du XVIIIe siècle à 1840*. Thèse de Ph. d. (Histoire), Université du Québec à Montréal, VLB éditeur, 1989. 287 p.

FOUCAULT, Pierre. *Aider malgré tout : Historique des centres de réadaptation au Québec*. S.I, les éditions de l'association des centres d'accueil du Québec, 1984. 150 p.

GOULET, Denis et André PARADIS. *Trois siècles d'histoire médicale au Québec : chronologie des institutions et des pratiques (1939-1939)*. Montréal, VLB, 1992. 527 p.

GROULX, L-H. « De la vocation féminine à l'expertise féministe : Essai sur l'évolution du service social au Québec (1939-1990). » *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol 49, no 3, hiver 1996. p. 357-394.

GUÉRARD, François. *Histoire de la santé au Québec*. Montréal, Boréal, 1996. 123 p.

HENRIPIN, Jacques. *Éléments de démographie*. Université de Montréal, 1973. 199 p.



KEATING, Peter, et Othmar KEEL. *Santé et Société au Québec : XIXe et XXe siècle*. Montréal, Boréal, 1995. 272 p.

LAFORCE, Hélène. *L'univers de la naissance et la sage-femme au Québec : des débuts à nos jours*. Thèse de Ph. d. (Histoire), Université Laval, Ste-Foy, 1983. 334 p.

LAMARRE, Suzanna. *Aider sans nuire : De la victimisation à la coopération*. Montréal, Lescop, 1998. 161 p.

LAPLANTE, Pierre. « Organisation communautaire au Conseil des Œuvres de Montréal. » *Service Social*, vol 10, no 3, octobre 1961, p. 111-115.

MONGEAU, Serge. *Évolution de l'assistance au Québec : Une étude historique des diverses modalités d'assistance au Québec, des origines de la colonie à nos jours*. Montréal, Éditions du Jour, 1967. 123 p.

PERRON, Jules. *Administration sociale et services sociaux*. Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1986. 285 p.

RIVOYER, Frédéric de. *Souffrance psychique : souffrance ordinaire*. Actes de colloque de la première journée sur la réhabilitation psychosociale, St-Denis en Seine. Montréal, Harmattan, 1998. 120 p.

VANIER, Nicole. « Aperçu historique de l'école de service social de l'Université de Montréal. » *Service Social*, vol 10, no 3, octobre 1961, p. 95-101.

## **5) Sociologie et histoire des femmes au Québec**

DUMONT, Micheline. « La parole des femmes : Les revues féminines (1940-1976) » Dans *Les Mouvements sociaux*. Tome II de *Idéologie au Canada français (1940-1960)*, sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, p. 5-34.

DUMONT, Micheline. « L'instruction des filles au Québec (1639-1960). *La Société historique du Canada*, Brochure Historique no 49, Ottawa, 1990. 32 p.

DUMONT, Micheline. *Les religieuses sont-elles féministes ?* Québec, Bellarmin, 1995, 204 p.

FAHMY-EID Nadia et Micheline Dumont. *Maîtresse de maison et maîtresse d'école : femme, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, 413p.

DUMONT, Micheline, et al. *L'histoire des femmes au Québec : Depuis quatre siècles*. Québec, Le Jour, 1992 (1982). 646 p.

GODBOUT, Chantale. *Féminisme théorique et féminisme politique : Une analyse conceptuelle (1960-1990)*. Ste-Foy, laboratoire de recherche sociologique de l'Université Laval, 1996. 141 p.

JUTEAU, Danielle, et al. *À la recherche d'un monde oublié : Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*. Montréal, Le jour, 1991. 424p.

JUTEAU, Danielle, et Nicole Laurin-Frenette. *Un métier et une vocation : Le travail des religieuses au Québec de 1900 à 1970*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1997. 194 p.

LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD. *Les femmes dans la société québécoise : aspects historiques*. Boréal, Montréal, 1977. 214 p.

LÉVESQUE, Andrée. *Résistance et transgression*. Montréal, Remue-Ménage, 1995. 157p.

## **6) Église, État et politiques sociales au Québec**

BAUM, Grégory. *Compassion et solidarité*. Québec, Ballarmin, 1992. 143 p.

ÉGLISE catholique. Pape. *L'Église et la question sociale : De Léon XIII à Jean-Paul II*, sous la direction de Louis O'Neil, Montréal, Fides, 1991, 545 p.

MARSHALL, Dominique. *Aux origines de l'État-providence : familles québécoises, obligation scolaire, allocations familiales (1940-1955)*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998. 317 p.

VAILLANCOURT, Yves. *L'évolution des politiques sociales au Québec (1940-1960)*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988. 513 p.

## **7) Idéologie, mœurs et société au Québec**

BERNIER, Gérald, et Daniel SALÉ. *Entre l'ordre et la liberté : Colonisation, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIXe siècle*. Montréal, Boréal, 1995. 265 p.

DESJARDINS, Gaston. « La pédagogie du sexes : Un aspect du discours catholique sur la sexualité au Québec (1930-1960). » *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol 43, no 3, hiver 1990. p. 381-401.

LINTEAU, Paul-André, et al. *Le Québec depuis 1930*. Tome II de *Histoire du Québec contemporain*. Montréal, Boréal, 1989. 834 p.

LUSSIER, André. *Les visages de l'intolérance au Québec : Textes d'hier et d'aujourd'hui*. Sillery, du Septentrion, 1997. 244 p.

ROY, Fernande. *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*. Montréal, Boréal, 1993. 127 p.

RECENSEMENT du Canada 1941, Bureau fédéral de la statistique, Ottawa 1946, Ministère du Commerce, Tome VI-VII.

## **8) Religion, société et naissance illégitimes en Europe**

CARON, Josiane. *Des mères célibataires : Entre la soumission et la subversion*. Paris, Pierre Horay, 1982. 156 p.

FLANDRIN, Jean-Louis. *L'Église et le contrôle des naissances*. Paris, Flammarion, 1970. 137 p.

FLANDRIN, Jean-Louis. *Le sexe en occident* : Évolution des attitudes et des comportements. Paris, Seuil, 1981. 375 p.

GÉLIS, Jacques. « L'accouchement rural au 18<sup>e</sup> siècle ». Dans *Les intermédiaires culturels*. Paris, 1978, p. 127 – 137.

GÉLIS, Jacques. *L'arbre et le fruit* : la naissance dans l'Occident moderne XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, Paris, Fayard, 1984, 610 p.

SANDRIN, Jean. *Enfants trouvés, enfants ouvriers* : Du 17<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècles. Paris, Aubier Montaigne, 1982, 255 p.

TURIN, Yvonne. *Femmes et religieuses au XIX<sup>e</sup>me siècle* : Le féminisme « en religion ». Paris, Nouvelle Cité, 1989, 375 p.

## **9) Assistance, Santé et Services sociaux en Europe**

BOULOTTE, Marcel. *Les hôpitaux et l'assistance* : Dans la province de Bourgogne au dernier siècle de l'Ancien Régime. Montpellier, 1968. 347 p.

CAILLE, Jaqueline. *Hôpitaux et charité publique* : À Narbonne au Moyen-Âge. Société française d'histoire des hôpitaux. Toulouse, Privat, 1978. 189 p.

HILDESHEIMER, Françoise et Christine GUT. *L'assistance publique en France*. Paris, Publisud, 1992. 129 p.

IMBERT, Jean. *Les hôpitaux en France*. Collection « Que sais-je ? », Paris, Les Presses de l'Université de France, 1958. 123 p.

## **10) Sociologie, politiques sociales, philosophie politique et culture en Europe**

ARENDT, Hannah. *Condition de l'homme moderne*. Paris, Calmann-Lévy, 1988 (1961), 406 p.

CASTEL, Robert. *Le piège de l'exclusion*, Dans Lien social et Politiques-RIAC, « Y a-t-il des exclus ? L'exclusion en débat. » École de Service Social, Université de Montréal, no 34, automne 1995, p. 13-21.

EWALD, François. *Histoire de l'État providence* : Les origines de la solidarité. Paris, Grasset, 1996 (1986). 317 p.

CUCHE, Denys. *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris, La Découverte, 1996. 123 p.

FERRY, Luc. *L'homme-Dieu ou le sens de la vie*. Paris, Grasset, 1996, 246 p.

GAULEJAC, Vincent de. *Les sources de la honte*. Paris, Desclee de Brouwer, 1996, 315p.

## **ANNEXES**

## ANNEXE 1

**TABLEAU**  
**Évolution chronologique des structures de l'Hôpital Ste-Marie**

<b>1845</b>	Conseil Général des Sœurs de la Miséricorde de Montréal	
<b>1934</b>	Service social : Diocèse de Trois-Rivières	
<b>1943</b>	Hôpital Ste Marie Maison Joly Trois-Rivières Ouest 334 enfants, 348 filles-mères : 25 lits patientes et 20 lits d'enfant	
<b>1948</b>	Service Social Ste Marie Aile des Filles-mères et crèche 35 lits pour filles 40 lits d'enfant	Hôpital Général Ste Marie Femmes mariées et pouponnières Hommes en 1953
<b>1958</b>	Foyer Joly à Trois-Rivières Ouest Filles-mères seulement 24 lits	Hôpital Général Ste Marie Boulevard du Carmel Aile des filles-mères crèche et accouchements
<b>1967</b>	Villa Joly à Trois-Rivières Ouest Filles-mères seulement 16 lits	Hôpital Général Ste Marie Boulevard du Carmel Aile des filles-mères crèche et accouchements
<b>1971</b>	Villa Joly Boulevard des Forges à Trois-Rivières Filles-mères seulement Corporation laïque Service social de la Mauricie	Hôpital Général Ste Marie Boulevard du Carmel Aile des filles-mères crèche et accouchements

## ANNEXE 2

### Questionnaire utilisé pour les entrevues avec les mères célibataires

#### Le milieu de vie

- 1-Provenance? Année? Âge?
- 2-Les études? Vos aspirations? Vos rêves?
- 3-Le travail?
- 4-Les loisirs? Aviez-vous des amies? Des amis? Des activités sportives ou culturelles? Des lectures?
- 5-Vos sorties? Vos fréquentations? Familiales, organismes ou autres?
- 6-Étiez-vous heureuse dans la vie? Votre modèle? Vos influences?
- 7-Un enfant pour vous? Était-ce un projet possible dans votre vie? Mariage ou célibat? Était-ce votre première grossesse ?
- 8-Quelle a été votre réaction en apprenant la nouvelle de votre grossesse?
- 9-Y avait-il promesse de mariage avec le père biologique? Un ami? Un inconnu? Durée des fréquentations? Son âge? Sa nationalité? Son éducation? Son travail ? Attitude du père à l'annonce de la grossesse? Quand le père est-il parti?
- 10-Connaissiez-vous les responsabilités et les exigences d'une grossesse?
- 11-Aviez-vous des peurs, des inquiétudes, de la joie ? Une peine d'amour ? Des problèmes ou bien étiez-vous inconsciente de la situation ?
- 12-Avez-vous pensé à l'avortement?
- À vivre seule avec l'enfant?
- Y avait-il d'autres solutions en vue?
- Y avez-vous réfléchi? Où seriez-vous allée?
- 13-Avez-vous perdu votre emploi ?

#### VOS PARENTS

- 14-La situation financière de votre famille? Père et mère au travail?
- 15-Leurs âges?
- 16-Des frères? Des sœurs? Habitation? Une famille unie?
- 17-Aviez-vous été éduquée à respecter l'autorité, à faire des choix personnels?
- 18-Aviez-vous une éducation religieuse, habituée aux sacrifices?
- 19-Aviez-vous une éducation sexuelle?
- 20-Étiez-vous d'une famille nombreuse et habituée à la présence des enfants?
- 21-Attitude des parents à l'annonce de la grossesse? Accueil, aide ou rejet.
- 22-Des conflits, des confrontations avec vos parents?
- 23-Vous ont-il aidé à réfléchir? Vous ont-il parlé de l'enfant? De la grossesse? Du conjoint?
- 24-Quels sentiments habitaient vos parents à cette nouvelle? Colère, honte, mensonge ou silence? Avec vos frères et sœurs? Avec la parenté? Avec le voisinage?
- 25-Vos parents vous ont-ils imposé d'aller à la Villa Joly?
- 26-Résistance? Résignation? Obéissance à une autorité.
- 27-Qui d'autre vous a conseillé la Villa Joly?
- 28-À qui d'autre avez-vous parlé de votre grossesse?



## LE SERVICE SOCIAL

- 29-La rencontre avec le service social vous a-t-elle permis de réfléchir à la meilleure solution?  
30- Vous étiez à l'aise pour discuter ouvertement de votre situation de « fille-mère » ?  
De votre situation financière? Vous aviez un suivi individuel? À quel rythme? De quoi parliez-vous?  
31-Quelles étaient les informations que vous avez reçues sur le règlement et la pension?  
32-Y avait-il un plan concernant l'enfant? Des conditions? Des obligations? Pour la garde ?  
Pour l'adoption?  
33-Vos parents ou bien un tuteur devait-il signer un document officiel qui confirmait la prise en charge de la fille par les religieuses?

## DES FRAIS

- 34-Aviez-vous les mêmes conditions quelle que soit votre situation financière?  
35-Assurance hospitalisation? Nombre de visites avec les médecins? À l'hôpital?  
36-Frais à payer les médicaments, dépenses personnelles, le matériel des cours et transport à l'hôpital, dès l'admission? Une pension?  
Possibilités d'arrangement avec la directrice, légère contribution?  
Le travail?

## La Villa Joly

- 37- Étiez-vous cachée ? De qui ? De votre famille ? De votre employeur? De la parenté?  
De la société? Exclue? Marginalisée?  
38-Une expérience positive? La durée du séjour ? L'ennui ? Des visiteurs? Des sorties?  
Aviez-vous le désir de partir à cause des mauvais traitements ou attitudes punitives?  
Était-il possible de quitter suivant votre désir?  
Qui décidait de votre départ et à quelles conditions ou évaluation de bonne conduite?  
Vos parents?  
La directrice?  
Vous-même?  
Quelqu'un d'autre?  
39-Viviez-vous dans un climat de sécurité physique, affectif, moral, social, matérielle?  
Le climat était-il tendu?  
40-Étiez-vous uniquement dans un refuge pour vous protéger?  
Dans une Maison qui répondait à vos besoins, à vos attentes?  
Dans une Maison où la discipline, l'ordre et la morale est sévère  
Quel fut le moment important pour vous à la Maison Joly?

## LES RELIGIEUSES

- 41-Les religieuses étaient-elles ouvertes à la critiques, aux initiatives personnelles ou sinon aux suggestions?  
42-Les religieuses étaient-elles ouvertes au dialogue?  
Étaient-elles des confidentes? Vos attentes?  
Des mères sages et fermes qui vous donnent des bons conseils, des bonnes habitudes de vie?  
Étaient-elles compréhensives?  
Étaient-elles des personnes compétentes? Leur rôle? Leurs responsabilités?  
Un personnel disponible à votre service à toutes heures du jour?  
Des bénévoles?

43-Vous était-il permis d'obtenir des attentions, des privilèges ou des permissions suivant vos besoins ou demandes particulières?

### LE GROUPE DE FILLES

44-L'atmosphère entre les filles était-il détendue et amicale?

Vous faisiez-vous des confidences entre vous?

Le viol ? L'inceste? Promesse de mariage? Quelle situation était la plus fréquente?

45-Vos sentiez-vous jugés?

Par les religieuses?

Par la population?

Ou bien entre-vous?

46-La situation paraissait-elle plus difficile pour les filles de T-R que celles des autres villes ou des autres régions voisines ou éloignées?

Lesquelles paraissaient les plus nombreuses?

47-Y avait-il l'anonymat à respecter?

Comment vous sentiez-vous avec ce système de surnom?

48-Une chambre seule ou partagée?

Pour combien de personnes?

Entassement ou non?

Une moyenne de 16 filles par jour? À l'hôpital?

### LA RÉHABILITATION

49- Sentiez-vous l'isolement? La solitude? Vous sentiez-vous exilée? Enfermée?

50-Aviez-vous des attentions spéciales en rapport avec votre condition?

Régime alimentaire?

Culture physique et hygiène prénatale avec une spécialiste, religieuse ou laïc?

Information sur l'évolution de la grossesse?

Renseignement sur le déroulement de l'accouchement?

Le soin des nouveau-nés et l'organisation matérielle pour la garde de l'enfant.

Quelle orientation suggère-t-on? L'autonomie, la conscience de soi, le mariage

La conscience des responsabilités.

51-Des récréations, des distractions? Télévision, radio, musique.

Activités éducatives? Art culinaire, couture, art décoratif.

Culturelles? Conférences, discussion, bibliothèque et lecture,

Cours du ministère par correspondance pour le secondaire.

Religieuses? Messe, le chapelet, prières.

Aviez-vous des discussions en groupe ?

Connaissiez-vous une dynamique de groupe ou thérapie ou relation d'aide en groupe?

52-Aviez-vous la chance de parler de vos sentiments?

De l'enfant?

Est-ce que l'on vous considérait comme une mère?

Avec qui?

Vos sentiments dans le secret de votre

cœur, comment vous sentiez-vous avec l'enfant?

### ACCOUCHEMENT

53-Étiez-vous accompagnée?

Attitudes des médecins et des infirmières envers les mères célibataires?

Des soins de qualités?

À l'hôpital? Une aïe pour fille-mère pourquoi? L'enfant à la crèche? Combien?

Discrimination marquée, modérée ou faible?

54-Le moment de quitter l'enfant? Le moment difficile?

Préparation? Discussion? Avec qui en parler?

Douleur, inconscience, inconsolable ou espérance de le garder? Solitude? Silence?

Raison de l'abandon? Impuissance devant la réalité ou un mauvais souvenir à effacer?

## RETOUR À LA VIE

55-La vie normale est-elle possible?

Jusqu'à quel point refaire sa vie?

Suggestion pour la vocation religieuse par les sœurs ou par vous-même

Accepte facilement une demande en mariage

Est-ce facile de parler de l'enfant?

Un souvenir qui ne s'efface pas?

Un cauchemar?

Une douleur qui ne s'en va pas?

Une déchirure qui dure longtemps?

Une culpabilité? Un remord?

Vous avez renoncé ou aviez-vous peur du mariage?

## LES RETROUVAILLES

56-Pourquoi?

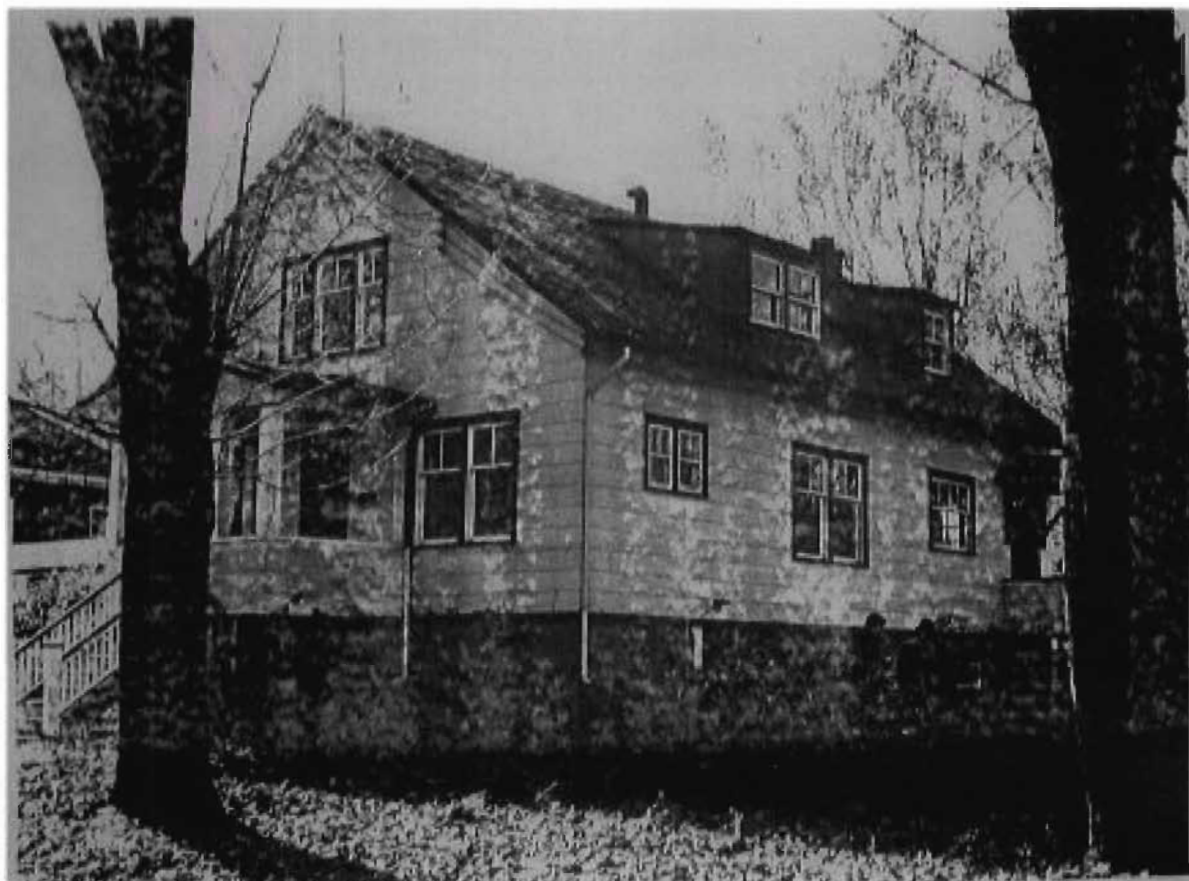
Était-ce le vrai retour à la vie normale, le retour à la réalité?

Il vous a fallu faire demi-tour? Retourner en arrière? Pourquoi?

Comment l'avez-vous vécu?

### ANNEXE 3 :

Photo de la Maison Joly, résidence des religieuses en 1943, à Trois-Rivières-Ouest



#### ANNEXE 4 :

Photo de la Maison Joly, résidence des mères célibataires, en 1943,  
à Trois-Rivières-Ouest



## ANNEXE 5 :

Photo du plan de l'Hôpital Ste-Marie, en 1943, sur le terrain de Trois-Rivières-Ouest

